

N° 13-010-XIF au catalogue



Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Premier trimestre de 2004



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à notre agent d'information aux (613) 951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est gratuit sur Internet. Les utilisateurs sont priés de se rendre à http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-010-XIF/free_f.htm.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263 1136.



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Premier trimestre de 2004

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2004

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6

Juin 2004

No 13-010-XIF au catalogue, vol.3, no 1

Périodicité : trimestrielle

ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexes

PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002, 380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036.
Publication:	
Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles	13-001-XIB
Tableaux et documents analytiques:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Comptes des flux financiers	13-014-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13-014-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13-014-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

PIB par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0022
Publication:	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication:	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 et 383-0015
Publication:	
Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF

Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication:	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication:	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication	13-605-XIF
-------------	------------

Table des matières

Aperçu	6
Révisions dans cette édition	6
PIB en termes de revenus et de dépenses	8
Les dépenses des consommateurs reprennent	8
Le revenu du travail progresse	9
Les bénéfices des sociétés atteignent un niveau record	9
Les investissements des entreprises au chapitre du logement demeurent importants	9
Reprise de l'investissement des entreprises en machines et matériel	10
Écoulement des stocks non agricoles	10
Les exportations continuent leur remontée	10
Timide augmentation des importations	11
PIB par industrie	18
Aperçu sectoriel, mars 2004	18
L'industrie de l'automobile dynamise le secteur de la fabrication	18
Regain de confiance des consommateurs	19
Industries du voyage et du tourisme	19
Aperçu sectoriel, premier trimestre de 2004	19
Balance des paiements internationaux	23
Points saillants	23
Compte courant	23
Remontée de l'excédent au chapitre des biens	23
Diminution des bénéfices sur les investissements directs à l'étranger	24
Constance du déficit au chapitre des services	24
Compte financier	25
L'investissement direct à l'étranger atteint un niveau modéré	25
Les placements canadiens en titres étrangers concentrés dans les obligations	25
Reprise au Canada de l'investissement direct étranger après deux trimestres négatifs	25
Poursuite des investissements de portefeuille étrangers en titres canadiens	25
Autres investissements	26
Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	29
La productivité ne s'est accrue que dans les groupes d'industries du secteur des services	29
Les coûts salariaux continuent d'être sous contrôle du côté des entreprises	30
Pour un quatrième trimestre consécutif, les États-Unis surpassent le Canada	30
La croissance annuelle de la productivité canadienne est au neutre	31
La vigueur du dollar canadien a contribué à la détérioration de la position concurrentielle des entreprises canadiennes ..	32
Des révisions récentes au Canada entraînent une réduction des écarts de productivité	33
Bilan des investissements internationaux	38
Augmentation de l'actif canadien à l'étranger	38
Augmentation des investissements directs étrangers au Canada	39
Forte diminution de la valeur des instruments du marché monétaire canadien détenus à l'étranger	39
Augmentation du passif étranger net du Canada avec les États-Unis	39
Nouvelles données sur la valeur marchande des investissements de portefeuille	39
Comptes du bilan national	42
La valeur nette nationale a augmenté	42
La valeur nette des ménages a augmenté, de même que le fardeau de l'endettement	42
Le bilan des sociétés s'améliore encore	43

Les révisions de 2000-2003 des Comptes des revenus et dépenses	46
Introduction	46
Révisions des Comptes des revenus et des dépenses	46
Répercussions des révisions sur le PIB	46
Révisions aux agrégats des revenus (tableau 3)	47
Révisions aux agrégats des dépenses en prix courants (tableau 4)	48
Révisions des indices des prix	49
Estimations du bilan à la valeur marchande	56
Introduction	56
Quelles sont les nouveautés reliées aux comptes du bilan pour le premier trimestre de 2004?	56
Valeur marchande et valeur comptable de l'actif et du passif et besoins en données	56
Données à la valeur marchande	56
Données à la valeur comptable	56
Élaboration des estimations à la valeur marchande	57
Actif non financier	57
Instruments financiers	57
Bref aperçu des développements à venir	58
Récentes tendances de la valeur nette des ménages	59
Introduction	59
La croissance des actifs financiers a été dominée par les titres de participation négociables et par les caisses de retraite et les fonds de placement	59
Les investissements et la plus-value des biens immobiliers résidentiels : les moteurs de la croissance des actifs non financiers	60
La dette du secteur des particuliers dépasse le revenu, mais non le patrimoine	61
Le bilan des ménages est toujours solide	61

À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 5) le bilan des investissements internationaux et 6) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

PIB par industrie

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Aperçu

Premier trimestre de 2004

Le produit intérieur brut réel (PIB) a progressé de 0,6 % au premier trimestre de 2004, sous l'effet de la reprise des dépenses de consommation et de la croissance soutenue des exportations. Après des résultats ternes en janvier et en février, le trimestre s'est terminé sur une bonne note, le PIB grimpa de 0,7 % en mars. Il s'agissait de la plus forte augmentation du PIB mensuel depuis le rebondissement après la panne d'électricité survenue en août 2003.

Produit intérieur brut réel, \$ enchaînés (1997)¹

	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 2003	0,7	2,8	3,1
Deuxième trimestre de 2003	-0,2	-0,7	2,0
Troisième trimestre de 2003	0,3	1,4	1,3
Quatrième trimestre de 2003	0,8	3,3	1,7
Premier trimestre de 2004	0,6	2,4	1,6

¹ La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

La force accrue des dépenses des consommateurs et une accélération de la croissance de l'investissement des entreprises ont fait progresser la demande intérieure de 1,2 %, soit le double du rythme atteint au quatrième trimestre de 2003. Les détaillants ont déclaré des gains généralisés, les consommateurs augmentant leurs achats de toute la gamme des biens allant des nouveaux véhicules automobiles aux chaussures. Les stocks ont augmenté, mais à un rythme beaucoup plus lent qu'au cours des sept trimestres précédents.

Le dollar canadien a été freiné dans sa remontée, son taux de change par rapport au dollar américain étant demeuré inchangé au premier trimestre. Les exportations ont poursuivi leur reprise grâce à la demande de produits de l'énergie ainsi que de machines et matériel, mais elles sont restées en deçà du sommet atteint au quatrième trimestre de 2000. Les importations, quant à elles, sont demeurées inchangées.

La production industrielle a progressé de 0,7 % au premier trimestre, soit la troisième augmentation d'affilée, toutes les principales composantes (l'exploitation minière, les services publics et la fabrication) ayant affiché des gains. Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle a augmenté de 1,5 %, alors qu'une plus forte production dans le secteur des services publics et de la fabrication a été contrebalancée par une légère baisse dans le secteur de l'exploitation minière.

Les prix à l'échelle de l'économie, mesurés par l'indice de prix en chaîne pour le PIB, ont augmenté de 1,2 %, soit le rythme le plus rapide en quatre trimestres. Excluant l'énergie, l'indice a progressé de 0,8 %. Dans l'ensemble, l'économie canadienne a connu un taux de croissance annualisé de 2,4 % au premier trimestre de 2004, comparativement à un taux annualisé de 4,4 % pour l'économie américaine.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2000.

Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 1990.

PIB par industrie:

Depuis la diffusion de la *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens* de mars, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2003.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2000. Cependant, les séries pour la rémunération horaire ont été révisées à partir du premier trimestre de 1997.

Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	2002	2003
désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars aux prix courants								
PIB en termes de revenus et de dépenses								
Rémunération des salariés	603 596	609 020	610 460	614 552	620 840	626 016	592 692	613 718
	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>4,0</i>	<i>3,5</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	146 504	159 680	142 180	148 916	154 064	163 408	137 480	151 210
	<i>1,7</i>	<i>9,0</i>	<i>-11,0</i>	<i>4,7</i>	<i>3,5</i>	<i>6,1</i>	<i>8,6</i>	<i>10,0</i>
Intérêts et revenus divers de placements	49 220	49 872	51 548	53 308	51 304	53 076	48 188	51 508
	<i>3,0</i>	<i>1,3</i>	<i>3,4</i>	<i>3,4</i>	<i>-3,8</i>	<i>3,5</i>	<i>-9,0</i>	<i>6,9</i>
Revenu net des entreprises individuelles	76 528	77 224	77 688	78 160	79 232	80 724	74 730	78 076
	<i>1,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>1,9</i>	<i>6,8</i>	<i>4,5</i>
Impôts moins subventions	142 088	139 924	139 428	144 664	146 596	148 732	139 259	142 653
	<i>1,0</i>	<i>-1,5</i>	<i>-0,4</i>	<i>3,8</i>	<i>1,3</i>	<i>1,5</i>	<i>7,5</i>	<i>2,4</i>
Revenu personnel disponible	700 012	707 264	712 876	714 548	719 504	727 172	692 691	713 548
	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>3,8</i>	<i>3,0</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	2,0	1,7	2,0	0,7	1,3	0,5	3,2	1,4

désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchâînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	608 492	613 183	618 084	624 729	625 780	634 148	601 594	620 444
	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>1,3</i>	<i>3,4</i>	<i>3,1</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	201 803	203 647	206 608	206 820	208 788	209 343	198 902	206 466
	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>0,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,3</i>	<i>2,8</i>	<i>3,8</i>
Formation brute de capital fixe	215 809	219 629	221 037	227 857	230 826	234 599	214 350	224 837
	<i>-0,6</i>	<i>1,8</i>	<i>0,6</i>	<i>3,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>2,4</i>	<i>4,9</i>
Investissements en stocks	11 234	17 271	14 698	3 434	12 150	922	2 079	11 888

Exportations de biens et services	448 247	442 704	436 945	434 813	444 732	451 567	450 568	439 799
	<i>-2,1</i>	<i>-1,2</i>	<i>-1,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,3</i>	<i>1,5</i>	<i>1,1</i>	<i>-2,4</i>
Importations de biens et services	398 032	400 836	404 169	401 081	417 823	418 295	391 070	405 977
	<i>-0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>4,2</i>	<i>0,1</i>	<i>1,4</i>	<i>3,8</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 086 368	1 093 793	1 091 782	1 095 469	1 104 391	1 110 917	1 074 621	1 096 359
	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>3,4</i>	<i>2,0</i>
PIB par industrie								
Industries productrices de biens	316 054	317 827	314 861	316 599	321 565	324 010	313 380	317 713
	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,6</i>	<i>0,8</i>	<i>1,9</i>	<i>1,4</i>
Industries productrices de services	689 375	692 708	694 389	697 050	701 565	705 113	681 647	696 428
	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>4,2</i>	<i>2,2</i>
Production industrielle	241 015	240 853	237 476	238 088	241 942	243 631	239 278	239 590
	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,4</i>	<i>0,3</i>	<i>1,6</i>	<i>0,7</i>	<i>2,4</i>	<i>0,1</i>
Fabrication de biens non durables	73 303	73 081	72 289	71 995	72 811	72 873	72 531	72 544
	<i>0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,1</i>	<i>0,1</i>	<i>3,1</i>	<i>0,0</i>
Fabrication de biens durables	104 914	104 637	102 419	101 881	104 555	105 540	104 182	103 373
	<i>-0,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>-2,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,6</i>	<i>0,9</i>	<i>2,7</i>	<i>-0,8</i>
Secteur des technologies de l'information et des communications (TIC)	55 991	56 617	56 667	56 625	57 237	57 712	55 361	56 786
	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>1,8</i>	<i>2,6</i>
Fabrication	178 309	177 810	174 796	173 963	177 461	178 513	176 808	176 008
	<i>-0,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,7</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,0</i>	<i>0,6</i>	<i>2,9</i>	<i>-0,5</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	21 900	23 097	23 326	23 878	23 918	23 870	21 412	23 555
	<i>1,3</i>	<i>5,5</i>	<i>1,0</i>	<i>2,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>-3,5</i>	<i>10,0</i>
Construction	53 053	54 037	54 385	55 071	56 119	56 932	52 555	54 903
	<i>0,8</i>	<i>1,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>1,9</i>	<i>1,4</i>	<i>1,7</i>	<i>4,5</i>
Commerce de gros	60 937	62 605	62 315	62 113	64 098	62 831	59 635	62 783
	<i>1,5</i>	<i>2,7</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>3,2</i>	<i>-2,0</i>	<i>8,1</i>	<i>5,3</i>
Commerce de détail	55 290	55 825	56 070	56 539	56 055	57 546	54 905	56 122
	<i>0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,9</i>	<i>2,7</i>	<i>5,5</i>	<i>2,2</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

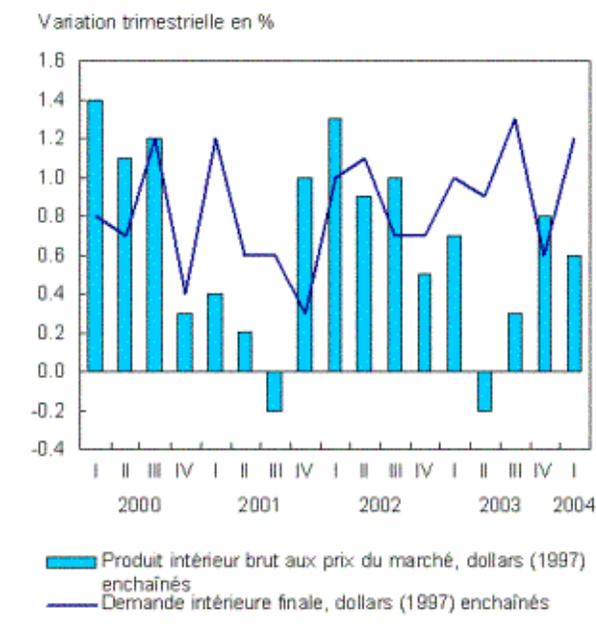
2 Taux actuel.

PIB en termes de revenus et de dépenses

Premier trimestre de 2004

La croissance économique a connu un ralentissement au premier trimestre, passant de 0,8% au quatrième trimestre à 0,6% au premier. La force accrue des dépenses des consommateurs, la croissance plus forte des investissements des entreprises et des exportations plus élevées ont contribué à la croissance économique. La demande intérieure finale s'est accrue de 1,2%, soit le double du taux enregistré au trimestre précédent. Le niveau des stocks a augmenté, mais à un rythme beaucoup moins rapide qu'au cours des sept derniers trimestres.

Le PIB augmente de 0,6% au premier trimestre



L'économie canadienne a augmenté à un taux annualisé de 2,4% au premier trimestre, en baisse par rapport au taux de 3,3% enregistré au quatrième. À titre de comparaison, l'économie américaine a augmenté à un taux annualisé de 4,4% au premier trimestre, un taux similaire à celui de 4,1% enregistré au dernier trimestre de 2003.

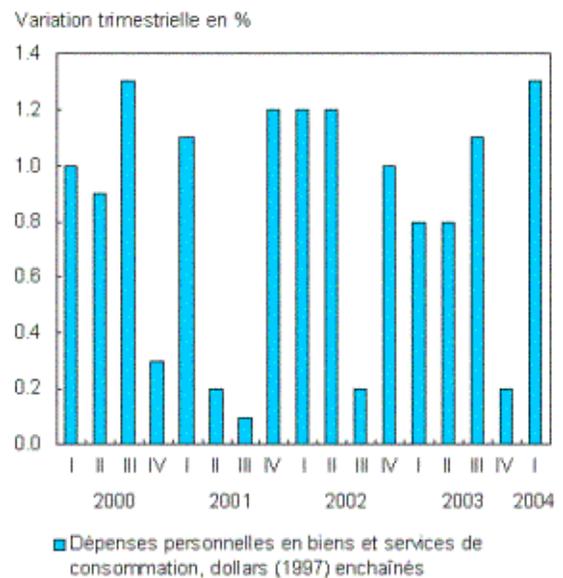
Les prix dans l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont progressé de 1,2%, le taux le plus rapide en quatre trimestres. Si l'on exclut l'énergie, l'indice était en hausse de 0,8%.

Les dépenses des consommateurs reprennent

Les dépenses des consommateurs ont augmenté de 1,3% au premier trimestre, comparativement à la hausse timide de 0,2% affichée au quatrième trimestre. Les achats de biens semi-durables (+3,7%) et de biens durables (+1,9%) ont connu les hausses les plus marquées. Les

achats de vêtements et de chaussures ont fait un bond de 4,1%; il s'agit de la hausse la plus importante depuis des décennies.

Les dépenses des consommateurs reprennent de la vigueur



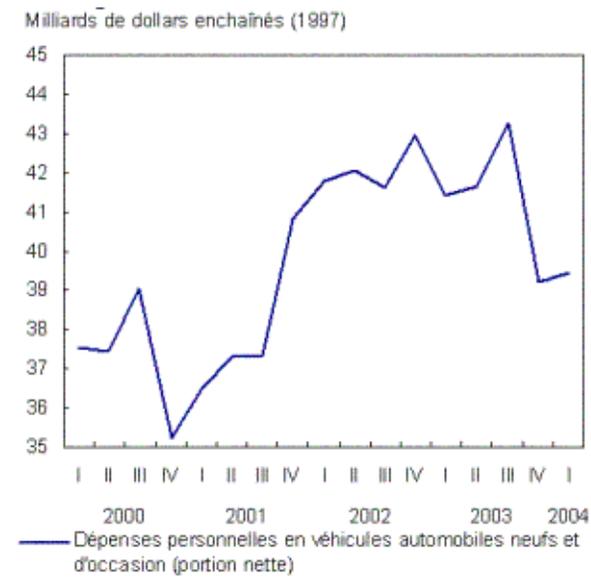
Les achats de meubles, d'accessoires d'ameublement et d'équipement ménager ont affiché une hausse substantielle de 3,2%, alimentés par l'effervescence des marchés du logement et de la rénovation. Les consommateurs ont dépensé 4,4% de plus pour les appareils ménagers et 3,8% de plus pour des articles d'ameublement semi-durables.

Les dépenses en loisirs, divertissement, éducation et services culturels ont augmenté de 1,4% après un quatrième trimestre plutôt terne. Bien qu'elles soient à leur niveau le plus élevé au cours de la dernière décennie, les dépenses des Canadiens voyageant à l'étranger ont considérablement ralenti, après deux trimestres très vigoureux. La croissance des voyages aux États-Unis a ralenti, tandis que les voyages à l'étranger ont baissé.

La consommation d'aliments et de boissons non alcoolisées a connu une hausse de 1,1%, soit plus de deux fois celle enregistrée au quatrième trimestre, en raison de prix plus faibles dans l'alimentation pendant les mois d'hiver. Les consommateurs ont aussi dépensé davantage en soins médicaux et en services de santé, et plus particulièrement au titre des médicaments et d'articles de pharmacie (+3,7%).

La demande de services de réparation et de pièces de véhicules automobiles a augmenté de 5,9 % au premier trimestre, ce qui a contribué à alimenter les dépenses des consommateurs en transports et en communications. Les consommateurs ont acheté davantage de véhicules automobiles neufs et d'occasion (+0,6 %) qu'au quatrième trimestre, au cours duquel leurs dépenses avaient connu une baisse significative (-9,3 %). Malgré des incitatifs financiers substantiels, les achats d'automobiles neuves ont diminué à nouveau, mais pas de façon aussi marquée, tandis que les achats de camions et de fourgonnettes neufs étaient en hausse.

Les achats de véhicules automobiles se redressent légèrement



Le revenu du travail progresse

Le revenu du travail a progressé de 0,8 % au premier trimestre, une augmentation qui correspond à la croissance affichée au cours des deux trimestres précédents. La masse salariale a augmenté dans le secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz (+2,2 %), mais elle n'a connu qu'une hausse légère dans le secteur de la fabrication (+0,2 %) et dans les administrations publiques (+0,4 %).

Peu de nouveaux travailleurs se sont ajoutés à la main-d'œuvre, la croissance de l'emploi ayant diminué, passant de 0,9 % au quatrième trimestre à 0,3 % au premier, en raison principalement d'une réduction du nombre d'emplois à temps partiel. L'emploi a progressé de 0,5 % en Ontario, malgré certaines restructurations d'entreprises, la fermeture d'usines pendant de courtes périodes et un arrêt de travail en février et mars dans le secteur du transport ferroviaire.

Le revenu personnel disponible a augmenté de 1,1 % au premier trimestre. Étant donné que les dépenses des consommateurs (en prix courants) ont augmenté à un rythme plus rapide, le taux d'épargne a diminué, passant de 1,3 % au quatrième trimestre de 2003 à 0,5 % au premier trimestre de 2004. L'emprunt des ménages s'est accru, portant le ratio d'endettement sur le revenu à 103,8 (i.e. que les ménages étaient endettés de 1,04 \$ pour chaque dollar de revenu disponible).

Les bénéfices des sociétés atteignent un niveau record

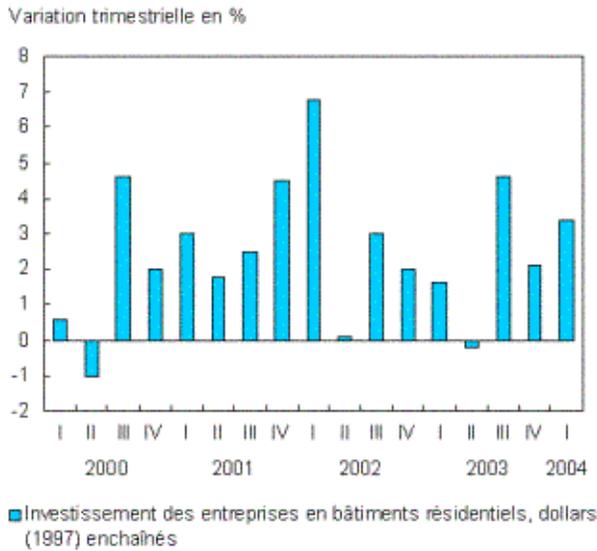
Les bénéfices des sociétés ont affiché une hausse marquée de 6,1 % au premier trimestre pour ainsi atteindre un niveau record, grâce surtout à de bons résultats dans les secteurs des combustibles minéraux et de la fabrication. Les bénéfices des entreprises publiques ont aussi connu une augmentation marquée, en raison principalement des services de production d'électricité appartenant aux administrations provinciales.

Le bilan de prêt net des sociétés s'est sensiblement amélioré, en raison surtout de faibles investissements en capital fixe et de l'écoulement des inventaires.

Les investissements des entreprises au chapitre du logement demeurent importants

Les taux hypothécaires historiquement faibles et la croissance robuste du revenu personnel disponible ont continué d'alimenter le marché de l'habitation. L'investissement des entreprises en bâtiments résidentiels a augmenté de 3,4 % au premier trimestre, comparativement à 2,1 % au quatrième trimestre. Les dépenses au titre de la construction résidentielle neuve, des améliorations et des modifications, ainsi que des coûts de transfert, ont toutes augmenté. Les ventes de logements unifamiliaux ont connu une hausse de 5,2 %, tandis que celles de logements multiples ont progressé de 8,3 %.

L'investissement dans l'habitation demeure important



Reprise de l'investissement des entreprises en machines et matériel

L'investissement des entreprises en machines et matériel a connu une hausse de 1,6 % au premier trimestre, comparativement à 0,8 % au trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable aux achats de machinerie industrielle et d'équipement de télécommunication.

Par contre, l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels a diminué de 1,1 %, en raison principalement d'une baisse de 3,1 % de la construction de bâtiments, comme les tours à bureaux et les centres commerciaux.

Dans l'ensemble, la croissance de l'investissement des entreprises en usines et matériel a connu un ralentissement, pour se situer à 0,5 % au premier trimestre, comparativement à 0,8 % au quatrième.

Écoulement des stocks non agricoles

Presque toutes les entreprises, sauf les grossistes, ont réduit leurs stocks au premier trimestre. En raison de l'augmentation des dépenses des consommateurs, les détaillants ont écoulé leurs stocks de biens durables et non durables. Les détaillants de véhicules automobiles ont réduit considérablement leurs stocks, tandis que les grossistes ont augmenté les leurs.

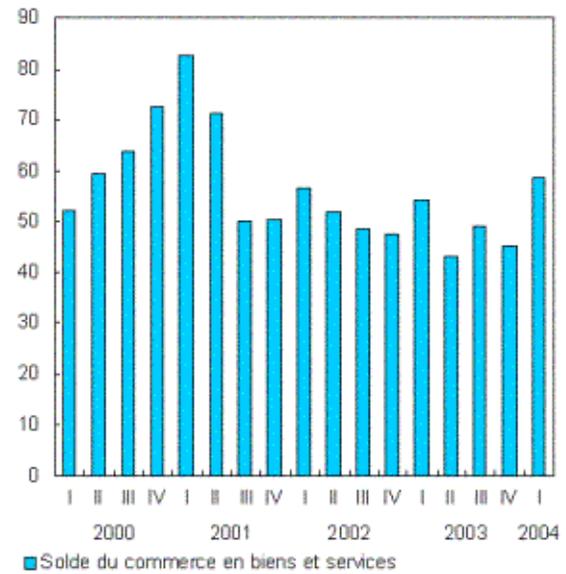
Les stocks dans les services publics étaient aussi en baisse, compte tenu de la demande plus forte à l'exportation.

Les exportations continuent leur remontée

Les exportations ont augmenté de 1,5 % au premier trimestre, stimulées par la reprise de la demande étrangère amorcée au trimestre précédent. Des exportations plus élevées et des importations pratiquement inchangées ont fait augmenter l'excédent commercial en biens et services (en prix courants) de 30 %.

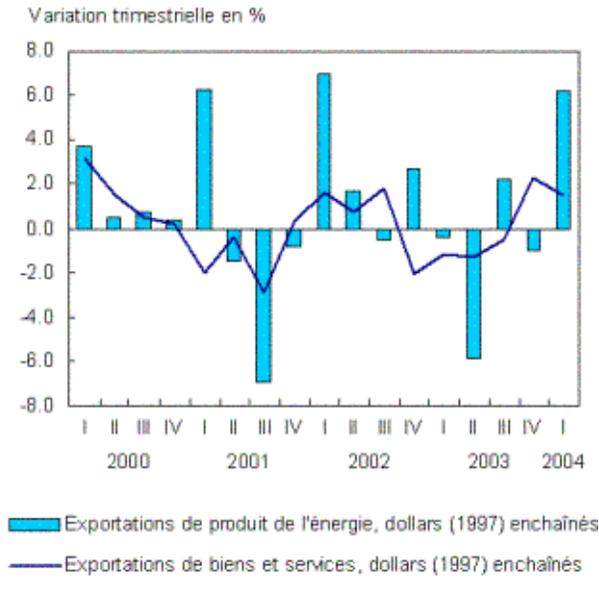
L'excédent commercial augmente de façon importante

Milliards de dollars courants, désaisonnalisés au taux annuel



Une hausse de 6,2 %, tant dans les livraisons de machines et matériel à l'étranger que pour les exportations de produits de l'énergie, et plus particulièrement de gaz naturel, explique en bonne partie la hausse des exportations. Les exportations de biens et matériaux industriels ont connu une hausse de 1,4 %, qui faisait suite à une augmentation vigoureuse de 6,7 % au trimestre précédent.

Le secteur de l'énergie soutient la croissance des exportations



La demande de produits forestiers a rebondi de 0,9 %, après une baisse de 0,4 % au quatrième trimestre, stimulée par l'expansion du marché du logement aux États-Unis. La demande de produits automobiles est demeurée très faible tout au long de 2003, sauf au quatrième trimestre où elle a repris, pour reculer à nouveau au premier trimestre (-1,2 %).

Timide augmentation des importations

Les importations n'ont augmenté que de 0,1 %, les livraisons de l'étranger ayant été en baisse pour de nombreux produits, sauf les produits de l'agriculture et de la pêche, les biens et matériaux industriels ainsi que les machines et matériel. Les importations de machines et matériel ont connu une hausse de 2,7 %, le meilleur résultat en quatre trimestres consécutifs de hausse. La demande à l'importation de produits de l'énergie a diminué de 1,1 % au premier trimestre, après deux trimestres vigoureux.

Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	2002	2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Rémunération des salariés	603 596 <i>1,3</i>	609 020 <i>0,9</i>	610 460 <i>0,2</i>	614 552 <i>0,7</i>	620 840 <i>1,0</i>	626 016 <i>0,8</i>	592 692 <i>4,0</i>	613 718 <i>3,5</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	146 504 <i>1,7</i>	159 680 <i>9,0</i>	142 180 <i>-11,0</i>	148 916 <i>4,7</i>	154 064 <i>3,5</i>	163 408 <i>6,1</i>	137 480 <i>8,6</i>	151 210 <i>10,0</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	12 044 <i>-4,4</i>	13 876 <i>15,2</i>	10 600 <i>-23,6</i>	10 544 <i>-0,5</i>	11 552 <i>9,6</i>	13 704 <i>18,6</i>	11 478 <i>9,5</i>	11 643 <i>1,4</i>
Intérêts et revenus divers de placements	49 220 <i>3,0</i>	49 872 <i>1,3</i>	51 548 <i>3,4</i>	53 308 <i>3,4</i>	51 304 <i>-3,8</i>	53 076 <i>3,5</i>	48 188 <i>-9,0</i>	51 508 <i>6,9</i>
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	1 340 <i>70,9</i>	1 232 <i>-8,1</i>	792 <i>-35,7</i>	252 <i>-68,2</i>	500 <i>98,4</i>	644 <i>28,8</i>	889 <i>-45,6</i>	694 <i>-21,9</i>
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	75 188 <i>0,8</i>	75 992 <i>1,1</i>	76 896 <i>1,2</i>	77 908 <i>1,3</i>	78 732 <i>1,1</i>	80 080 <i>1,7</i>	73 841 <i>8,0</i>	77 382 <i>4,8</i>
Ajustement de la valeur des stocks	-2 136 ...	3 232 ...	11 012 ...	2 832 ...	2 428 ...	-1 620 ...	-2 959 ...	4 876 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	54 236 <i>0,9</i>	54 212 <i>-0,0</i>	55 328 <i>2,1</i>	55 836 <i>0,9</i>	56 484 <i>1,2</i>	56 816 <i>0,6</i>	53 721 <i>2,2</i>	55 465 <i>3,2</i>
Produit intérieur net au prix de base	939 992 <i>1,7</i>	967 116 <i>2,9</i>	958 816 <i>-0,9</i>	964 148 <i>0,6</i>	975 904 <i>1,2</i>	992 124 <i>1,7</i>	915 330 <i>3,7</i>	966 496 <i>5,6</i>
Impôts moins subventions, sur produits	87 852 <i>1,1</i>	85 712 <i>-2,4</i>	84 100 <i>-1,9</i>	88 828 <i>5,6</i>	90 112 <i>1,4</i>	91 916 <i>2,0</i>	85 538 <i>11,1</i>	87 188 <i>1,9</i>
Provisions pour consommation de capital	159 284 <i>1,1</i>	161 228 <i>1,2</i>	163 192 <i>1,2</i>	165 520 <i>1,4</i>	167 672 <i>1,3</i>	169 812 <i>1,3</i>	156 146 <i>5,8</i>	164 403 <i>5,3</i>
Divergence statistique	276 ...	824 ...	924 ...	956 ...	36 ...	1 824 ...	954 ...	685 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 187 404 <i>1,6</i>	1 214 880 <i>2,3</i>	1 207 032 <i>-0,6</i>	1 219 452 <i>1,0</i>	1 233 724 <i>1,2</i>	1 255 676 <i>1,8</i>	1 157 968 <i>4,5</i>	1 218 772 <i>5,3</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	2002	2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	671 840	680 656	684 216	694 632	695 324	708 196	657 302	688 707
	<i>1,5</i>	<i>1,3</i>	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>	<i>0,1</i>	<i>1,9</i>	<i>5,5</i>	<i>4,8</i>
Biens durables	93 824	93 168	93 572	95 208	90 772	92 148	92 052	93 180
	<i>2,5</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>1,7</i>	<i>-4,7</i>	<i>1,5</i>	<i>8,4</i>	<i>1,2</i>
Biens semi-durables	57 284	57 900	58 248	58 392	58 640	60 568	56 900	58 295
	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>3,3</i>	<i>4,3</i>	<i>2,5</i>
Biens non durables	163 856	168 572	166 764	168 884	168 804	172 728	158 504	168 256
	<i>2,1</i>	<i>2,9</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,0</i>	<i>2,3</i>	<i>5,3</i>	<i>6,2</i>
Services	356 876	361 016	365 632	372 148	377 108	382 752	349 846	368 976
	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>1,3</i>	<i>1,8</i>	<i>1,3</i>	<i>1,5</i>	<i>5,1</i>	<i>5,5</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	229 380	232 324	236 548	238 812	243 160	246 416	223 677	237 711
	<i>1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>1,8</i>	<i>1,0</i>	<i>1,8</i>	<i>1,3</i>	<i>6,0</i>	<i>6,3</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	29 992	31 204	31 348	31 572	31 880	32 748	29 617	31 501
	<i>-0,3</i>	<i>4,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>2,7</i>	<i>9,7</i>	<i>6,4</i>
Investissements des administrations publiques en stocks	-68	-4	44	28	-8	-92	-45	15
Formation brute de capital fixe des entreprises	200 812	202 604	201 196	208 660	211 040	214 780	197 828	205 875
	<i>0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,7</i>	<i>3,7</i>	<i>1,1</i>	<i>1,8</i>	<i>3,8</i>	<i>4,1</i>
Bâtiments résidentiels	68 856	70 412	71 024	75 380	78 212	80 976	65 829	73 757
	<i>3,5</i>	<i>2,3</i>	<i>0,9</i>	<i>6,1</i>	<i>3,8</i>	<i>3,5</i>	<i>19,4</i>	<i>12,0</i>
Ouvrages non résidentiels	48 952	50 336	50 576	51 456	52 252	52 156	49 686	51 155
	<i>-1,0</i>	<i>2,8</i>	<i>0,5</i>	<i>1,7</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>-6,1</i>	<i>3,0</i>
Machines et matériel	83 004	81 856	79 596	81 824	80 576	81 648	82 313	80 963
	<i>-1,3</i>	<i>-1,4</i>	<i>-2,8</i>	<i>2,8</i>	<i>-1,5</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,6</i>
Investissement des entreprises en stocks	8 368	14 600	11 524	-2 576	7 100	-3 176	-568	7 662
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Non agricoles	10 280	13 800	10 260	-4 520	4 936	-5 148	1 094	6 119
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Agricultures	-1 912	800	1 264	1 944	2 164	1 972	-1 662	1 543
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Exportations de biens et services	485 380	486 680	454 720	452 796	452 188	468 160	479 358	461 596
	<i>-0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>-6,6</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>3,5</i>	<i>-0,8</i>	<i>-3,7</i>
Biens	418 276	423 400	394 328	392 108	390 180	405 984	413 788	400 004
	<i>-0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>-6,9</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>4,1</i>	<i>-1,6</i>	<i>-3,3</i>
Services	67 104	63 280	60 392	60 688	62 008	62 176	65 570	61 592
	<i>0,6</i>	<i>-5,7</i>	<i>-4,6</i>	<i>0,5</i>	<i>2,2</i>	<i>0,3</i>	<i>5,1</i>	<i>-6,1</i>
Moins: Importations de biens et services	438 020	432 360	411 640	403 520	406 924	409 536	428 248	413 611
	<i>-0,2</i>	<i>-1,3</i>	<i>-4,8</i>	<i>-2,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>2,1</i>	<i>-3,4</i>
Biens	364 280	359 836	341 032	332 576	333 896	335 948	356 582	341 835
	<i>-0,4</i>	<i>-1,2</i>	<i>-5,2</i>	<i>-2,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,7</i>	<i>-4,1</i>
Services	73 740	72 524	70 608	70 944	73 028	73 588	71 666	71 776
	<i>1,0</i>	<i>-1,6</i>	<i>-2,6</i>	<i>0,5</i>	<i>2,9</i>	<i>0,8</i>	<i>4,1</i>	<i>0,2</i>
Divergence statistique	-280	-824	-924	-952	-36	-1 820	-953	-684
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 187 404	1 214 880	1 207 032	1 219 452	1 233 724	1 255 676	1 157 968	1 218 772
	<i>1,6</i>	<i>2,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>1,2</i>	<i>1,8</i>	<i>4,5</i>	<i>5,3</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 132 024</i>	<i>1 146 788</i>	<i>1 153 308</i>	<i>1 173 676</i>	<i>1 181 404</i>	<i>1 202 140</i>	<i>1 108 424</i>	<i>1 163 794</i>
	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>1,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>5,4</i>	<i>5,0</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	2002	2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	608 492	613 183	618 084	624 729	625 780	634 148	601 594	620 444
	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>1,3</i>	<i>3,4</i>	<i>3,1</i>
Biens durables	94 720	94 080	94 992	97 399	93 220	94 971	93 099	94 923
	<i>2,5</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>2,5</i>	<i>-4,3</i>	<i>1,9</i>	<i>8,3</i>	<i>2,0</i>
Biens semi-durables	54 914	55 720	56 103	56 448	56 297	58 385	54 472	56 142
	<i>1,5</i>	<i>1,5</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>3,7</i>	<i>3,8</i>	<i>3,1</i>
Biens non durables	138 852	139 816	139 720	139 941	140 836	142 369	137 196	140 078
	<i>1,2</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>2,3</i>	<i>2,1</i>
Services	320 860	324 309	328 125	332 052	335 907	339 106	317 627	330 098
	<i>0,4</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>2,6</i>	<i>3,9</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	201 803	203 647	206 608	206 820	208 788	209 343	198 902	206 466
	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>0,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,3</i>	<i>2,8</i>	<i>3,8</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	28 948	30 107	30 708	30 787	31 233	31 833	28 758	30 709
	<i>-0,4</i>	<i>4,0</i>	<i>2,0</i>	<i>0,3</i>	<i>1,4</i>	<i>1,9</i>	<i>9,1</i>	<i>6,8</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	-60	-4	40	24	-4	-80	-40	14
Formation brute de capital fixe des entreprises	186 946	189 630	190 451	197 167	199 693	202 871	185 677	194 235
	<i>-0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,4</i>	<i>3,5</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>1,4</i>	<i>4,6</i>
Bâtiments résidentiels	59 658	60 614	60 515	63 298	64 621	66 828	57 937	62 262
	<i>2,0</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>4,6</i>	<i>2,1</i>	<i>3,4</i>	<i>14,5</i>	<i>7,5</i>
Ouvrages non résidentiels	43 395	44 429	44 671	45 109	45 501	44 993	44 493	44 928
	<i>-1,7</i>	<i>2,4</i>	<i>0,5</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>-1,1</i>	<i>-8,3</i>	<i>1,0</i>
Machines et matériel	83 327	83 935	84 681	88 229	88 920	90 329	82 715	86 441
	<i>-1,9</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>4,2</i>	<i>0,8</i>	<i>1,6</i>	<i>-1,2</i>	<i>4,5</i>
Investissement des entreprises en stocks	11 298	17 276	14 657	3 410	12 160	1 016	2 123	11 876

Non agricoles	12 180	14 318	10 685	-1 212	7 766	-2 074	2 876	7 889

Agricultures	-949	2 619	3 598	4 558	4 086	2 777	-866	3 715

Exportations de biens et services	448 247	442 704	436 945	434 813	444 732	451 567	450 568	439 799
	<i>-2,1</i>	<i>-1,2</i>	<i>-1,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,3</i>	<i>1,5</i>	<i>1,1</i>	<i>-2,4</i>
Biens	386 781	383 873	379 747	377 254	386 402	393 339	390 278	381 819
	<i>-2,4</i>	<i>-0,8</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,4</i>	<i>1,8</i>	<i>0,7</i>	<i>-2,2</i>
Services	61 598	58 944	57 303	57 654	58 445	58 385	60 450	58 087
	<i>0,2</i>	<i>-4,3</i>	<i>-2,8</i>	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>3,8</i>	<i>-3,9</i>
Moins: Importations de biens et services	398 032	400 836	404 169	401 081	417 823	418 295	391 070	405 977
	<i>-0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>4,2</i>	<i>0,1</i>	<i>1,4</i>	<i>3,8</i>
Biens	338 346	340 394	343 451	339 224	352 555	352 245	332 512	343 906
	<i>-0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>-1,2</i>	<i>3,9</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,5</i>	<i>3,4</i>
Services	59 770	60 485	60 791	61 695	64 972	65 647	58 651	61 986
	<i>0,0</i>	<i>1,2</i>	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>	<i>5,3</i>	<i>1,0</i>	<i>1,3</i>	<i>5,7</i>
Divergence statistique	-256	-742	-836	-855	-32	-1 610	-889	-616

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 086 368	1 093 793	1 091 782	1 095 469	1 104 391	1 110 917	1 074 621	1 096 359
	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>3,4</i>	<i>2,0</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 026 103</i>	<i>1 036 393</i>	<i>1 045 724</i>	<i>1 059 110</i>	<i>1 065 043</i>	<i>1 077 580</i>	<i>1 014 795</i>	<i>1 051 568</i>
	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>3,1</i>	<i>3,6</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

2 Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilisent des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	2002	2003
variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre au taux annuel, dollars enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	4,1	3,1	3,2	4,4	0,7	5,5	3,4	3,1
Biens durables	10,6	-2,7	3,9	10,5	-16,1	7,7	8,3	2,0
Biens semi-durables	6,2	6,0	2,8	2,5	-1,1	15,7	3,8	3,1
Biens non durables	5,1	2,8	-0,3	0,6	2,6	4,4	2,3	2,1
Services	1,6	4,4	4,8	4,9	4,7	3,9	2,6	3,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	3,5	3,7	5,9	0,4	3,9	1,1	2,8	3,8
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	-1,4	17,0	8,2	1,0	5,9	7,9	9,1	6,8
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	16	56	44	-16	-28	-76	-53	54
Formation brute de capital fixe des entreprises	-2,3	5,9	1,7	14,9	5,2	6,5	1,4	4,6
Bâtiments résidentiels	8,2	6,6	-0,7	19,7	8,6	14,4	14,5	7,5
Ouvrages non résidentiels	-6,8	9,9	2,2	4,0	3,5	-4,4	-8,3	1,0
Machines et matériel	-7,5	3,0	3,6	17,8	3,2	6,5	-1,2	4,5
Investissement des entreprises en stocks[2]	5 148	5 978	-2 619	-11 247	8 750	-11 144	6 466	9 753
Non agricoles[2]	4 809	2 138	-3 633	-11 897	8 978	-9 840	6 558	5 013
Agricoles[2]	346	3 568	979	960	-472	-1 309	-94	4 581
Exportations de biens et services	-8,0	-4,9	-5,1	-1,9	9,4	6,3	1,1	-2,4
Biens	-9,4	-3,0	-4,2	-2,6	10,1	7,4	0,7	-2,2
Services	0,9	-16,2	-10,7	2,5	5,6	-0,4	3,8	-3,9
Moins: Importations de biens et services	-2,3	2,8	3,4	-3,0	17,8	0,5	1,4	3,8
Biens	-2,8	2,4	3,6	-4,8	16,7	-0,4	1,5	3,4
Services	0,1	4,9	2,0	6,1	23,0	4,2	1,3	5,7
Divergence statistique[2]	236	-486	-94	-19	823	-1 578	-214	272
Produit intérieur brut aux prix du marché	1,9	2,8	-0,7	1,4	3,3	2,4	3,4	2,0
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>2,6</i>	<i>4,1</i>	<i>3,7</i>	<i>5,2</i>	<i>2,3</i>	<i>4,8</i>	<i>3,1</i>	<i>3,6</i>

1 Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2 Variation en millions de dollars, au taux annuel.

Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	2002	2003
calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,564	0,434	0,448	0,609	0,096	0,751	1,872	1,799
Biens durables	0,198	-0,053	0,074	0,195	-0,334	0,137	0,624	0,158
Biens semi-durables	0,073	0,070	0,033	0,030	-0,013	0,175	0,182	0,151
Biens non durables	0,171	0,096	-0,010	0,022	0,088	0,149	0,305	0,294
Services	0,122	0,321	0,351	0,362	0,354	0,290	0,761	1,197
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,166	0,175	0,279	0,020	0,187	0,052	0,522	0,743
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	-0,009	0,100	0,051	0,007	0,037	0,050	0,218	0,175
Investissement des administrations publiques en stocks	0,001	0,005	0,004	-0,001	-0,003	-0,007	-0,005	0,005
Formation brute de capital fixe des entreprises	-0,099	0,240	0,072	0,586	0,219	0,271	0,227	0,785
Bâtiments résidentiels	0,113	0,093	-0,010	0,272	0,130	0,215	0,731	0,429
Ouvrages non résidentiels	-0,073	0,098	0,023	0,041	0,037	-0,047	-0,401	0,044
Machines et matériel	-0,139	0,050	0,059	0,274	0,052	0,103	-0,103	0,312
Investissement des entreprises en stocks	0,470	0,533	-0,233	-0,956	0,725	-0,912	0,583	0,791
Non agricoles	0,434	0,188	-0,316	-1,022	0,763	-0,824	0,600	0,401
Agricoles	0,035	0,346	0,083	0,066	-0,038	-0,088	-0,017	0,390
Exportations de biens et services	-0,868	-0,505	-0,508	-0,183	0,835	0,566	0,542	-0,915
Biens	-0,881	-0,265	-0,364	-0,214	0,767	0,571	0,334	-0,705
Services	0,013	-0,240	-0,144	0,031	0,068	-0,005	0,208	-0,210
Moins: Importations de biens et services	-0,219	0,255	0,288	-0,258	1,357	0,037	0,496	1,385
Biens	-0,221	0,182	0,259	-0,344	1,052	-0,024	0,422	1,043
Services	0,002	0,073	0,030	0,086	0,305	0,061	0,074	0,343
Divergence statistique	0,022	-0,045	-0,009	-0,002	0,075	-0,143	-0,020	0,025
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,465	0,683	-0,184	0,338	0,814	0,591	3,444	2,023
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>0,621</i>	<i>0,950</i>	<i>0,850</i>	<i>1,222</i>	<i>0,539</i>	<i>1,124</i>	<i>2,840</i>	<i>3,503</i>

1 Les données en dollars enchaînés (1997) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de croissance du PIB.

Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	2002	2003
calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	110,4 <i>0,5</i>	111,0 <i>0,5</i>	110,7 <i>-0,3</i>	111,2 <i>0,5</i>	111,1 <i>-0,1</i>	111,7 <i>0,5</i>	109,3 <i>2,1</i>	111,0 <i>1,6</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	113,7 <i>0,8</i>	114,1 <i>0,4</i>	114,5 <i>0,4</i>	115,5 <i>0,9</i>	116,5 <i>0,9</i>	117,7 <i>1,0</i>	112,5 <i>3,1</i>	115,2 <i>2,4</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	103,6 <i>0,0</i>	103,6 <i>0,0</i>	102,1 <i>-1,4</i>	102,5 <i>0,4</i>	102,1 <i>-0,4</i>	102,9 <i>0,8</i>	103,0 <i>0,5</i>	102,6 <i>-0,4</i>
Formation brute de capital fixe des entreprises	107,4 <i>0,9</i>	106,8 <i>-0,6</i>	105,6 <i>-1,1</i>	105,8 <i>0,2</i>	105,7 <i>-0,1</i>	105,9 <i>0,2</i>	106,6 <i>2,3</i>	106,0 <i>-0,5</i>
Exportations de biens et services	108,3 <i>1,7</i>	109,9 <i>1,5</i>	104,1 <i>-5,3</i>	104,1 <i>0,0</i>	101,7 <i>-2,3</i>	103,7 <i>2,0</i>	106,4 <i>-1,8</i>	105,0 <i>-1,4</i>
Moins: Importations de biens et services	110,0 <i>0,4</i>	107,9 <i>-1,9</i>	101,8 <i>-5,7</i>	100,6 <i>-1,2</i>	97,4 <i>-3,2</i>	97,9 <i>0,5</i>	109,5 <i>0,6</i>	101,9 <i>-6,9</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	109,3 <i>1,1</i>	111,1 <i>1,6</i>	110,6 <i>-0,5</i>	111,3 <i>0,6</i>	111,7 <i>0,4</i>	113,0 <i>1,2</i>	107,8 <i>1,0</i>	111,2 <i>3,2</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>110,3</i> <i>0,6</i>	<i>110,7</i> <i>0,4</i>	<i>110,3</i> <i>-0,4</i>	<i>110,8</i> <i>0,5</i>	<i>110,9</i> <i>0,1</i>	<i>111,6</i> <i>0,6</i>	<i>109,2</i> <i>2,3</i>	<i>110,7</i> <i>1,3</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Tableau sommaire du marché financier

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	2002	2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Financement:								
Particuliers et entreprises individuelles	47 348	49 408	49 024	52 664	49 908	51 944	46 993	50 251
Crédit à la consommation	17 148	16 268	18 260	18 972	17 056	17 764	16 499	17 639
Emprunts bancaires	464	1 592	1 116	1 324	692	1 320	442	1 181
Autres emprunts	1 544	2 888	648	1 520	1 152	1 256	2 962	1 552
Hypothèques	28 192	28 660	29 000	30 848	31 008	31 604	27 090	29 879
Sociétés privées non financières	19 976	32 688	29 752	37 164	62 892	57 388	40 084	40 624
Emprunts bancaires	3 572	-1 588	-3 772	2 520	-736	7 580	1 035	-894
Autres emprunts	1 316	-9 264	1 492	-5 848	204	-2 784	-277	-3 354
Autres effets à court terme	-18 204	-6 012	-13 056	-6 068	-15 200	4 096	-4 580	-10 084
Hypothèques	5 752	4 036	4 200	5 980	5 672	5 128	4 915	4 972
Obligations	1 976	18 636	19 576	7 776	28 064	13 068	8 043	18 513
Actions	25 564	26 880	21 312	32 804	44 888	30 300	30 948	31 471
Entreprises publiques non financières	6 712	2 240	4 804	-4 320	-5 844	-4 960	-891	-780
Emprunts bancaires	-472	1 204	552	-1 128	748	-1 188	301	344
Autres emprunts	2 052	9 004	1 372	-368	-1 220	-2 016	1 056	2 197
Autres effets à court terme	2 008	596	-852	-1 940	-4 616	-2 868	318	-1 703
Hypothèques	-4	-12	-4	-4	-4	-8	6	-6
Obligations	3 140	-8 544	3 788	-864	-736	1 128	-2 572	-1 589
Actions	-12	-8	-52	-16	-16	-8	0	-23
Administration fédérale	-6 172	-2 664	4 132	2 036	-9 772	-1 560	-1 246	-1 567
Emprunts bancaires	108	88	116	112	108	224	106	106
Autres emprunts	8	0	-4	-4	8	0	0	0
Effets à court terme, Canada	2 080	14 480	10 748	14 232	9 464	-3 236	7 756	12 231
Obligations d'épargne du Canada	-1 840	-564	-1 660	-1 544	-1 392	-1 928	-1 510	-1 290
Autres obligations	-6 528	-16 668	-5 068	-10 760	-17 960	3 380	-7 598	-12 614
Autres paliers d'administration publique	6 668	3 716	16 444	10 700	2 768	28 684	9 739	8 407
Emprunts bancaires	-1 180	472	140	-304	752	-1 024	205	265
Autres emprunts	600	268	896	824	532	1 616	454	630
Autres effets à court terme	-5 164	1 948	-2 980	-5 644	2 624	-5 728	-2 300	-1 013
Hypothèques	20	-4	0	-76	28	60	-7	-13
Obligations provinciales	10 440	1 476	15 904	13 996	-568	32 060	10 906	7 702
Obligations municipales	1 944	-472	2 460	1 872	-608	1 668	463	813
Autres obligations	8	28	24	32	8	32	18	23
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	74 532	85 388	104 156	98 244	99 952	131 496	94 679	96 935
Crédit à la consommation	17 148	16 268	18 260	18 972	17 056	17 764	16 499	17 639
Emprunts bancaires	2 492	1 768	-1 848	2 524	1 564	6 912	2 089	1 002
Autres emprunts	5 520	2 896	4 404	-3 876	676	-1 928	4 195	1 025
Effets à court terme, Canada	2 080	14 480	10 748	14 232	9 464	-3 236	7 756	12 231
Autres effets à court terme	-21 360	-3 468	-16 888	-13 652	-17 192	-4 500	-6 562	-12 800
Hypothèques	33 960	32 680	33 196	36 748	36 704	36 784	32 004	34 832
Obligations	9 140	-6 108	35 024	10 508	6 808	49 408	7 750	11 558
Actions	25 552	26 872	21 260	32 788	44 872	30 292	30 948	31 448

PIB par industrie

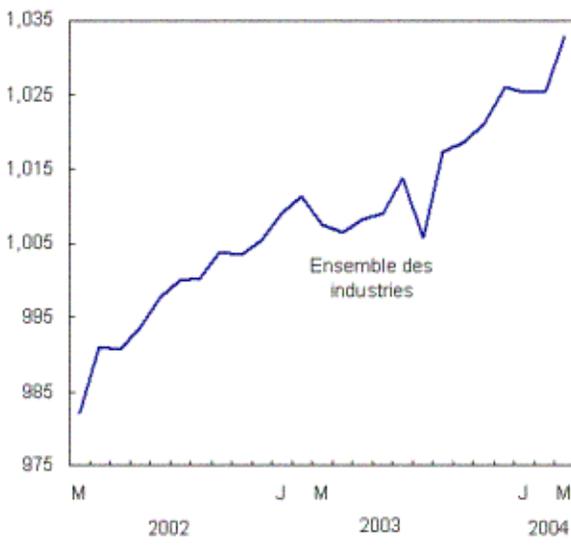
Mars 2004 et premier trimestre de 2004

Aperçu sectoriel, mars 2004

À la suite de deux mois décevants en janvier et en février, le trimestre s'est terminé sur une note positive, le PIB ayant bondi de 0,7 % en mars. Il s'agit là de la plus forte hausse mensuelle du PIB depuis la reprise subséquente à la panne de courant survenue en août 2003.

Le trimestre se conclut sur une note positive

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



Le dynamisme économique a été généralisé, et le secteur de la fabrication, notamment les industries des pièces d'automobiles et du montage de véhicules automobiles, a largement contribué à cet essor. La vigueur du secteur de la fabrication s'est traduite par une demande accrue de services de transport, de commerce de gros et d'entreposage. L'appétit insatiable des consommateurs pour les maisons et les voitures a aiguillonné la construction résidentielle, le commerce de détail et les activités des agents et courtiers immobiliers. L'augmentation du volume des opérations boursières a, quant à elle, stimulé le secteur des finances.

La production industrielle a grimpé de 0,7 %; il s'agit d'une sixième hausse au cours des dix derniers mois. La croissance de la production manufacturière a été atténuée par le fléchissement des services publics et de la production minière. La production d'électricité et la distribution de gaz naturel ont continué de baisser par rapport au sommet atteint en janvier, les températures étant retournées à la normale saisonnière. La reprise des activités à la suite d'une grève dans l'industrie des mines de métaux et une forte poussée de la production de diamants n'ont pas suffi à contrebalancer la contraction des activités de production et d'exploration pétrolières et

gazières. Aux États-Unis, la production industrielle a accusé une légère baisse de 0,1 %, le premier recul observé en dix mois. Cette faiblesse a été occasionnée par le repli marqué des services publics, malgré l'augmentation de la production minière et une légère croissance de la production manufacturière aux États-Unis.

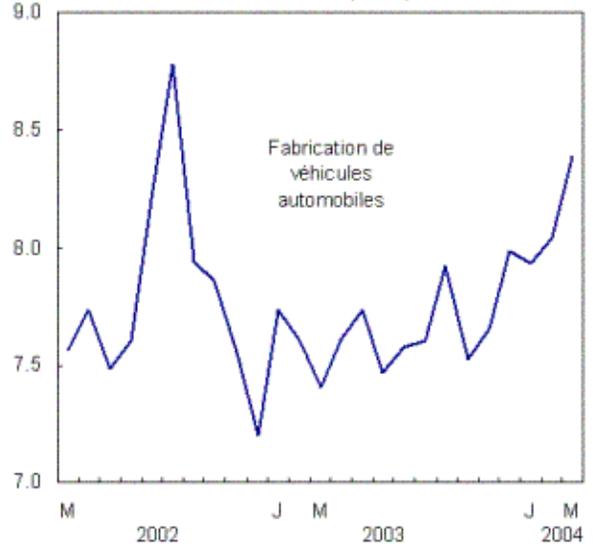
L'industrie de l'automobile dynamise le secteur de la fabrication

La production du secteur de la fabrication a fait un bond de 1,5 % en mars, la plus forte hausse depuis septembre 2003. Bien que l'expansion ait été généralisée, cette croissance est principalement attribuable à l'industrie des transports dont la production a grimpé de 3,1 %.

En mars, les constructeurs d'automobiles ont accru la production de voitures et de camions lourds (+4,3 %), les programmes énergiques de stimulation des ventes ayant continué de gonfler la demande de part et d'autre de la frontière. La production de pièces d'automobiles a également enregistré une forte hausse (+3,3 %) et a atteint de nouveaux sommets afin de satisfaire la demande des constructeurs nord-américains de véhicules automobiles. Le commerce de gros et les exportations de véhicules automobiles et de pièces d'automobiles ont considérablement progressé.

Le redressement de la production de véhicules automobiles se poursuit

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



L'industrie des produits en bois s'est raffermie, les scieries ayant accru leur production en mars. La fabrication de produits en bois associés à la construction, comme le bois

de placage, le contreplaqué et le bois de charpente, a également progressé en raison de l'effervescence persistante du marché de l'habitation tant au Canada qu'aux États-Unis. Cette vigueur de la production de bois de construction s'est aussi révélée de bon augure pour les grossistes de bois d'œuvre et pour l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière.

Le secteur des produits métalliques a affiché sa plus forte hausse mensuelle depuis deux ans (février 2002), les industries des produits d'architecture et des éléments de charpentes métalliques s'étant redressées après deux mois consécutifs de léthargie. Ce secteur approvisionne aussi l'industrie de la construction résidentielle qui a enregistré une croissance robuste en mars.

L'industrie de la fabrication de produits informatiques et électroniques a presque retrouvé les niveaux de production observés en décembre 2003, la production de matériel de radiodiffusion, de télédiffusion et de communication sans fil ayant bondi grâce à la conclusion de nouveaux contrats. Une forte demande mondiale a permis aux industries des semi-conducteurs et des produits électroniques de regagner du terrain.

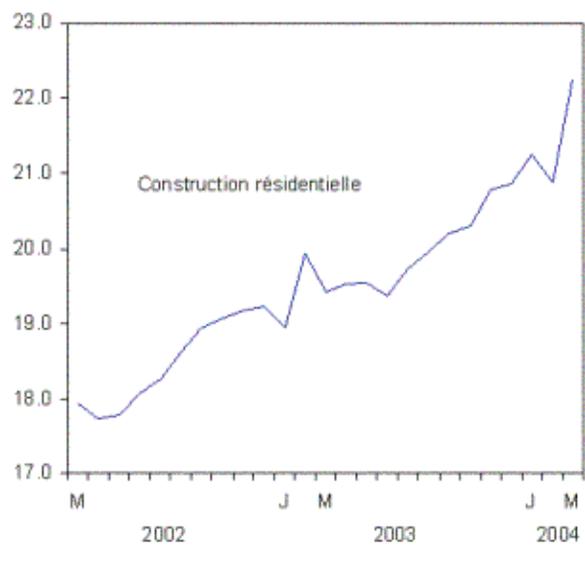
Regain de confiance des consommateurs

Selon le Conference Board du Canada, la confiance des consommateurs a rebondi en mars après le glissement du mois précédent. Cette hausse de la confiance des consommateurs a stimulé les secteurs du commerce de détail et de la construction résidentielle. La construction de nouvelles maisons a grimpé de 6,5 % en mars; il s'agit de la plus forte augmentation mensuelle depuis mai 1991. Les mises en chantier résidentielles sont montées en flèche en février (+10,2 %) comme en mars (+13,9 %), cette progression s'étant manifestée dans les maisons unifamiliales et dans les bâtiments à logements multiples. Mars a également été un mois exceptionnel pour le marché résidentiel de la revente. Les reventes de maisons ont fait un bond de 12,7 %, qui s'est traduit par une intensification marquée des activités des agents et courtiers immobiliers.

En mars, les détaillants ont affiché leur troisième hausse d'affilée, grâce à une croissance des ventes de 1,1 %. Les ventes de véhicules automobiles neufs ont augmenté de 2,0 %, après la poussée de 9,1 % relevée en février. Malgré cet afflux récent, les ventes des concessionnaires automobiles restent de 3,2 % inférieures au sommet atteint en juillet 2003. Les ventes, abstraction faite des ventes de véhicules automobiles neufs, se sont accrues de 0,8 % en mars, les détaillants de la plupart des produits ayant déclaré des hausses.

Secteur de l'habitation en surchauffe

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



Industries du voyage et du tourisme

Le nombre total de voyageurs en visite au Canada a diminué de 1,1 % en mars; cependant, le nombre de touristes ayant séjourné au pays une nuit ou plus a augmenté de 1,2 %. La plupart des industries du voyage et du tourisme ont enregistré une progression en mars. Des hausses ont été observées dans le transport aérien, les agences de location de voitures, les agences de voyage, les services de taxi et les hôtels. Par ailleurs, les industries des jeux de hasard et de la restauration, qui dépendent dans une large mesure de la demande intérieure, ont accusé des baisses.

Aperçu sectoriel, premier trimestre de 2004

La vigueur observée ce trimestre est largement attribuable à la confiance des consommateurs. La croissance de la construction résidentielle et des services de courtage immobilier s'est poursuivie en raison du gonflement de la demande de maisons neuves et de logements sur le marché de la revente. Le commerce de détail a connu une progression appréciable et généralisée, les consommateurs ayant intensifié leurs achats de toutes sortes de produits, des voitures neuves aux souliers neufs. Le dynamisme du marché boursier a donné un élan au secteur des finances. L'augmentation de la production manufacturière s'est aussi soldée par une demande accrue de services d'entreposage. La croissance de la production pétrolière et gazière a contribué à stimuler le secteur minier, alors que les froids rigoureux de janvier ont aiguillonné les services publics. La progression des administrations publiques et des services de santé a été contrebalancée par le fléchissement des services d'enseignement. Le commerce de gros s'est fortement replié, en raison de la

dégringolade des ventes en gros de véhicules automobiles après la montée en flèche observée au quatrième trimestre.

La production industrielle (extraction minière, services publics et fabrication) s'est accrue de 0,7% au premier trimestre; il s'agit là de la troisième hausse trimestrielle consécutive, toutes les grandes composantes de l'indice ayant augmenté. Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle a progressé de 1,5%; l'expansion des services publics et de la production manufacturière a neutralisé la faible contraction de la production minière.

Une nouvelle baisse des taux d'intérêt, qui avaient déjà atteint un creux historique, a ranimé les dépenses de consommation. Les détaillants ont affiché les hausses trimestrielles les plus fortes depuis le premier trimestre de 2002. Toutefois, les ventes de nouveaux véhicules automobiles n'ont augmenté que de 1,0 % au premier trimestre, après avoir chuté de 6,0 % au trimestre précédent. Les ventes, abstraction faite des ventes de nouveaux véhicules automobiles, ont grimpé de 3,2 %, des hausses ayant été déclarées par les détaillants de produits alimentaires, de vêtements, de chaussures, de médicaments, d'essence et de pièces d'automobiles.

Le boom résidentiel s'est poursuivi au premier trimestre, la construction résidentielle ayant enregistré une croissance de 4,0 %, qui marque une onzième hausse trimestrielle consécutive. Entre-temps, le marché de la vente de maisons a connu une légère expansion de 1,0 %, qui fait suite à la forte baisse accusée au quatrième trimestre. La vigueur du marché résidentiel s'est traduite par une augmentation des ventes de meubles et de la production de meubles et d'appareils ménagers. Les fabricants de matériaux de construction ont également tiré parti de l'essor du marché résidentiel.

La production manufacturière a augmenté pour un second trimestre d'affilée, à la suite de quatre baisses trimestrielles. Ces nouvelles hausses ont permis au secteur de la fabrication de retrouver les niveaux de production observés à l'automne 2000, au plus fort de la bulle technologique.

Le dynamisme du secteur de la fabrication au premier trimestre est largement attribuable aux biens durables, le secteur des transports étant à lui seul à l'origine de la moitié de cette croissance. Des hausses sensibles ont également été relevées dans l'industrie des machines et dans celle des produits informatiques et électroniques.

L'industrie des véhicules automobiles a affiché sa plus forte augmentation trimestrielle (+5,2 %) depuis l'été 2002, au moment où sa production avait bondi de 9,1 %. Les programmes généreux de stimulation des ventes, la mise en marché fructueuse de nouveaux modèles de voitures et de camions, de même que la forte demande américaine expliquent cette croissance vigoureuse. Stimulée par l'augmentation de la production de véhicules

automobiles au Canada et aux États-Unis, la fabrication de pièces de véhicules automobiles a progressé elle aussi, mais à un rythme moins soutenu qu'au quatrième trimestre de 2003. En revanche, la fabrication de pièces et de produits aérospatiaux a poursuivi sa descente, en baisse pour un sixième trimestre consécutif.

La fabrication de machines a enregistré une hausse de 1,3 %, la demande de machines de construction, d'extraction minière et d'exploitation pétrolière et gazière ayant reflété l'intensification des activités dans ces secteurs.

La poussée de la production de matériel de diffusion et de communication sans fil, attribuable à de nouveaux produits et à la conclusion de nouveaux contrats, a fait grimper la production de l'industrie des produits informatiques et électroniques de 1,4 % au premier trimestre de 2004. L'industrie des semiconducteurs a continué de se redresser, en hausse pour un troisième trimestre d'affilée.

La diminution du nombre de contrats de même que les fermetures temporaires et permanentes d'usines ont réduit la production de vêtements de 4,0 % au premier trimestre. Les effets de l'élimination d'obstacles au commerce et de l'expansion de la compétitivité mondiale se font lourdement sentir dans cette industrie. Les activités de l'industrie du coupé-cousu ont fléchi pour atteindre leur plus bas niveau en sept ans.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]

	Octobre 2003	Novembre 2003	Décembre 2003	Janvier 2004	Février 2004	Mars 2004	Mars 2003 à mars 2004
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)							%
Ensemble des industries	1 018 723	1 020 973	1 025 876	1 025 403	1 025 394	1 032 876	
	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,7</i>	2,5
Industries productrices de biens	319 682	321 211	323 803	324 109	322 163	325 757	
	<i>-0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,1</i>	2,8
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	24 011	23 916	23 827	23 573	23 773	24 264	
	<i>0,0</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>2,1</i>	4,3
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	37 070	37 178	37 618	37 970	37 599	37 234	
	<i>-0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>-1,0</i>	<i>-1,0</i>	4,1
Services publics	25 295	25 888	25 828	27 124	25 577	25 180	
	<i>-1,0</i>	<i>2,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>5,0</i>	<i>-5,7</i>	<i>-1,6</i>	-5,1
Construction	55 628	56 294	56 436	56 738	56 192	57 867	
	<i>0,4</i>	<i>1,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>-1,0</i>	<i>3,0</i>	6,7
Fabrication	176 583	176 889	178 912	177 353	177 745	180 441	
	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>1,5</i>	2,3
Industries productrices de services	700 393	701 041	703 262	702 442	704 555	708 341	
	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	2,4
Commerce de gros	63 917	63 771	64 605	62 455	62 186	63 852	
	<i>0,9</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,3</i>	<i>-3,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>2,7</i>	3,2
Commerce de détail	56 375	56 184	55 607	56 343	57 831	58 463	
	<i>0,4</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,3</i>	<i>2,6</i>	<i>1,1</i>	4,8
Transport et entreposage	46 388	46 903	47 307	47 159	46 789	47 164	
	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,8</i>	1,3
Industrie de l'information et industrie culturelle	41 779	41 602	41 514	41 723	41 754	41 920	
	<i>-0,6</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	-0,3
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	204 953	204 980	206 033	206 739	207 575	208 804	
	<i>-0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	3,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	44 806	44 841	44 818	45 152	45 193	45 634	
	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,1</i>	<i>1,0</i>	3,1
Services administratifs et gestion des déchets	22 374	22 369	22 411	22 443	22 435	22 276	
	<i>0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,7</i>	0,9
Services d'enseignement	44 891	45 384	45 656	44 977	44 818	44 405	
	<i>-0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,5</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,9</i>	-2,1
Soins de santé et assistance sociale	61 104	61 145	61 335	61 426	61 401	61 537	
	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,2</i>	2,2
Arts, spectacles et loisirs	9 430	9 200	9 282	9 265	9 324	9 279	
	<i>1,1</i>	<i>-2,4</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,5</i>	-1,3
Hébergement et services de restauration	22 975	23 002	22 899	22 763	23 008	23 001	
	<i>2,8</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,0</i>	1,8
Autres services, sauf les administrations publiques	24 292	24 307	24 364	24 359	24 367	24 359	
	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,0</i>	0,9
Administrations publiques	58 085	58 286	58 405	58 480	58 697	58 636	
	<i>-0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,1</i>	2,0
Autres agrégations							
Production industrielle	240 472	241 446	243 909	244 150	242 578	244 164	
	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>1,0</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,7</i>	1,9
Fabrication de biens non durables	72 707	72 701	73 026	72 718	72 618	73 284	
	<i>0,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,9</i>	0,5
Fabrication de biens durables	103 783	104 096	105 786	104 539	105 028	107 052	
	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>1,6</i>	<i>-1,2</i>	<i>0,5</i>	<i>1,9</i>	3,5
Secteur des entreprises	863 316	864 874	869 242	869 293	869 249	877 084	
	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,9</i>	2,8
Secteur non commercial	155 564	156 253	156 791	156 272	156 307	155 970	
	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,2</i>	0,8
Secteur des TIC, total	56 956	57 255	57 499	57 627	57 544	57 966	
	<i>0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,7</i>	2,8

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	2002	2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)								
Industries productrices de biens	316 054	317 827	314 861	316 599	321 565	324 010	313 380	317 713
	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,6</i>	<i>0,8</i>	<i>1,9</i>	<i>1,4</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	21 900	23 097	23 326	23 878	23 918	23 870	21 412	23 555
	<i>1,3</i>	<i>5,5</i>	<i>1,0</i>	<i>2,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>-3,5</i>	<i>10,0</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	35 475	35 700	35 844	36 778	37 289	37 601	35 329	36 403
	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>2,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>3,0</i>
Services publics	26 797	26 747	25 830	25 816	25 670	25 960	26 626	26 016
	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>-3,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>2,2</i>	<i>-2,3</i>
Construction	53 053	54 037	54 385	55 071	56 119	56 932	52 555	54 903
	<i>0,8</i>	<i>1,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>1,9</i>	<i>1,4</i>	<i>1,7</i>	<i>4,5</i>
Fabrication	178 309	177 810	174 796	173 963	177 461	178 513	176 808	176 008
	<i>-0,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,7</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,0</i>	<i>0,6</i>	<i>2,9</i>	<i>-0,5</i>
Industries productrices de services	689 375	692 708	694 389	697 050	701 565	705 113	681 647	696 428
	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>4,2</i>	<i>2,2</i>
Commerce de gros	60 937	62 605	62 315	62 113	64 098	62 831	59 635	62 783
	<i>1,5</i>	<i>2,7</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>3,2</i>	<i>-2,0</i>	<i>8,1</i>	<i>5,3</i>
Commerce de détail	55 290	55 825	56 070	56 539	56 055	57 546	54 905	56 122
	<i>0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,9</i>	<i>2,7</i>	<i>5,5</i>	<i>2,2</i>
Transport et entreposage	46 830	46 650	45 994	45 896	46 866	47 037	46 401	46 351
	<i>0,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,2</i>	<i>2,1</i>	<i>0,4</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,1</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	41 740	42 137	42 209	42 091	41 632	41 799	41 274	42 017
	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,4</i>	<i>6,4</i>	<i>1,8</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	201 431	201 356	202 724	204 686	205 322	207 706	199 890	203 522
	<i>0,4</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>0,3</i>	<i>1,2</i>	<i>4,9</i>	<i>1,8</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	43 846	44 244	44 607	44 671	44 822	45 326	43 255	44 586
	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>3,1</i>	<i>3,1</i>
Services administratifs et gestion des déchets	21 903	22 053	22 160	22 327	22 385	22 385	21 424	22 231
	<i>1,5</i>	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>5,0</i>	<i>3,8</i>
Services d'enseignement	45 676	45 469	45 439	45 178	45 310	44 733	45 377	45 349
	<i>0,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>-1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,1</i>
Soins de santé et assistance sociale	59 337	59 914	60 584	60 908	61 195	61 455	58 337	60 650
	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>3,6</i>	<i>4,0</i>
Arts, spectacles et loisirs	8 947	9 140	9 350	9 289	9 304	9 289	8 924	9 271
	<i>0,7</i>	<i>2,2</i>	<i>2,3</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>4,8</i>	<i>3,9</i>
Hébergement et services de restauration	23 265	22 847	21 963	22 382	22 959	22 924	23 159	22 538
	<i>-0,0</i>	<i>-1,8</i>	<i>-3,9</i>	<i>1,9</i>	<i>2,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>-2,7</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	24 029	24 059	24 104	24 112	24 321	24 362	23 753	24 149
	<i>1,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>3,4</i>	<i>1,7</i>
Administrations publiques	57 039	57 410	57 794	57 748	58 259	58 604	56 180	57 803
	<i>1,2</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>2,5</i>	<i>2,9</i>
Autres agrégations								
Production industrielle	241 015	240 853	237 476	238 088	241 942	243 631	239 278	239 590
	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,4</i>	<i>0,3</i>	<i>1,6</i>	<i>0,7</i>	<i>2,4</i>	<i>0,1</i>
Fabrication de biens non durables	73 303	73 081	72 289	71 995	72 811	72 873	72 531	72 544
	<i>0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,1</i>	<i>0,1</i>	<i>3,1</i>	<i>0,0</i>
Fabrication de biens durables	104 914	104 637	102 419	101 881	104 555	105 540	104 182	103 373
	<i>-0,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>-2,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,6</i>	<i>0,9</i>	<i>2,7</i>	<i>-0,8</i>
Secteur des entreprises	850 201	854 907	852 459	856 956	865 811	871 875	841 623	857 533
	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>3,6</i>	<i>1,9</i>
Secteur non commercial	154 130	154 540	155 466	155 403	156 203	156 183	152 370	155 403
	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,0</i>	<i>2,2</i>	<i>2,0</i>
Secteur des TIC, total	55 991	56 617	56 667	56 625	57 237	57 712	55 361	56 786
	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>1,8</i>	<i>2,6</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Balance des paiements internationaux

Premier trimestre de 2004

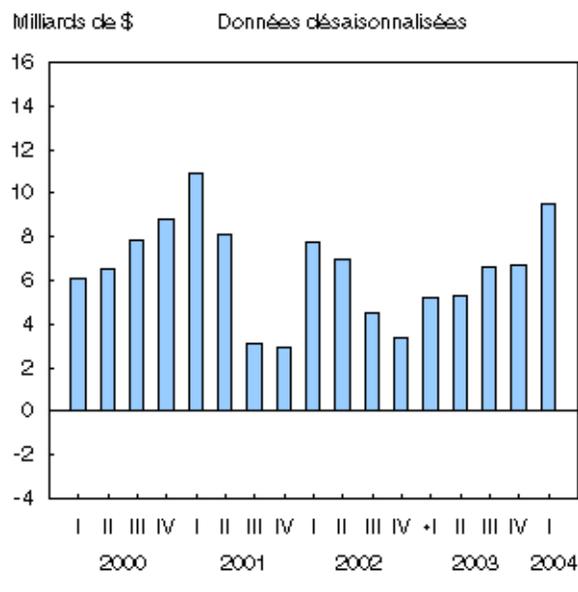
Points saillants

Au premier trimestre, l'excédent du **compte courant** du Canada avec le reste du monde a augmenté de 2,8 milliards de dollars (après désaisonnalisation) pour atteindre 9,5 milliards de dollars, son niveau le plus élevé en trois ans. Cette hausse est attribuable à l'accroissement de l'excédent au chapitre du commerce des biens.

Pour le quatrième trimestre consécutif, le **compte capital et financier** (non désaisonnalisé) dégage une sortie de capitaux du Canada vers le reste du monde. Les investissements directs et de portefeuille des Canadiens à l'étranger ont progressé, mais plus lentement qu'au quatrième trimestre. Des variations compensatoires ont été constatées en ce qui concerne le passif du Canada : les non-résidents ont fait des investissements directs et de portefeuille tandis que les résidents réduisaient en partie leur passif-dépôts.

Au cours du trimestre, le dollar canadien a légèrement reculé par rapport au dollar américain, après s'être fortement apprécié en 2003. Toutefois, comparativement aux autres devises, les résultats ont été mitigés, le dollar canadien s'appréciant face à l'euro mais se dépréciant fortement face à la livre anglaise et au yen japonais.

Deuxième plus haut surplus du compte courant



Compte courant

Remontée de l'excédent au chapitre des biens

Au premier trimestre, l'excédent au chapitre des biens a atteint 17,5 milliards de dollars, soit 3,4 milliards de plus qu'au quatrième trimestre.

Après trois trimestres de replis, les exportations ont progressé de 4,0 milliards de dollars, atteignant 101,5 milliards de dollars. Une fois de plus, cette situation est attribuable principalement au raffermissement des prix des produits énergétiques. Les exportations de biens industriels et de machines et d'équipement, particulièrement d'aéronefs, de moteurs et pièces, ont

Note aux lecteurs

La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le **compte courant** et le **compte capital et financier**.

Le **compte courant** couvre les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements, et les transferts courants. Les transactions telles les exportations et les revenus d'intérêt correspondent à des recettes alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions reliées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (actif du Canada), soit à des étrangers (passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

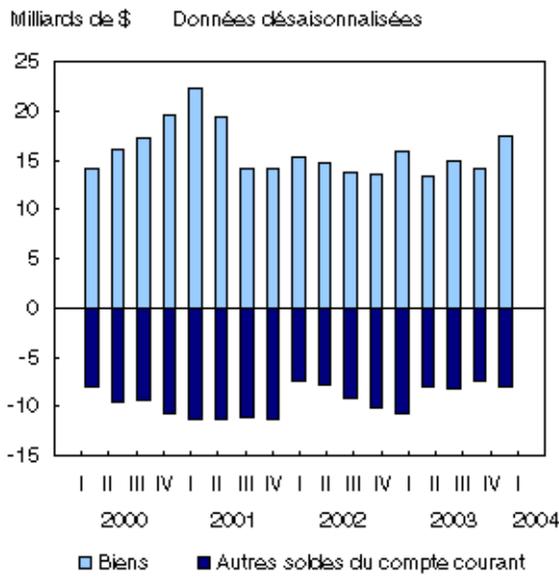
Estimations révisées pour les titres du marché monétaire canadien

Avec la présente diffusion, les séries trimestrielles portant sur les opérations et les positions du marché monétaire canadien avec les non-résidents, ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2003 à la suite de l'adoption d'une nouvelle méthode. Les estimations portant sur les titres du marché monétaire sont maintenant faites, instrument par instrument, comme c'est le cas depuis de nombreuses années pour les emprunts à long terme. Au cours des prochains trimestres, le nouveau système pourra produire plus d'information sur les instruments du marché monétaire canadien (p. ex., instruments par devise) ainsi que des estimations pour les instruments du marché monétaire étranger détenus par les Canadiens.

augmenté. Les exportations de produits automobiles ont légèrement diminué, mais sont demeurées relativement stables au cours des quatre derniers trimestres.

Les importations se sont accrues de 0,5 milliard de dollars, pour atteindre 84,0 milliards de dollars. Le secteur des biens industriels et celui des machines et de l'équipement ont tous deux vu leurs importations croître d'environ un demi-milliard de dollars. Les importations de produits de l'automobile ont fléchi de 0,5 milliard de dollars, ce qui a annulé la majeure partie du gain enregistré au quatrième trimestre.

Le surplus des biens rebondit fortement



Diminution des bénéfices sur les investissements directs à l'étranger

Le déficit au chapitre des revenus des investissements s'est accru de 0,5 milliard de dollars pour atteindre 5,0 milliards de dollars, alors que les bénéfices sur les investissements directs des Canadiens à l'étranger ont chuté de 0,7 milliard de dollars. Le Canada n'en a pas moins enregistré son deuxième plus faible déficit en plus de 12 ans au chapitre des revenus des investissements.

Les bénéfices de 4,3 milliards de dollars sur les investissements directs à l'étranger ont fléchi en raison des baisses observées dans les secteurs des produits électriques et du bois et du papier. Ces réductions ont été compensées en partie par l'accroissement des bénéfices du secteur des intermédiaires financiers et des assurances.

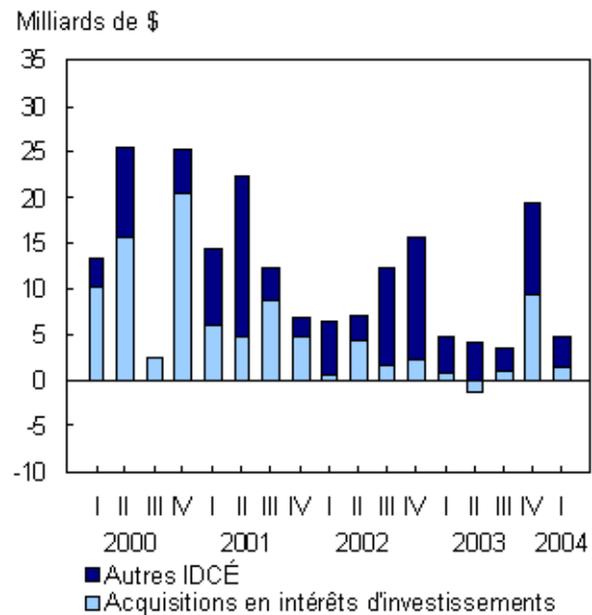
En revanche, les bénéfices des investisseurs étrangers sur leurs investissements directs au Canada ont diminué de 0,2 milliard de dollars. La baisse la plus forte a été signalée dans le secteur des intermédiaires financiers et des assurances.

Constance du déficit au chapitre des services

Au premier trimestre, le déficit au chapitre du commerce des services s'est accru de 0,1 milliard de dollars, s'établissant à 3,0 milliards de dollars. Il n'y a guère eu de changement pour les principales composantes par rapport au trimestre précédent.

Les paiements au chapitre des services de voyage ont augmenté davantage que les recettes, alors que le nombre de Canadiens qui ont voyagé à l'étranger est demeuré relativement stable et que le nombre de visiteurs étrangers qui sont venus au Canada, principalement des États-Unis, a légèrement diminué. Le déficit du premier trimestre au chapitre des services de voyage (1,3 milliard de dollars) était le plus élevé depuis la fin de 1993.

L'investissement direct à l'étranger ralentit¹



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Le déficit au chapitre des transports a légèrement augmenté. La hausse a été observée surtout du côté du transport des marchandises, le déficit sur le plan des tarifs pour le transport des passagers étant demeuré stable. Ces baisses ont été compensées en partie par la légère amélioration, largement répartie, du déficit au chapitre des services commerciaux.

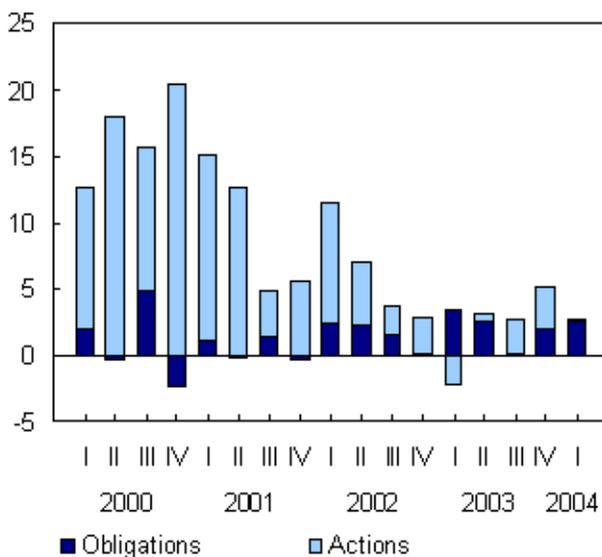
Compte financier

L'investissement direct à l'étranger atteint un niveau modéré

Après les robustes investissements du quatrième trimestre (19,3 milliards de dollars), les investissements directs des Canadiens à l'étranger sont revenus à un niveau modéré au premier trimestre (4,8 milliards de dollars), soit un niveau similaire à celui observé durant les trois premiers trimestres de 2003. Environ le tiers des investissements faits pendant le trimestre a servi à acquérir un certain nombre d'entreprises étrangères. Un peu moins de la moitié de ces investissements ont servi à l'acquisition de sociétés américaines, le reste étant largement réparti sur le plan géographique. Par secteur d'activité, l'investissement s'est dirigé en majorité vers ceux de l'énergie et de la finance.

L'investissement de portefeuille à l'étranger se dirige vers les obligations¹

Milliards de \$



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les placements canadiens en titres étrangers concentrés dans les obligations

Au premier trimestre, les investisseurs canadiens ont acheté pour 2,7 milliards de dollars de titres étrangers, soit la moitié moins qu'au quatrième trimestre. Cependant, ce niveau était similaire à celui observé au cours des cinq trimestres qui ont précédé le quatrième trimestre.

Les achats d'obligations étrangères par les Canadiens ont totalisé 2,6 milliards de dollars. Les obligations d'outre-mer ont représenté la moitié de ces achats – le plus haut niveau en quatre ans – et les obligations de sociétés américaines et du Trésor des États-Unis, le reste. Bien que les placements des Canadiens en actions étrangères

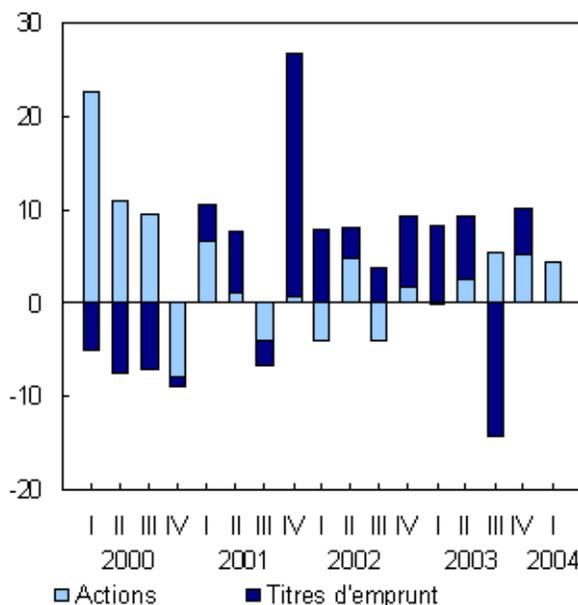
aient été de façon générale négligeables, les investisseurs ont acheté pour 2,7 milliards de dollars d'actions américaines et vendu des actions d'outre-mer pour un montant similaire.

Reprise au Canada de l'investissement direct étranger après deux trimestres négatifs

L'acquisition d'une entreprise canadienne par une société étrangère a contribué à faire augmenter à 5,3 milliards de dollars l'investissement direct étranger durant le trimestre. Ce résultat fait suite à deux trimestres négatifs au cours desquels les investisseurs étrangers ont sorti des capitaux du Canada. Plus des deux tiers de l'investissement direct au premier trimestre provenait des États-Unis. En termes de secteurs d'activité, l'investissement étranger a été canalisé vers celui des communications. En revanche, le secteur des machines et du matériel de transport ont connu certains retraits de capitaux.

Les investisseurs étrangers continuent d'acheter des actions canadiennes

Milliards de \$

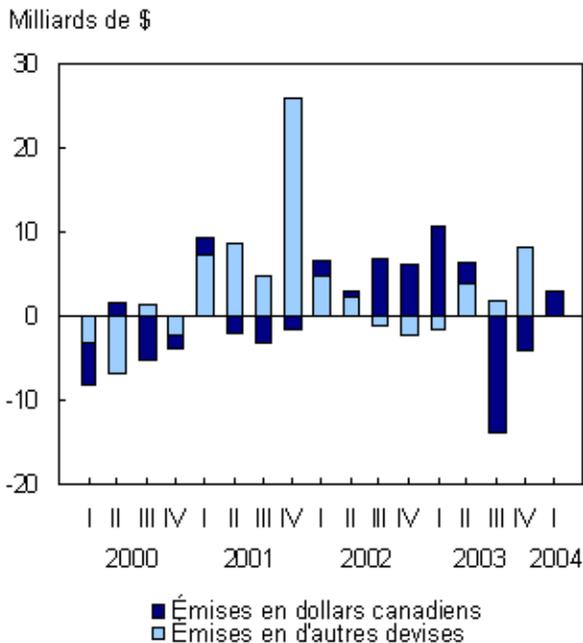


Poursuite des investissements de portefeuille étrangers en titres canadiens

Au premier trimestre, les investisseurs de portefeuille étrangers ont placé 4,4 milliards de dollars en titres canadiens, dans la foulée de l'entrée massive du quatrième trimestre (10,1 milliards de dollars). La demande étrangère d'actions canadiennes s'est maintenue tandis que, du côté des instruments d'emprunt, les investisseurs étrangers ont acheté des obligations canadiennes mais ont vendu des titres du marché monétaire pour un montant similaire.

Pendant que le cours des actions canadiennes continuait de s'affermir au premier trimestre, les investisseurs étrangers en ont acheté pour 4,3 milliards de dollars. Environ 5,6 milliards de dollars ont été placés dans des actions en circulation, montant qui a été compensé en partie par la sortie de capitaux de 1,3 milliard de dollars reliée à l'acquisition mentionnée ci-haut. Les placements étrangers en actions en circulation ont atteint leur plus haut niveau en trois ans et demi. Les investisseurs étrangers se sont procurés un large éventail d'actions, mais principalement des actions de sociétés de ressources, de sociétés manufacturières et de banques.

L'investissement étranger revient vers les obligations libellées en dollars canadien



Au premier trimestre, les investisseurs étrangers ont continué de s'intéresser aux obligations canadiennes, achetant pour 2,9 milliards de dollars d'obligations émises par des entreprises fédérales et des sociétés. L'investissement provenait des États-Unis et de l'Asie. Pour ce qui est des devises, les investisseurs étrangers ont acquis pour 3 milliards de dollars et 1,2 milliard de dollars d'obligations émises en dollars canadiens et en dollars américains, respectivement, mais ont vendu pour 1,3 milliard de dollars d'obligations libellées dans d'autres devises étrangères.

Les avoirs étrangers d'instruments du marché monétaire canadien ont fléchi de 2,8 milliards de dollars au premier trimestre. Les bons du Trésor fédéral ont représenté les deux tiers de cette baisse, le reste se répartissant entre les instruments émis par les sociétés et les entreprises fédérales.

Autres investissements

Au premier trimestre, la catégorie Autres investissements s'est soldée par des sorties nettes de capitaux, contrairement à ce qui s'était produit au quatrième trimestre, où l'on avait enregistré des entrées nettes similaires. Plus particulièrement, les banques canadiennes ont vu leurs passif-dépôts diminuer durant le premier trimestre. Les réserves internationales du Canada se sont légèrement accrues, après six trimestres de repli consécutifs.

Balance des paiements

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	2002	2003
données non désaisonnalisées, millions de dollars								
Compte courant								
Recettes								
Biens et services	120 667	119 596	115 187	112 766	112 425	116 351	477 694	459 974
Biens	105 870	105 638	100 587	95 292	98 493	102 561	413 795	400 010
Services	14 797	13 958	14 600	17 475	13 932	13 790	63 899	59 964
Revenus de placements	8 527	7 052	8 172	8 354	9 122	8 099	31 185	32 700
Investissements directs	4 321	2 729	4 140	4 348	5 239	4 307	13 624	16 455
Investissements de portefeuille	2 296	2 367	2 359	2 353	2 243	2 204	9 628	9 321
Autres investissements	1 910	1 956	1 673	1 654	1 640	1 589	7 934	6 923
Transferts courants	2 015	1 913	1 490	1 490	1 820	1 878	6 957	6 714
Recettes du compte courant	131 209	128 561	124 849	122 611	123 367	126 328	515 836	499 388
Paiements								
Biens et services	109 253	106 798	106 404	98 449	101 037	102 580	427 382	412 688
Biens	91 582	88 644	89 126	80 420	83 643	84 077	356 581	341 833
Services	17 671	18 155	17 278	18 029	17 393	18 503	70 801	70 855
Revenus de placements	16 487	16 149	13 424	13 483	13 387	14 019	59 839	56 443
Investissements directs	6 389	6 518	4 696	4 896	4 774	5 355	20 670	20 884
Investissements de portefeuille	7 730	7 545	7 188	7 129	6 893	6 843	30 466	28 755
Autres investissements	2 368	2 086	1 541	1 458	1 719	1 820	8 702	6 804
Transferts courants	1 440	2 124	1 321	1 475	1 520	2 163	5 951	6 440
Paiements du compte courant	127 179	125 071	121 149	113 407	115 943	118 761	493 171	475 570
Soldes								
Biens et services	11 415	12 798	8 783	14 318	11 388	13 771	50 312	47 287
Biens	14 288	16 994	11 461	14 872	14 850	18 484	57 214	58 177
Services	-2 874	-4 197	-2 678	-554	-3 462	-4 713	-6 903	-10 891
Revenus de placements	-7 960	-9 097	-5 252	-5 129	-4 265	-5 919	-28 653	-23 743
Investissements directs	-2 068	-3 789	-556	-548	464	-1 048	-7 046	-4 429
Investissements de portefeuille	-5 434	-5 178	-4 829	-4 777	-4 650	-4 639	-20 838	-19 433
Autres investissements	-458	-130	132	196	-80	-232	-769	119
Transferts courants	575	-211	169	14	301	-285	1 006	274
Solde du compte courant	4 030	3 490	3 700	9 204	7 424	7 566	22 664	23 818
Compte capital et financier[1]								
Compte capital	903	1 000	985	1 067	917	851	4 988	3 968
Compte financier	-10 212	3 550	-13 012	-6 456	-8 775	-4 231	-17 837	-24 694
Actif du Canada, flux nets								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-15 576	-4 679	-2 743	-3 510	-19 258	-4 753	-41 472	-30 191
Investissements de portefeuille	-2 923	-1 349	-3 204	-2 812	-5 154	-2 697	-25 087	-12 519
Obligations étrangères	-16	-3 501	-2 664	-5	-1 901	-2 607	-6 229	-8 071
Actions étrangères	-2 907	2 151	-540	-2 807	-3 253	-89	-18 858	-4 449
Autres investissements	-6 726	-23 541	3 959	2 227	-8 046	1 488	-13 206	-25 401
Prêts	-6 253	-5 625	2 913	6 256	2 627	-309	-8 182	6 171
Dépôts	2 887	-17 387	3 066	292	-9 205	-1 714	5 731	-23 234
Réserves internationales	559	2 711	229	4	1 749	-236	298	4 693
Autres actifs	-3 920	-3 240	-2 249	-4 325	-3 217	3 747	-11 053	-13 030
Total de l'actif du Canada, flux nets	-25 225	-29 569	-1 988	-4 095	-32 459	-5 961	-79 765	-68 111
Passif du Canada, flux nets								
Investissements directs étrangers au Canada	5 656	5 233	5 679	-863	-827	5 319	33 026	9 222
Investissements de portefeuille	9 283	7 956	9 204	-8 820	10 130	4 415	20 935	18 469
Obligations canadiennes	3 635	9 131	6 161	-12 240	3 947	2 884	18 684	7 000
Actions canadiennes	1 724	-265	2 575	5 394	5 227	4 304	-1 531	12 931
Effets du marché monétaire canadien	3 925	-910	467	-1 975	956	-2 772	3 782	-1 461
Autres investissements	74	19 930	-25 907	7 323	14 380	-8 003	7 967	15 726
Emprunts	1 640	1 013	-3 480	-264	4 472	1 774	1 400	1 741
Dépôts	-1 119	21 200	-20 592	7 525	10 131	-10 377	13 568	18 265
Autres passifs	-447	-2 284	-1 835	61	-223	600	-7 001	-4 280
Total du passif du Canada, flux nets	15 013	33 119	-11 024	-2 361	23 683	1 730	61 928	43 417
Total du compte capital et financier, flux nets	-9 309	4 550	-12 027	-5 389	-7 859	-3 380	-12 850	-20 725
Divergence statistique	5 279	-8 040	8 328	-3 814	434	-4 186	-9 815	-3 092

1 Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	2002	2003
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
Recettes								
Biens et services	120 914	121 274	113 279	112 786	112 635	116 613	477 694	459 974
Biens	104 570	105 857	98 578	98 030	97 545	101 498	413 795	400 010
Services	16 344	15 417	14 700	14 757	15 090	15 115	63 899	59 964
Voyages	4 291	4 020	3 443	3 552	3 732	3 773	16 747	14 746
Transports	2 952	2 701	2 430	2 517	2 637	2 680	11 115	10 285
Services commerciaux	8 745	8 357	8 484	8 338	8 372	8 334	34 599	33 551
Services gouvernementaux	356	340	344	349	350	328	1 438	1 382
Revenus de placements	8 495	7 036	8 233	8 362	9 068	8 210	31 185	32 700
Investissements directs	4 240	2 697	4 229	4 398	5 131	4 390	13 624	16 455
Intérêts	128	217	171	185	175	112	471	748
Bénéfices	4 112	2 480	4 058	4 213	4 956	4 278	13 153	15 707
Investissements de portefeuille	2 364	2 367	2 312	2 327	2 315	2 220	9 628	9 321
Intérêts	426	439	432	463	480	462	1 775	1 814
Dividendes	1 939	1 927	1 881	1 864	1 836	1 757	7 853	7 508
Autres investissements	1 891	1 973	1 692	1 637	1 622	1 600	7 934	6 923
Transferts courants	1 917	1 707	1 650	1 651	1 706	1 676	6 957	6 714
Privé	617	685	589	651	632	672	2 567	2 558
Officiel	1 300	1 021	1 061	1 000	1 073	1 004	4 390	4 156
Total des recettes	131 326	130 018	123 163	122 799	123 409	126 498	515 836	499 388
Paiements								
Biens et services	109 293	107 851	102 689	100 644	101 505	102 146	427 382	412 688
Biens	91 069	89 960	85 260	83 143	83 469	83 987	356 581	341 833
Services	18 224	17 890	17 428	17 501	18 035	18 159	70 801	70 855
Voyages	4 682	4 731	4 284	4 590	5 002	5 122	18 333	18 608
Transports	3 689	3 581	3 450	3 603	3 592	3 674	14 122	14 225
Services commerciaux	9 629	9 353	9 470	9 082	9 213	9 135	37 464	37 119
Services gouvernementaux	224	225	224	226	228	228	883	903
Revenus de placements	17 081	15 367	13 521	13 913	13 641	13 246	59 839	56 443
Investissements directs	6 966	6 026	4 646	5 174	5 039	4 839	20 670	20 884
Intérêts	338	452	462	474	475	492	1 385	1 862
Bénéfices	6 628	5 574	4 184	4 700	4 564	4 347	19 285	19 022
Investissements de portefeuille	7 778	7 470	7 195	7 147	6 942	6 799	30 466	28 755
Intérêts	7 042	6 728	6 503	6 429	6 189	6 161	27 714	25 849
Dividendes	736	743	692	718	753	639	2 753	2 905
Autres investissements	2 336	1 871	1 681	1 592	1 660	1 608	8 702	6 804
Transferts courants	1 548	1 580	1 653	1 606	1 601	1 616	5 951	6 440
Privé	865	873	906	902	925	942	3 382	3 607
Officiel	683	707	746	704	676	673	2 569	2 833
Total des paiements	127 922	124 798	117 863	116 163	116 747	117 008	493 171	475 570
Soldes								
Biens et services	11 621	13 424	10 590	12 142	11 130	14 467	50 312	47 287
Biens	13 501	15 897	13 318	14 887	14 075	17 511	57 214	58 177
Services	-1 880	-2 473	-2 728	-2 744	-2 945	-3 044	-6 903	-10 891
Voyages	-391	-712	-842	-1 038	-1 271	-1 349	-1 586	-3 862
Transports	-737	-879	-1 020	-1 086	-955	-994	-3 007	-3 940
Services commerciaux	-884	-996	-986	-744	-841	-801	-2 865	-3 567
Services gouvernementaux	132	114	120	123	121	101	555	479
Revenus de placements	-8 586	-8 331	-5 288	-5 551	-4 572	-5 037	-28 653	-23 743
Investissements directs	-2 726	-3 329	-417	-776	92	-449	-7 046	-4 429
Intérêts	-210	-235	-291	-289	-300	-380	-914	-1 114
Bénéfices	-2 516	-3 094	-126	-487	392	-69	-6 132	-3 315
Investissements de portefeuille	-5 414	-5 104	-4 883	-4 820	-4 626	-4 580	-20 838	-19 433
Intérêts	-6 617	-6 288	-6 072	-5 966	-5 709	-5 698	-25 939	-24 036
Dividendes	1 203	1 185	1 189	1 146	1 083	1 119	5 100	4 602
Autres investissements	-445	102	11	45	-38	-8	-769	119
Transferts courants	369	127	-2	45	104	60	1 006	274
Privé	-248	-188	-317	-251	-293	-270	-815	-1 049
Officiel	617	314	315	296	397	331	1 821	1 323
Compte courant	3 404	5 220	5 300	6 636	6 662	9 490	22 664	23 818

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Premier trimestre de 2004

La productivité du travail dans le secteur des entreprises canadiennes a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2004 par rapport au dernier trimestre de 2003. Il s'agit d'une première hausse trimestrielle en un an.

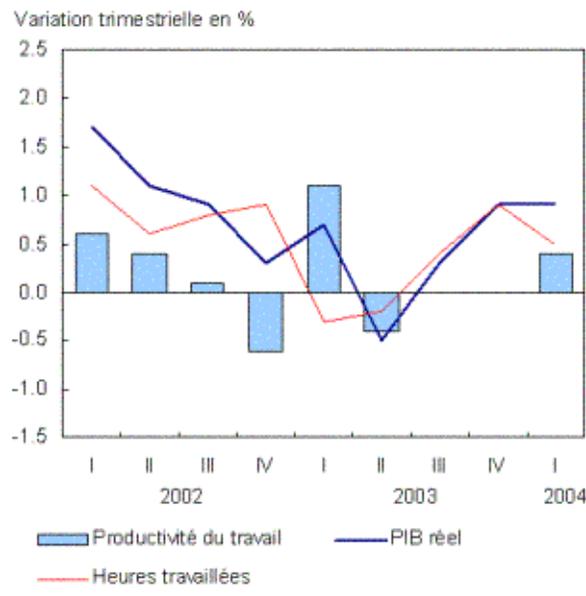
Cette hausse faisait suite à une piètre performance observée durant presque toute l'année 2003. La productivité avait reculé au deuxième trimestre de l'an dernier, et n'avait pas varié durant le troisième et quatrième trimestre. La dernière hausse de la productivité remontait au premier trimestre de 2003 alors qu'elle avait affiché un taux de 1,1 %.

Aux États-Unis, la croissance de la productivité s'est accélérée pour atteindre 1,2 % au premier trimestre, soit le triple du taux trimestriel au Canada. Depuis le premier trimestre de 2003, la croissance de la productivité au sud de la frontière a été plus élevée que celle du Canada.

Un accroissement de la productivité, telle que mesurée par la production par heure travaillée, survient lorsque le PIB croît davantage que les heures travaillées. Généralement, la croissance de la productivité contribue à l'amélioration de la prospérité et du niveau de vie.

Au cours des deux trimestres précédents, la croissance de la production était entièrement attribuable à celle des heures travaillées, la croissance de la productivité ayant stagné. Au premier trimestre de 2004, les entreprises canadiennes ont renoué avec des gains de productivité en raison d'une croissance stable de la production combinée à un ralentissement de la croissance des heures travaillées.

La croissance de la productivité reprend à la hausse



La productivité ne s'est accrue que dans les groupes d'industries du secteur des services

Au premier trimestre, la croissance trimestrielle de la productivité s'est concentrée dans le secteur des services. D'un trimestre à l'autre, la productivité du travail dans le secteur produisant des services s'est redressée pour

Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité non seulement dans le secteur des entreprises mais aussi à un niveau détaillé, qui englobe 15 principales industries du secteur des entreprises (y compris le secteur des biens et celui des services). Des mesures trimestrielles de la productivité par industrie ont été diffusées pour la première fois en décembre dernier, les données étant disponibles à partir du premier trimestre de 1997.

Dans ce chapitre, l'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Lors de cette diffusion, les données détaillées sur la productivité et d'autres variables connexes ont fait l'objet d'une révision à partir du premier trimestre de 2000 afin d'intégrer les révisions de 2000 à 2003 des Comptes économiques et financiers nationaux diffusées le 31 mai. Un article sur ces révisions peut être consulté dans cette publication.

Les estimations trimestrielles de la productivité fournissent une première indication des tendances récentes de la productivité dans l'économie canadienne. Ces données sont produites à partir des estimations provisoires du produit intérieur brut (PIB) qui sont éventuellement révisées lorsque des sources additionnelles et plus précises d'information deviennent disponibles pour les Comptes nationaux.

Une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité du travail est disponible sur demande. Pour en obtenir une copie, envoyez un message à l'adresse suivante: productivite.mesures@statcan.ca.

La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

atteindre un taux de 0,4 % au premier trimestre. En revanche, la productivité dans le secteur produisant des biens a connu une baisse de 0,4 % au premier trimestre.

La situation inverse avait été observée au trimestre précédent puisque la productivité dans les entreprises produisant des services avait reculé de 0,2 %, tandis qu'elle avait augmenté de 0,7 % dans le secteur des biens.

La hausse de la productivité enregistrée au premier trimestre dans le secteur des services a été soutenue principalement par la reprise de la productivité dans le commerce de détail, dans le secteur des finances, des assurances, des services immobiliers et de la location, dans l'industrie culturelle et celle de l'information, ainsi que dans les services professionnels. Ces quatre groupes industriels du secteur des services avaient tous connu des baisses de leur productivité au cours du trimestre précédent.

Après avoir reculé de 1,6 % au quatrième trimestre de 2003, la productivité du travail dans le commerce de détail a rebondi de 2,1 % au premier trimestre. Il s'agissait de la meilleure performance parmi toutes les industries qui composent le secteur des services. Celle-ci est surtout attribuable à la vigueur des dépenses de consommation stimulée par une nouvelle baisse des taux d'intérêt.

Avec une progression de 1,0 % au premier trimestre, le secteur des finances, des assurances, des services immobiliers et de la location vient au deuxième rang. Le dynamisme des marchés boursier et immobilier a donné un élan à ce secteur.

Presque toutes les industries qui composent le secteur des biens ont enregistré une décroissance de leur productivité au premier trimestre. En particulier, les industries manufacturières ont vu leur productivité stagnée au premier trimestre (-0,1 %), après avoir augmenté de 1,6 % au quatrième trimestre de 2003.

Dans le contexte d'une forte demande de maisons neuves qui a entraîné quelques pénuries de matériaux et de main-d'œuvre qualifiée, la construction continue pour un troisième trimestre consécutif à enregistrer des baisses de productivité, reculant de 0,7 % au premier trimestre 2004.

Les coûts salariaux continuent d'être sous contrôle du côté des entreprises

D'un trimestre à l'autre, les coûts unitaires de la main-d'œuvre, qui indiquent si la croissance de la rémunération horaire dépasse celle de la productivité, sont demeurés pratiquement inchangés au cours des trois derniers trimestres.

Dans les trois derniers trimestres, la rémunération horaire versée aux travailleurs du secteur des entreprises a évolué sensiblement au même rythme que la productivité, réduisant ainsi les pressions pour des hausses salariales dans l'économie canadienne. Au premier trimestre, la

rémunération horaire a augmenté de 0,2 %, soit sensiblement le même taux trimestriel depuis les quatre derniers trimestres.

D'une année à l'autre, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont subi une progression de 0,8 % au premier trimestre, soit le taux le plus faible depuis le quatrième trimestre de 2002. Cette augmentation annuelle des coûts unitaires de main-d'œuvre au premier trimestre reflète essentiellement une hausse de la rémunération horaire, la productivité ayant connu une croissance nulle.

À l'échelon industriel également, les coûts unitaires de main-d'œuvre n'ont presque pas varié au quatrième trimestre autant dans l'ensemble des entreprises produisant des biens que dans celui produisant des services. Les coûts unitaires de main-d'œuvre ont oscillé entre -1,8 % dans le transport et l'entreposage et +2,3 % dans l'agriculture, les forêts, la pêche et la chasse.

Pour un quatrième trimestre consécutif, les États-Unis surpassent le Canada

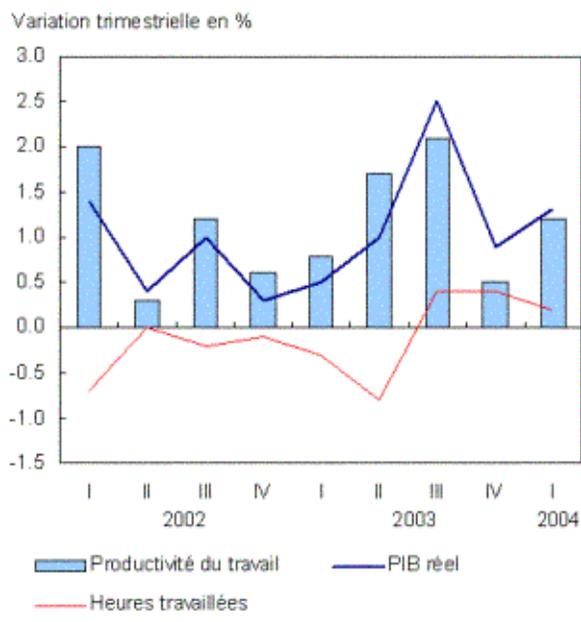
La croissance de la productivité au sud de la frontière a surpassé celle du Canada pour un quatrième trimestre de suite.

Au premier trimestre, la croissance de la production réelle dans les entreprises américaines a été plus marquée que dans les entreprises canadiennes, poursuivant ainsi une tendance qui a commencé au deuxième trimestre de 2003.

Du côté des entreprises américaines, la croissance de la production a connu une accélération, passant de 0,9 % au quatrième trimestre de 2003 à 1,3 % au premier trimestre. La progression de la production du premier trimestre était généralisée, les grands secteurs (ménages, entreprises, gouvernement et non-résident) ayant tous progressé.

Au premier trimestre, les entreprises canadiennes ont maintenu le même rythme de croissance de leur production qu'au dernier trimestre de 2003, soit 0,9 %. La reprise des dépenses de consommation et la hausse soutenue des exportations sont en grande partie à l'origine de la vigueur de la production au Canada.

La croissance de la productivité américaine rebondit



La productivité du travail s'est accrue plus rapidement aux États-Unis à la fois parce que les entreprises là-bas ont augmenté la cadence de leur production plus qu'au Canada et aussi en raison d'une augmentation plus faible des heures travaillées qu'au Canada.

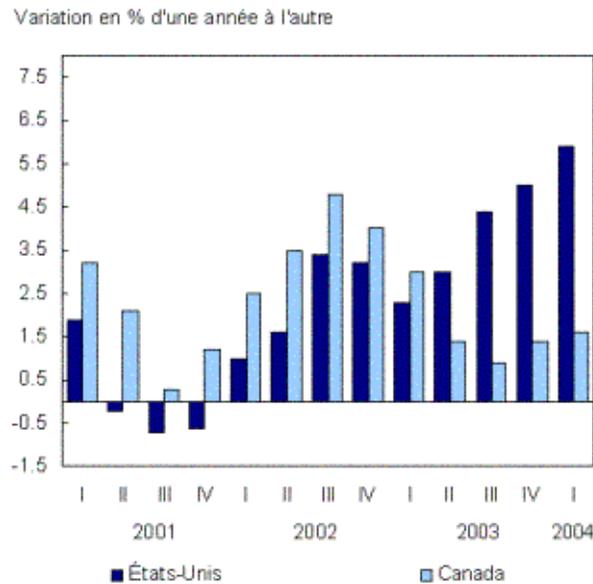
Les heures travaillées consacrées à la production dans les entreprises canadiennes ont augmenté de 0,5 % au premier trimestre de 2004, alors que celles du sud de la frontière ont connu une hausse de seulement de 0,2 %. Cela poursuit la tendance de l'augmentation plus forte des heures travaillées au Canada qu'aux États-Unis.

La croissance annuelle de la productivité canadienne est au neutre

D'une année à l'autre, la croissance de la production aux États-Unis a surpassé graduellement celle du Canada pour un quatrième trimestre consécutif.

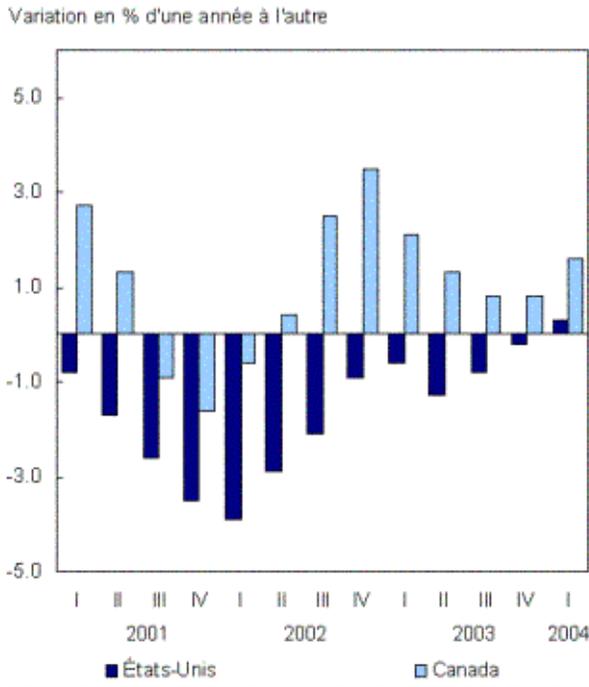
Les entreprises canadiennes ont vu leur production augmenter au rythme annuel de 1,6 % au premier trimestre, ce qui est supérieur au taux moyen de 1,3 % observé au cours des quatre derniers trimestres. Par comparaison, la croissance de la production des entreprises américaines s'est élevée à 5,9 % au premier trimestre, poursuivant ainsi son accélération entamée au deuxième trimestre de 2003.

La croissance de la production aux États-Unis poursuit son accélération



Pendant que les heures travaillées continuaient d'augmenter au Canada sur une base annuelle au premier trimestre, les entreprises américaines mettaient fin à l'ajustement à la baisse de leurs effectifs. D'une année à l'autre, les heures travaillées au Canada au premier trimestre se sont accrues pour un huitième trimestre consécutif, la hausse annuelle atteignant 1,6 %, soit le double du taux de 0,8 % observé à chacun des deux trimestres suivants. Entre temps, les heures travaillées dans les entreprises américaines ont légèrement augmenté en rythme annuel de 0,3 % au premier trimestre. Il s'agit d'une première augmentation en 14 trimestres.

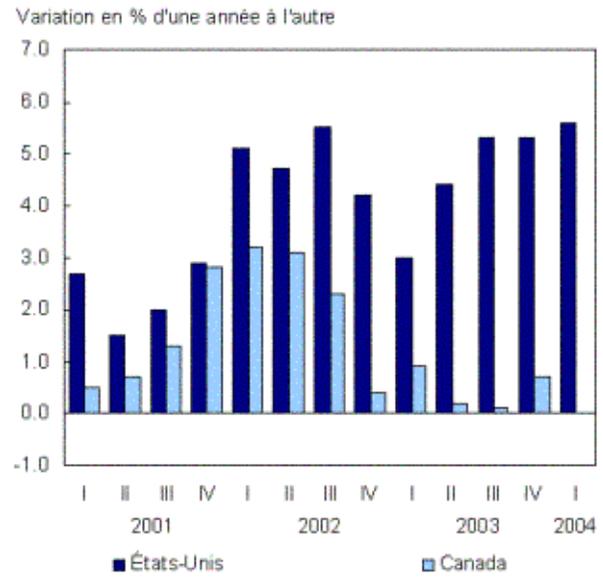
Une première hausse des heures travaillées aux États-Unis en 14 trimestres



Compte tenu que la production au Canada s'est accrue au même rythme que les heures travaillées consacrées à cette production, les entreprises canadiennes ont vu leur productivité sans aucune progression au premier trimestre. Par contraste, les entreprises au sud de la frontière ont connu en rythme annuel une forte croissance de 5,6 % de leur productivité au premier trimestre.

Au cours des six derniers trimestres, la productivité dans les entreprises canadiennes a affiché une croissance inférieure à 1,0 %, tandis que les entreprises américaines ont enregistré des gains de productivité variant entre 2,9 % et 5,6 % au rythme annuel. Toutefois, au cours des dernières années, les estimations provisoires de la productivité américaine ont été largement révisées à la baisse, alors que le Canada a révisé les siennes à la hausse.

La stagnation de la productivité au Canada se poursuit



La vigueur du dollar canadien a contribué à la détérioration de la position concurrentielle des entreprises canadiennes

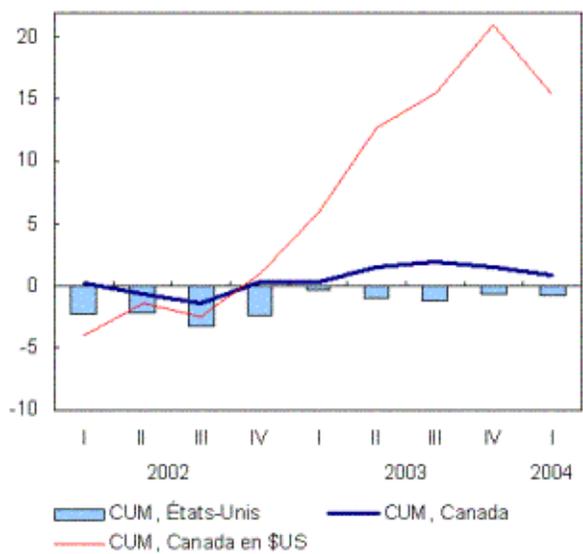
Les entreprises américaines continuent d'avoir un avantage important par rapport aux entreprises canadiennes au chapitre de l'évolution des coûts de la main-d'œuvre.

D'une année à l'autre, les coûts unitaires de main-d'œuvre dans les entreprises canadiennes ont décéléré au cours des trois derniers trimestres: passant de 2,0 % au troisième trimestre de 2003 à 0,8 % au premier trimestre de 2004.

En comparaison, les entreprises américaines ont vu leurs coûts unitaires de main-d'œuvre baisser pour un neuvième trimestre consécutif. Au premier trimestre, les coûts unitaires de main-d'œuvre aux États-Unis ont reculé au rythme annuel de 0,8 %.

Après un niveau record, les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens en \$US décélèrent

Variation en % d'une année à l'autre



Lorsque le taux de change est pris en compte, la position des entreprises américaines devient encore plus avantageuse au premier trimestre de 2004 par rapport à l'année précédente. En raison de l'appréciation de 12,7 % du dollar canadien face à la devise américaine au premier trimestre par rapport au même trimestre de 2003, l'écart au chapitre des coûts unitaires entre les deux pays continue d'être nettement favorable aux États-Unis.

D'une année à l'autre, les coûts unitaires de main-d'oeuvre au Canada, mesurés en dollars américains, ont grimpé fortement de 15,4 % au premier trimestre, alors que ceux aux États-Unis ont chuté de 0,8 %.

Au dernier trimestre de 2003, les coûts unitaires au Canada, exprimés en dollars américains, avaient connu sur une base annuelle une hausse de 21,0 % pour atteindre un niveau record, le dollar canadien s'étant apprécié de 16,2 % face à sa contrepartie américaine.

Des révisions récentes au Canada entraînent une réduction des écarts de productivité

Les données diffusées aujourd'hui incorporent les révisions du produit intérieur brut (PIB) au Canada pour la période 2000-2003. Les révisions des données américaines devraient paraître en septembre prochain.

Dans l'ensemble, les révisions de 2000-2003 ont eu pour effet d'augmenter le taux de croissance de la productivité du travail au Canada pour chacune des quatre dernières années. Pour cette période, l'ampleur des révisions oscillait de 0,1 % à 0,4 %, réduisant ainsi les écarts de croissance de la productivité entre le Canada et les États-Unis.

Les entreprises canadiennes ont affiché une meilleure performance au chapitre de la productivité que les entreprises américaines seulement une fois au cours des quatre dernières années, soit en 2000. L'écart de la croissance de la productivité qui était favorable au Canada en 2000 est passé de 0,9 point de pourcentage avant révision à 1,0 point de pourcentage après révision.

Avant ces révisions, l'écart de croissance de la productivité du travail favorable aux États-Unis depuis 2001 oscillait de 1,2 % à 4,4 % par an alors qu'il oscille de 0,8 % à 4,1 % après révision. Cependant, il faut prendre note que ces écarts annuels de productivité sont fondés sur des données provisoires qui peuvent faire l'objet de révisions. Depuis 1998, les révisions apportées aux données provisoires ont généralement eu pour effet de réduire ces écarts.

Les révisions ont également entraîné un changement à moyen terme puisque la croissance annuelle moyenne de la productivité pour la période de 1996 à 2002 a été révisée à la hausse, passant de 2,3 % à 2,5 %. Ce taux révisé demeure toutefois légèrement inférieur à celui de 2,9 % enregistré aux États-Unis durant la même période.

Au cours de la période allant de 1987 à 2002, ces révisions à la hausse n'ont presque pas eu d'impact sur la croissance annuelle moyenne de la productivité au Canada. L'écart annuel moyen de la croissance de la productivité en faveur des États-Unis est passé de 0,6 point de pourcentage avant révision à 0,5 point de pourcentage après révision.

Comparaison de la croissance annuelle de la productivité du travail dans le secteur des entreprises avant et après révision

	Canada		États-Unis
	Avant révision	Après révision	
	varariation annuelle en %		
1987-2002	1,5	1,6	2,1
1996-2002	2,3	2,5	2,9
2000	3,8	3,9	2,9
2001	1,0	1,4	2,2
2002	1,9	2,3	4,9
2003	0,1	0,4	4,5

Source: Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics dans NEWS, Productivity and Costs - premier trimestre de 2004 qui a paru le 3 juin.

Secteur des entreprises: Productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Productivité du travail	-0,6	1,1	-0,4	0,0	0,0	0,4
PIB réel	0,3	0,7	-0,5	0,3	0,9	0,9
Heures travaillées	0,9	-0,3	-0,2	0,4	0,9	0,5
Rémunération horaire	-0,1	1,5	0,2	0,3	0,1	0,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,7	0,5	0,5	0,4	0,1	-0,2
Taux de change[2]	0,4	-3,8	-7,4	-1,3	-4,7	0,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	0,3	4,5	8,5	1,7	5,0	-0,3
États-Unis						
Productivité du travail	0,6	0,8	1,7	2,1	0,5	1,2
PIB réel	0,3	0,5	1,0	2,5	0,9	1,3
Heures travaillées	-0,1	-0,3	-0,8	0,4	0,4	0,2
Rémunération horaire	0,5	1,2	1,3	1,0	0,9	1,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,0	0,3	-0,4	-1,0	0,4	0,3
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Productivité du travail	0,4	0,9	0,2	0,1	0,7	0,0
PIB réel	4,0	3,0	1,4	0,9	1,4	1,6
Heures travaillées	3,5	2,1	1,3	0,8	0,8	1,6
Rémunération horaire	0,7	1,2	1,6	2,0	2,2	0,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,3	0,3	1,4	2,0	1,4	0,8
Taux de change[2]	-0,7	-5,3	-10,0	-11,7	-16,2	-12,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	1,0	5,9	12,7	15,5	21,0	15,4
États-Unis						
Productivité du travail	4,2	3,0	4,4	5,3	5,3	5,6
PIB réel	3,2	2,3	3,0	4,4	5,0	5,9
Heures travaillées	-0,9	-0,6	-1,3	-0,8	-0,2	0,3
Rémunération horaire	1,7	2,6	3,4	4,1	4,5	4,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-2,4	-0,3	-1,0	-1,2	-0,7	-0,8
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Productivité du travail	-2,5	4,3	-1,4	0,0	0,0	1,4
PIB réel	1,3	2,9	-1,9	1,3	3,5	3,8
Heures travaillées	3,6	-1,1	-0,7	1,4	3,6	2,1
Rémunération horaire	-0,3	6,2	1,0	1,3	0,3	0,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,7	1,9	1,9	1,5	0,4	-0,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	1,1	19,0	38,4	7,0	21,5	-1,4
États-Unis						
Productivité du travail	2,0	3,5	7,2	8,7	1,8	4,6
PIB réel	1,6	1,9	4,2	10,3	3,9	5,2
Heures travaillées	-0,5	-1,5	-2,8	1,5	2,0	0,5
Rémunération horaire	2,2	4,8	5,3	4,1	3,8	5,9
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,1	1,3	-1,7	-4,3	1,9	1,2

1 Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2 Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3 La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Secteur des entreprises: Quelques variables associées au marché du travail[1]

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Tous les emplois	1,0	0,0	-0,1	0,4	1,0	-0,1
Heures travaillées	0,9	-0,3	-0,2	0,4	0,9	0,5
Heures moyennes	0,0	-0,3	-0,1	0,0	-0,1	0,6
Part du travail[2]	-0,6	-1,5	1,3	-0,3	-0,1	-1,5
États-Unis						
Tous les emplois	0,2	-0,3	-0,3	0,2	0,3	0,0
Heures travaillées	-0,1	-0,3	-0,8	0,4	0,4	0,2
Heures moyennes	-0,2	-0,1	-0,5	0,2	0,2	0,1
Part du travail[2]	-0,5	-0,1	-0,6	-1,4	0,2	-0,3
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Tous les emplois	4,2	2,8	1,7	1,2	1,2	1,1
Heures travaillées	3,5	2,1	1,3	0,8	0,8	1,6
Heures moyennes	-0,6	-0,6	-0,4	-0,4	-0,5	0,4
Part du travail[2]	-4,2	-5,3	-1,3	-1,2	-0,7	-0,6
États-Unis						
Tous les emplois	-0,8	-0,4	-0,6	-0,3	-0,1	0,3
Heures travaillées	-0,9	-0,6	-1,3	-0,8	-0,2	0,3
Heures moyennes	0,0	-0,2	-0,8	-0,6	-0,2	0,0
Part du travail[2]	-3,2	-1,8	-2,2	-2,6	-1,9	-2,1
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Tous les emplois	3,9	0,0	-0,3	1,4	3,9	-0,3
Heures travaillées	3,6	-1,1	-0,7	1,4	3,6	2,1
Heures moyennes	0,0	-1,2	-0,4	0,0	-0,4	2,5
Part du travail[2]	-2,4	-6,0	5,1	-1,2	-0,4	-5,7
États-Unis						
Tous les emplois	0,7	-1,4	-1,0	0,7	1,4	0,0
Heures travaillées	-0,5	-1,5	-2,8	1,5	2,0	0,5
Heures moyennes	-0,8	-0,4	-2,0	0,8	0,8	0,4
Part du travail[2]	-2,0	-0,4	-2,4	-5,6	0,8	-1,2

1 Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2 Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3 La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Productivité du travail par industrie

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	2002	2003
données désaisonnalisées								
Secteur des entreprises - biens	110,7	112,7	112,2	112,1	112,9	112,4	111,8	112,5
	-1,2	1,8	-0,4	-0,1	0,7	-0,4	1,0	0,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	124,2	132,9	135,6	137,7	137,0	135,0	128,0	135,8
	-3,3	7,0	2,0	1,5	-0,5	-1,5	-1,2	6,1
Construction	104,9	107,1	108,2	107,4	107,1	106,3	106,0	107,5
	-0,7	2,1	1,0	-0,7	-0,3	-0,7	-2,3	1,4
Fabrication	115,0	117,1	116,2	116,4	118,3	118,2	115,4	117,0
	-0,8	1,8	-0,8	0,2	1,6	-0,1	2,8	1,4
Secteur des entreprises - services	114,6	115,2	115,3	115,6	115,4	115,9	114,1	115,4
	0,2	0,5	0,1	0,3	-0,2	0,4	3,2	1,1
Commerce de gros	128,1	131,4	129,3	128,8	131,8	130,0	124,9	130,3
	0,7	2,6	-1,6	-0,4	2,3	-1,4	6,6	4,3
Commerce de détail	120,7	122,6	122,5	122,1	120,2	122,7	119,7	121,9
	1,3	1,6	-0,1	-0,3	-1,6	2,1	2,9	1,8
Transport et entreposage	106,6	107,0	105,6	106,1	106,7	107,0	107,1	106,4
	-1,5	0,4	-1,3	0,5	0,6	0,3	2,4	-0,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	112,5	115,4	113,7	111,6	108,2	109,1	108,6	112,2
	2,5	2,6	-1,5	-1,8	-3,0	0,8	8,5	3,3
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	108,3	102,9	105,5	108,6	107,5	108,6	108,5	106,1
	-0,3	-5,0	2,5	2,9	-1,0	1,0	2,8	-2,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	120,3	124,7	126,3	125,1	124,3	125,1	120,5	125,1
	-0,1	3,7	1,3	-1,0	-0,6	0,6	2,6	3,8
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	100,0	100,1	100,0	98,9	98,9	99,3	100,8	99,5
	-0,6	0,1	-0,1	-1,1	0,0	0,4	-1,5	-1,3
Hébergement et services de restauration	108,0	106,6	103,0	104,7	108,3	107,4	109,2	105,7
	-1,0	-1,3	-3,4	1,7	3,4	-0,8	1,6	-3,2
Autres services commerciaux	113,2	114,0	114,4	115,0	114,1	114,2	112,0	114,4
	1,1	0,7	0,4	0,5	-0,8	0,1	0,9	2,1

Coût unitaire de main d'oeuvre par industrie

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	2002	2003
données désaisonnalisées								
Secteur des entreprises - biens	105,7	106,8	107,6	107,1	106,7	106,8	105,6	107,1
	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,8</i>	<i>1,3</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	123,8	115,6	109,2	105,8	108,4	110,9	129,5	109,8
	<i>-1,3</i>	<i>-6,6</i>	<i>-5,5</i>	<i>-3,1</i>	<i>2,5</i>	<i>2,3</i>	<i>15,2</i>	<i>-15,2</i>
Construction	108,0	109,6	108,6	109,6	110,2	109,5	107,2	109,5
	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>3,6</i>	<i>2,2</i>
Fabrication	98,3	99,4	101,1	100,5	98,7	98,4	98,2	99,9
	<i>0,5</i>	<i>1,1</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,6</i>	<i>-1,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,7</i>	<i>1,8</i>
Secteur des entreprises - services	105,0	105,6	105,7	106,3	106,4	106,3	104,9	106,0
	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,2</i>	<i>1,0</i>
Commerce de gros	92,7	92,2	92,4	93,5	91,3	93,3	93,3	92,4
	<i>0,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>-2,4</i>	<i>2,2</i>	<i>-5,2</i>	<i>-1,0</i>
Commerce de détail	101,7	101,1	102,4	102,2	103,6	101,7	101,0	102,3
	<i>-0,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,4</i>	<i>-1,8</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,3</i>
Transport et entreposage	111,4	112,2	113,6	113,8	110,8	110,0	110,8	112,6
	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-2,6</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>1,6</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	103,0	103,0	102,6	104,6	105,1	105,3	103,4	103,8
	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>-4,6</i>	<i>0,4</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	104,1	106,8	106,5	107,2	109,0	108,1	103,7	107,4
	<i>1,1</i>	<i>2,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>-3,5</i>	<i>3,5</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	117,3	116,6	114,4	114,6	116,0	117,7	116,6	115,4
	<i>0,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>-1,9</i>	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>0,9</i>	<i>-1,0</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	114,3	116,7	118,1	116,8	119,7	122,0	112,7	117,8
	<i>1,2</i>	<i>2,1</i>	<i>1,2</i>	<i>-1,1</i>	<i>2,5</i>	<i>1,9</i>	<i>2,9</i>	<i>4,5</i>
Hébergement et services de restauration	111,0	110,8	112,8	113,4	110,7	111,2	113,0	111,9
	<i>-1,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,8</i>	<i>0,5</i>	<i>-2,4</i>	<i>0,5</i>	<i>4,5</i>	<i>-1,0</i>
Autres services commerciaux	101,3	102,3	103,3	105,0	103,7	102,0	102,0	103,6
	<i>-0,2</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>1,6</i>	<i>-1,2</i>	<i>-1,6</i>	<i>1,9</i>	<i>1,6</i>

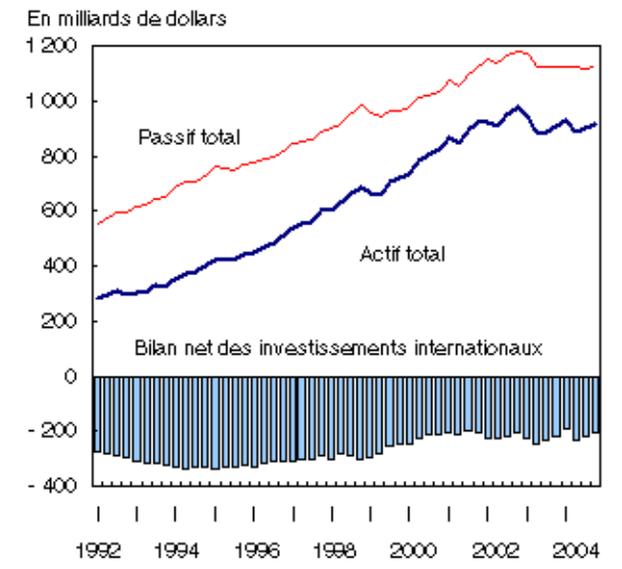
Bilan des investissements internationaux

Premier trimestre de 2004

Avec l'augmentation de la valeur de l'actif canadien à l'étranger, la dette nette du pays envers les résidents étrangers a atteint son plus bas niveau en plus de 18 ans au premier trimestre de 2004.

Le passif net du Canada à l'étranger, soit la différence entre l'actif et le passif étrangers, a chuté de 23,7 milliards pour s'établir à 194,2 milliards de dollars à la fin de mars.

Bilan des investissements internationaux du Canada



Le ratio du passif net à l'étranger au produit intérieur brut se situe maintenant à 15,5 %, soit deux points entiers de pourcentage de moins que le ratio de 17,7 % observé à la fin du quatrième trimestre de 2003.

La valeur de l'actif international a été de 931,5 milliards de dollars, en hausse de 2,5 % par rapport au quatrième trimestre. Pour un deuxième trimestre consécutif, les investissements directs canadiens à l'étranger ont augmenté de plus de 10 milliards de dollars et ont contribué pour environ la moitié de cette augmentation.

Le passif international a diminué légèrement par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 1 125,8 milliards de dollars, soit bien en deçà du niveau révisé de 1 177,3 milliards de dollars à la fin de 2002.

Le dollar canadien a perdu du terrain par rapport au dollar américain au premier trimestre de 2004 (environ 1 %), ce qui représente un revirement par rapport à 2003. Par ailleurs, la devise canadienne a gagné près de 1 % par rapport à l'euro.

Augmentation de l'actif canadien à l'étranger

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont atteint 409,3 milliards de dollars à la fin de mars, en hausse de 10,1 milliards de dollars par rapport à la fin de décembre, soit la valeur la plus élevée en plus d'une année. La fluctuation du taux de change ainsi que des investissements de 4,8 milliards de dollars au premier trimestre ont contribué à cette augmentation.

Note aux lecteurs

La présente publication comprend des séries supplémentaires mesurant les investissements de portefeuille à la valeur marchande. Les actions et les obligations canadiennes et étrangères sont maintenant présentées à leur valeur marchande et à la valeur comptable. L'évaluation d'autres comptes, comme les instruments du marché monétaire, les réserves internationales et les investissements directs étrangers, sera également examinée au cours de la prochaine année.

Il est maintenant possible de consulter les estimations à partir de 1990 jusqu'au premier trimestre de 2004. Ces données font partie d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer l'information du bilan pour tous les secteurs de l'économie. Pour plus d'information, vous pouvez consulter le chapitre *Estimations du bilan à la valeur marchande*.

Estimations révisées pour les titres du marché monétaire canadien

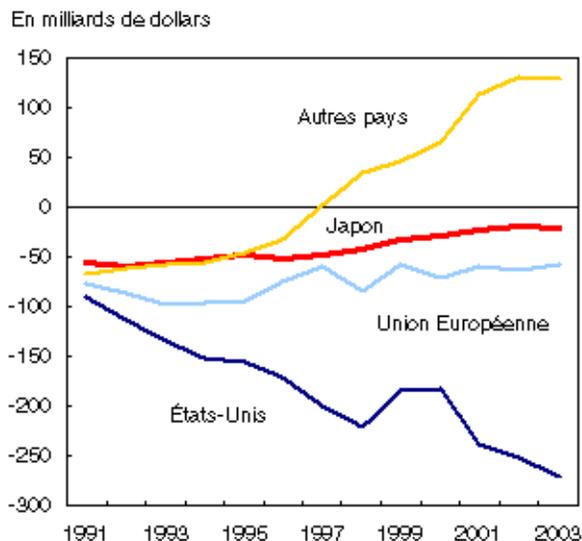
De plus, les séries trimestrielles portant sur les opérations et les positions du marché monétaire canadien avec les non-résidents ont été révisées depuis le premier trimestre de 2003 à la suite de l'adoption d'une nouvelle méthode. Les estimations portant sur les titres du marché monétaire sont maintenant faites, instrument par instrument, comme c'est le cas pour les dettes à long terme depuis de nombreuses années. La valeur des titres du marché monétaire détenus comprend maintenant les intérêts courus, qui sont constitués des intérêts courus sur les coupons et de l'amortissement entre le prix d'émission et le prix à l'échéance.

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devise étrangère est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

Bilan des investissements internationaux du Canada, par zone géographique



Les investissements directs canadiens aux États-Unis ont augmenté pour s'établir à 168,8 milliards de dollars et ont représenté plus de 41 % des investissements directs canadiens à l'étranger.

La valeur des obligations étrangères détenues au Canada a fait un bond de près de 7 % pour atteindre 47,7 milliards de dollars, soit un sommet inégalé. Les Canadiens ont acheté des obligations étrangères pour une valeur de 2,6 milliards de dollars au cours du premier trimestre, un trimestre actif pour ce type d'instrument.

Parallèlement, les actions étrangères détenues au Canada ont atteint 191,2 milliards de dollars, en hausse de 2,4 milliards de dollars par rapport à la fin de décembre. La fluctuation du taux de change explique en grande partie la variation de la valeur car il n'y a eu à peu près pas d'acquisitions nettes d'actions étrangères au cours du premier trimestre.

Augmentation des investissements directs étrangers au Canada

Après deux trimestres consécutifs de légères baisses, les investissements directs étrangers au Canada ont augmenté de 2,4 milliards de dollars pour atteindre 360,0 milliards de dollars à la fin de mars, soit un niveau jamais atteint auparavant.

Le bilan net des investissements directs, soit la différence entre les investissements directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada, a atteint 49,3 milliards de dollars à la fin du trimestre.

Forte diminution de la valeur des instruments du marché monétaire canadien détenus à l'étranger

La valeur des instruments du marché monétaire canadien détenus à l'étranger a baissé de plus de 12 % pour s'établir à 18,7 milliards de dollars, soit le niveau le plus bas en 17 ans. Tandis que la demande étrangère d'instruments à court terme était faible, la valeur des obligations canadiennes détenues à l'étranger a augmenté de 6,3 milliards de dollars pour atteindre 411,7 milliards de dollars. De ce total, la valeur des obligations des entreprises publiques fédérales détenues à l'étranger a augmenté de plus de 10 % pour atteindre 40,6 milliards de dollars.

Les investisseurs étrangers ont continué d'acheter des actions canadiennes au premier trimestre. À la fin de mars, ils en possédaient pour 86,2 milliards de dollars, en hausse pour un quatrième trimestre consécutif. Le gain de l'indice composé S&P/TSX pour un quatrième trimestre consécutif a sûrement joué en faveur de l'acquisition d'actions canadiennes par les investisseurs étrangers.

Augmentation du passif étranger net du Canada avec les États-Unis

Comme le montre la tendance à long terme, les investisseurs américains possèdent une proportion croissante du passif étranger net du Canada. Pour une troisième année consécutive, le passif étranger net du Canada avec les États-Unis a augmenté pour atteindre 271,0 milliards de dollars à la fin de 2003.

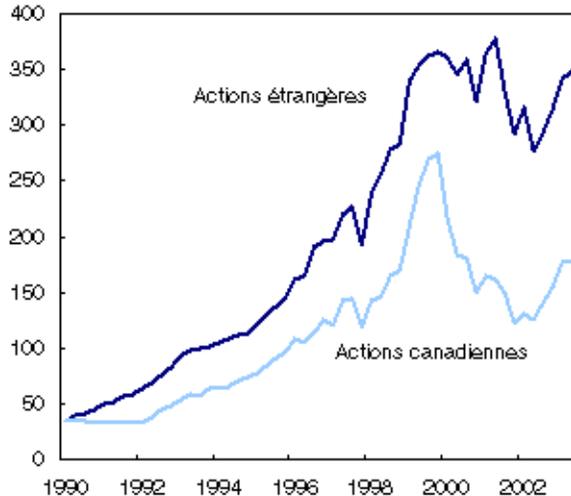
Les pays de l'Union européenne ont diminué leur position créditrice nette à l'égard du Canada puisqu'elle est passée à 57,8 milliards de dollars à la fin de 2003. Le Canada a une position d'actif net envers tous les autres pays regroupés.

Nouvelles données sur la valeur marchande des investissements de portefeuille

La valeur marchande des investissements de portefeuille étrangers en actions et en obligations canadiennes à la fin de mars 2004 était trois fois plus élevée qu'il y a 14 ans. La valeur des actions et des obligations canadiennes détenues à l'étranger est passée de 209,3 milliards de dollars à 629,3 milliards de dollars de mars 1990 à mars 2004.

Investissement de portefeuille en actions, valeur marchande

En milliards de dollars



Par ailleurs, les investissements de portefeuille canadiens dans les actions et dans les obligations étrangères ont atteint une valeur neuf fois plus élevée qu'en mars 1990. Les Canadiens détenaient des actions et des obligations étrangères pour une valeur de 400,8 milliards de dollars à la fin de mars 2004, comparativement à 44,0 milliards de dollars en mars 1990.

Pour ce qui est des actions, les investisseurs étrangers ont vu la valeur de leurs actions canadiennes passer de 38,1 milliards de dollars à 175,9 milliards de dollars depuis 14 ans, avec un sommet de 274,1 milliards de dollars en septembre 2000 au moment où l'indice composé S&P/TSX avait atteint un sommet.

La valeur marchande des actions étrangères détenues par les Canadiens s'est appréciée encore davantage puisqu'elle est passée de 34,8 milliards de dollars en mars 1990 à 348,7 milliards de dollars en mars 2004. En 1999 seulement, cette valeur a progressé de 42 % alors que les marchés étrangers étaient très élevés. Malgré le recul des marchés financiers dans le monde entre 2000 et 2002, les investisseurs canadiens détenaient un niveau élevé d'actions étrangères principalement en raison du fait qu'ils en ont acquis beaucoup et que le plafond de contenu étranger dans les Régimes enregistrés d'épargne-retraite a été relevé.

Bilan des investissements internationaux en fin de période

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	2002	2003
millions de dollars								
Actif								
Investissements directs canadiens à l'étranger	429 633	408 337	376 823	383 983	399 134	409 257	429 633	399 134
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	42 973	43 877	43 547	43 773	44 677	47 742	42 973	44 677
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	45 118	46 432	47 170	47 007	47 790	52 038	45 118	47 790
Actions étrangères	213 562	198 662	185 547	189 221	188 787	191 155	213 562	188 787
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	316 285	276 675	293 919	314 341	341 964	348 727	316 285	341 964
Autres investissements								
Prêts	71 878	74 437	66 903	60 569	59 286	66 149	71 878	59 286
Provisions	-11 918	-12 079	-11 771	-11 796	-11 605	-11 548	-11 918	-11 605
Dépôts	103 077	114 573	103 948	104 323	110 837	115 703	103 077	110 837
Réserves internationales	56 230	50 533	47 173	47 719	45 690	46 116	56 230	45 690
Autres actifs	69 574	67 530	65 702	70 166	72 178	66 945	69 574	72 178
Total de l'actif à la valeur comptable	975 009	945 871	877 870	887 958	908 983	931 519	975 009	908 983
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	1 079 877	1 026 438	989 867	1 016 312	1 065 274	1 093 387	1 079 877	1 065 274
Passif								
Investissements directs étrangers au Canada	348 917	354 712	359 541	358 732	357 548	359 973	348 917	357 548
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	448 148	435 294	417 465	408 381	405 323	411 651	448 148	405 323
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	481 176	466 625	456 667	440 906	436 591	453 419	481 176	436 591
Actions canadiennes	79 607	79 487	80 606	82 764	84 707	86 171	79 607	84 707
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	130 134	124 532	139 669	153 823	175 627	175 883	130 134	175 627
Instruments du marché monétaire canadien	25 189	23 180	22 735	20 725	21 388	18 693	25 189	21 388
Autres investissements								
Emprunts	58 229	55 817	52 704	52 154	53 618	52 808	58 229	53 618
Dépôts	195 038	204 091	169 988	178 043	183 135	174 598	195 038	183 135
Autres passifs	22 189	21 964	21 229	21 333	21 219	21 872	22 189	21 219
Total du passif à la valeur comptable	1 177 318	1 174 545	1 124 269	1 122 132	1 126 937	1 125 765	1 177 318	1 126 937
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	1 260 872	1 250 921	1 222 533	1 225 716	1 249 126	1 257 246	1 260 872	1 249 126
Bilan net des investissements internationaux								
à la valeur comptable	-202 309	-228 673	-246 399	-234 174	-217 954	-194 246	-202 309	-217 954
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	-180 995	-224 483	-232 666	-209 404	-183 852	-163 859	-180 995	-183 852

Comptes du bilan national

Premier trimestre de 2004

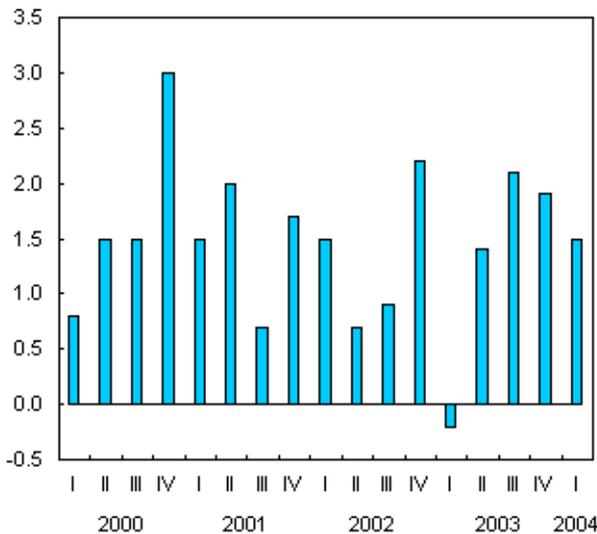
La valeur nette nationale a atteint 4,1 billions de dollars à la fin du premier trimestre de 2004, soit 127 500 \$ par habitant. La valeur nette nationale au quatrième trimestre de 2003 atteignait 4,0 billions de dollars. Cette augmentation provient d'un recul de la dette extérieure nette et de la hausse continue du patrimoine national.

La valeur nette nationale a augmenté

La valeur nette nationale s'est accrue de 1,4 % au cours du premier trimestre, cette hausse étant légèrement inférieure à celle enregistrée au trimestre précédent. La croissance est encore attribuable, entre autres, à une baisse de la dette extérieure nette durant le trimestre, la dette contractée par les non-résidents auprès de Canadiens ayant augmenté plus que celle des Canadiens auprès de non-résidents. La baisse de la dette extérieure nette au cours du trimestre est attribuable pour une bonne part à la hausse des investissements canadiens directs et de portefeuille à l'étranger, conjuguée aux effets de la dépréciation du dollar canadien.

Valeur nette nationale

variation en %, données non désaisonnalisées



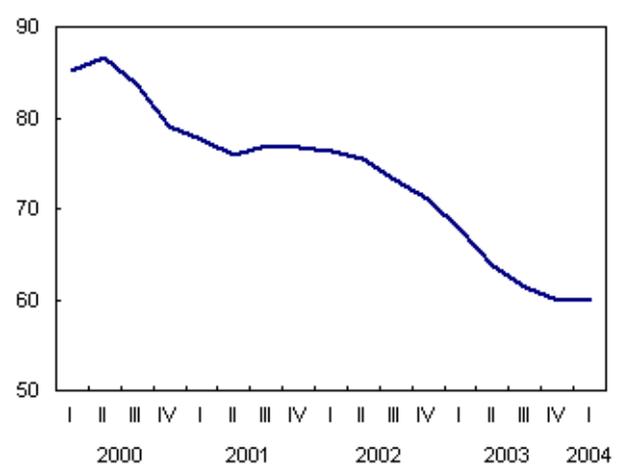
La hausse du patrimoine national (+0,9 %) a contribué à l'augmentation de la valeur nette nationale au premier trimestre. Le taux de croissance des actifs non financiers était en parallèle avec l'augmentation des dépenses de consommation en biens durables et avec la vigueur du marché de la revente de biens résidentiels durant le trimestre.

La valeur nette des ménages a augmenté, de même que le fardeau de l'endettement

La hausse de la valeur nette des ménages a été de 2,4 %. Cette hausse est attribuable entre autres aux investissements et à la réévaluation des actifs. La demande de fonds au cours du premier trimestre a fait grimper la valeur de la dette des ménages par rapport à leur revenu, qui a atteint un nouveau sommet. Par ailleurs, le niveau d'endettement global des ménages a continué diminuer, car leur endettement en proportion de leur valeur nette a baissé durant le trimestre. Les taux d'intérêt peu élevés au cours du trimestre ont fait en sorte que le fardeau de l'endettement (intérêts versés en proportion du revenu disponible) est demeuré au même niveau.

L'endettement se stabilise

% non désaisonnalisées



— Dette des entreprises en % de l'avoir

Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le **patrimoine national** est la somme des actifs non financiers – soit les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles – de tous les secteurs de l'économie. La **valeur nette nationale** est le patrimoine moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à notre égard). On peut aussi la définir comme étant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. Les séries trimestrielles disponibles remontent au premier trimestre de 1990.

De nouvelles estimations fondées sur la valeur marchande font partie de la présente diffusion. Pour une perspective sur l'évolution de la valeur nette, voir Récentes tendances de la valeur nette des ménages.

Le bilan des sociétés s'améliore encore

La situation financière des sociétés a continué de s'améliorer. Les sociétés ont dégagé des excédents et injecté des fonds dans l'économie pour un quatorzième trimestre de suite. Le niveau d'endettement des sociétés non financières privées a encore diminué au cours du premier trimestre. La tendance à la baisse du ratio d'endettement, qui prévaut depuis longtemps, s'est poursuivie. Les revenus et les importantes émissions de titres de participation (y compris de la part des fiducies de revenu), qui reflètent entre autres la hausse des cours des actions, ont contribué au raffermissement de la situation financière des sociétés. Le niveau d'endettement a notamment diminué au regard de la valeur marchande des actions, ce qui tient au raffermissement des cours boursiers durant le trimestre.

Bilan national, valeur marchande

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	2002	2003
Millions de dollars en fin de trimestre								
Total des actifs	12 086 485	11 979 396	12 207 404	12 424 469	12 749 291	12 994 094	12 086 485	12 749 291
Actifs non financiers	3 977 645	4 012 901	4 074 786	4 132 637	4 182 169	4 220 891	3 977 645	4 182 169
Immeubles résidentiels	1 030 411	1 041 405	1 063 173	1 091 068	1 110 122	1 126 942	1 030 411	1 110 122
Construction non résidentielle	981 316	987 195	994 307	1 003 797	1 012 940	1 018 824	981 316	1 012 940
Machines et matériel	428 156	430 768	435 037	436 807	438 946	440 208	428 156	438 946
Biens de consommation durables	330 652	331 956	338 615	339 976	345 252	343 513	330 652	345 252
Stocks	192 616	198 391	191 844	189 261	190 082	190 274	192 616	190 082
Terrains	1 014 494	1 023 186	1 051 810	1 071 728	1 084 827	1 101 130	1 014 494	1 084 827
Actifs financiers nets	-180 366	-223 964	-232 152	-208 886	-183 335	-162 940	-180 366	-183 335
Actifs financiers	8 108 840	7 966 495	8 132 618	8 291 832	8 567 122	8 773 203	8 108 840	8 567 122
Réserves officielles	56 230	50 533	47 172	47 719	45 689	46 116	56 230	45 689
Or et devises étrangères	49 478	43 925	40 548	41 287	39 615	40 282	49 478	39 615
Position de réserve au FMI	5 628	5 523	5 592	5 360	4 988	4 723	5 628	4 988
Droits de tirage spéciaux	1 124	1 085	1 032	1 072	1 086	1 111	1 124	1 086
Argent et dépôts bancaires	670 724	666 727	685 918	687 350	698 263	710 222	670 724	698 263
Autres dépôts	165 149	166 274	172 223	175 279	179 956	182 533	165 149	179 956
Devises et dépôts étrangers	95 724	101 202	84 841	96 276	89 914	101 148	95 724	89 914
Crédit à la consommation	204 274	205 645	211 584	217 529	222 092	222 876	204 274	222 092
Comptes à recevoir	220 607	222 857	223 480	222 642	226 784	229 293	220 607	226 784
Prêts bancaires	177 120	180 405	181 080	179 887	175 890	168 963	177 120	175 890
Autres prêts	189 676	186 582	186 821	184 203	187 269	182 475	189 676	187 269
Effets à court terme, Canada	97 631	97 987	99 419	104 085	108 420	107 993	97 631	108 420
Autres effets à court terme	168 316	165 535	165 149	161 749	157 189	155 194	168 316	157 189
Hypothèques	594 108	600 026	611 080	621 259	628 856	634 575	594 108	628 856
Obligations fédérales (dont les OÉC)	286 068	282 142	288 004	296 836	292 040	292 688	286 068	292 040
Obligations provinciales	22 309	22 034	21 644	21 382	20 468	20 790	22 309	20 468
Obligations municipales	276 853	271 222	275 435	274 521	277 676	292 008	276 853	277 676
Autres obligations	35 897	33 406	33 257	33 479	32 876	32 998	35 897	32 876
Assurances-vie et rentes	248 379	240 714	249 979	246 567	254 592	250 872	248 379	254 592
Créances, entreprises privées	986 002	949 374	987 370	1 009 815	1 044 206	1 066 483	986 002	1 044 206
Créances, administrations publiques	1 038 343	1 019 348	996 237	1 005 795	1 047 016	1 068 789	1 038 343	1 047 016
Actions	191 607	180 540	180 821	183 740	181 873	189 838	191 607	181 873
Investissements étrangers	1 392 447	1 342 509	1 419 683	1 482 625	1 609 257	1 693 854	1 392 447	1 609 257
Autres éléments de l'actif	379 411	341 192	358 413	383 873	414 174	419 678	379 411	414 174
Autres éléments de l'actif	634 274	662 275	674 652	676 603	693 090	724 607	634 274	693 090
Passif et valeur nette	12 086 485	11 979 396	12 207 404	12 424 469	12 749 291	12 994 094	12 086 485	12 749 291
Passif	8 289 206	8 190 459	8 364 770	8 500 718	8 750 457	8 936 143	8 289 206	8 750 457
Argent et dépôts bancaires	684 823	680 502	700 448	701 331	712 462	724 415	684 823	712 462
Autres dépôts	165 149	166 274	172 223	175 279	179 956	182 533	165 149	179 956
Devises et dépôts étrangers	112 225	109 189	90 144	104 410	100 917	97 421	112 225	100 917
Crédit à la consommation	204 274	205 645	211 584	217 529	222 092	222 876	204 274	222 092
Comptes à payer	227 337	220 126	219 763	221 030	225 278	225 363	227 337	225 278
Emprunts bancaires	157 569	160 490	160 162	159 275	154 621	146 296	157 569	154 621
Autres emprunts	193 586	189 571	190 409	187 055	191 122	186 406	193 586	191 122
Effets à court terme, Canada	107 050	107 203	109 997	114 699	118 941	116 629	107 050	118 941
Autres effets à court terme	183 508	178 969	176 629	171 161	166 949	164 287	183 508	166 949
Hypothèques	594 474	600 389	611 439	621 620	629 215	634 925	594 474	629 215
Obligations fédérales (dont les OÉC)	371 421	369 950	374 488	364 420	355 312	355 927	371 421	355 312
Obligations provinciales	22 309	22 034	21 644	21 382	20 468	20 790	22 309	20 468
Obligations municipales	428 768	412 808	414 737	410 149	409 413	427 366	428 768	409 413
Autres obligations	39 606	37 077	36 776	36 728	36 192	36 313	39 606	36 192
Assurances-vie et rentes	478 689	464 274	468 236	471 344	483 938	492 656	478 689	483 938
Créances, entreprises privées	986 002	949 374	987 370	1 009 815	1 044 206	1 066 483	986 002	1 044 206
Créances, administrations publiques	460 006	464 279	436 267	436 272	442 565	447 561	460 006	442 565
Actions	191 607	180 540	180 821	183 740	181 873	189 838	191 607	181 873
Autres éléments du passif	2 073 403	2 037 797	2 150 348	2 233 344	2 395 758	2 493 648	2 073 403	2 395 758
Autres éléments du passif	629 709	656 002	672 929	681 517	699 647	725 200	629 709	699 647
Valeur nette	3 797 279	3 788 937	3 842 634	3 923 751	3 998 834	4 057 951	3 797 279	3 998 834

Tableau sommaire du marché du crédit

	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	2002	2003
Millions de dollars en fin de trimestre								
Passif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	795 090	802 967	819 399	834 781	844 768	836 816	795 090	844 768
Crédit à la consommation	204 274	205 645	211 584	217 529	222 092	222 876	204 274	222 092
Emprunts bancaires	32 075	33 555	33 717	33 538	33 417	19 069	32 075	33 417
Autres emprunts	67 522	68 319	68 504	68 801	68 557	69 596	67 522	68 557
Hypothèques	491 219	495 448	505 594	514 913	520 702	525 275	491 219	520 702
Sociétés privées non financières	567 930	556 461	542 326	540 634	544 885	555 371	567 930	544 885
Emprunts bancaires	108 663	107 908	106 903	107 774	106 069	108 802	108 663	106 069
Autres emprunts	81 943	77 986	77 355	76 169	77 407	75 723	81 943	77 407
Autres effets à court terme	48 644	47 517	40 596	40 500	36 092	39 567	48 644	36 092
Hypothèques	97 030	98 339	99 421	99 913	100 954	102 521	97 030	100 954
Obligations	231 650	224 711	218 051	216 278	224 363	228 758	231 650	224 363
Entreprises publiques non financières	70 065	70 611	70 811	67 766	66 214	68 198	70 065	66 214
Emprunts bancaires	2 456	2 650	3 085	2 223	3 233	2 717	2 456	3 233
Autres emprunts	4 536	7 437	6 690	6 752	5 942	5 944	4 536	5 942
Autres effets à court terme	8 409	7 794	8 053	8 005	7 078	6 370	8 409	7 078
Hypothèques	104	104	100	99	99	99	104	99
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	52 809	50 320	50 084	48 116	48 051	51 332	52 809	48 051
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	1 630	2 185	2 678	2 450	1 690	1 615	1 630	1 690
Administration fédérale	434 865	435 222	433 457	434 204	430 411	430 826	434 865	430 411
Emprunts bancaires	101	103	103	103	103	138	101	103
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	107 050	107 203	109 997	114 699	118 941	116 629	107 050	118 941
Obligations fédérales	327 714	327 916	323 357	319 402	311 367	314 059	327 714	311 367
Obligations d'épargne du Canada	22 309	22 034	21 644	21 382	20 468	20 790	22 309	20 468
Autres obligations	305 405	305 882	301 713	298 020	290 899	293 269	305 405	290 899
Autres paliers d'administration publique	365 835	364 142	370 081	373 850	373 043	381 453	365 835	373 043
Emprunts bancaires	4 076	4 099	4 083	4 350	4 341	3 913	4 076	4 341
Autres emprunts	10 935	11 264	11 503	11 698	11 804	11 449	10 935	11 804
Autres effets à court terme	15 132	15 575	16 201	13 847	14 797	14 161	15 132	14 797
Hypothèques	2 367	2 304	2 304	2 304	2 304	2 297	2 367	2 304
Obligations provinciales	295 154	293 446	299 189	304 466	302 938	312 688	295 154	302 938
Obligations municipales	36 353	35 631	34 972	35 350	35 018	35 104	36 353	35 018
Autres obligations	1 818	1 823	1 829	1 835	1 841	1 841	1 818	1 841
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 233 785	2 229 403	2 236 074	2 251 235	2 259 321	2 272 664	2 233 785	2 259 321
Crédit à la consommation	204 274	205 645	211 584	217 529	222 092	222 876	204 274	222 092
Emprunts bancaire	147 371	148 315	147 891	147 988	147 163	134 639	147 371	147 163
Autres emprunts	164 936	165 006	164 052	163 420	163 710	162 712	164 936	163 710
Effets à court terme, Canada	107 050	107 203	109 997	114 699	118 941	116 629	107 050	118 941
Autres effets à court terme	72 185	70 886	64 850	62 352	57 967	60 098	72 185	57 967
Hypothèques	590 720	596 195	607 419	617 229	624 059	630 192	590 720	624 059
Obligations	947 249	936 153	930 281	928 018	925 389	945 518	947 249	925 389
Non-résidents	60 081	57 835	56 493	56 176	55 470	56 640	60 081	55 470
Emprunts bancaires	19 551	19 915	20 918	20 612	21 269	22 667	19 551	21 269
Autres emprunts	40 530	37 920	35 575	35 564	34 201	33 973	40 530	34 201
Hypothèques	0	0	...
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 293 866	2 287 238	2 292 567	2 307 411	2 314 791	2 329 304	2 293 866	2 314 791
Institutions financières canadiennes	382 721	380 527	382 135	382 326	388 566	392 686	382 721	388 566
Emprunts bancaires	10 198	12 175	12 271	11 287	7 458	11 657	10 198	7 458
Autres emprunts	28 170	26 140	27 144	24 664	28 712	24 011	28 170	28 712
Autres effets à court terme	111 323	108 083	111 779	108 809	108 982	104 189	111 323	108 982
Hypothèques	3 754	4 194	4 020	4 391	5 156	5 100	3 754	5 156
Obligations	229 276	229 935	226 921	233 175	238 258	247 729	229 276	238 258
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	2 676 587	2 667 765	2 674 702	2 689 737	2 703 357	2 721 990	2 676 587	2 703 357
Actif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	133 136	137 955	136 692	131 987	135 556	140 350	133 136	135 556
Entreprises non financières	75 260	73 260	73 769	71 453	71 425	75 578	75 260	71 425
Administrations publiques	178 007	180 181	183 497	190 512	186 654	188 379	178 007	186 654
Non-résidents	508 128	489 547	470 271	457 848	455 428	458 242	508 128	455 428
Institutions financières canadiennes	1 808 896	1 813 392	1 836 441	1 863 385	1 879 532	1 884 631	1 808 896	1 879 532

Les révisions de 2000-2003 des Comptes des revenus et dépenses

Introduction

Selon la pratique habituelle, les estimations révisées pour la période allant de 2000 à 2003 des comptes économiques et financiers nationaux ont été diffusées en même temps que celles se rapportant au premier trimestre de 2004. La révision annuelle du Système de comptabilité nationale est un processus intégré selon lequel les estimations révisées des comptes des revenus et des dépenses, des comptes des flux financiers et de la balance des paiements internationaux sont compilées et diffusées simultanément. Le processus d'intégration a lieu lorsque les tableaux d'entrées-sorties sont compilés en dollars courants, lesquels sont publiés à l'automne de chaque année lorsque les comptes provinciaux d'entrées-sorties sont complétés. Les révisions correspondantes des estimations mensuelles du produit intérieur brut par industrie en prix constants seront publiées en septembre.

On procède périodiquement à des révisions statistiques du Système de comptabilité nationale afin d'y intégrer les renseignements les plus à jour provenant des recensements, des enquêtes annuelles, des statistiques fiscales, des comptes publics, etc. En principe, la révision se déroule selon le calendrier suivant : les estimations de chaque trimestre publié sont révisées lorsque celles se rapportant aux trimestres subséquents de la même année civile sont diffusées; elles ne sont révisées ensuite qu'une fois l'an au cours des quatre années suivantes, au moment de la diffusion des estimations du premier trimestre. On procède à des révisions limitées pour des périodes qui remontent à plus de quatre ans, et périodiquement, soit environ tous les dix ans, on procède à des révisions historiques. Ces dernières fournissent l'occasion d'améliorer les méthodes d'estimation, d'éliminer les ruptures dans les séries de données résultant des révisions plus limitées et d'apporter des changements conceptuels au système.

La politique qui consiste à réviser les estimations des années précédentes seulement une fois l'an est appliquée systématiquement à tous les comptes nationaux. La période pour laquelle les estimations peuvent faire l'objet de révisions, toutefois, varie d'un ensemble de comptes à un autre. Ainsi, la révision des comptes des revenus et des dépenses et de la balance des paiements porte normalement sur quatre ans. Celle des comptes d'entrées-sorties porte normalement sur un an, qui correspond à la première des quatre années sur lesquelles porte la révision des comptes des revenus et des dépenses et de la balance des paiements. Les comptes d'entrées-sorties pour la deuxième année de la période de quatre ans sont inclus pour la première fois au moment de ces révisions. Habituellement, la révision des comptes des flux financiers

se fait parallèlement à celle des comptes du bilan national et, souvent, porte sur plus de quatre ans afin de réconcilier les stocks avec les révisions apportées aux flux.

La dernière révision historique a été achevée en décembre 1997. On peut consulter les documents qui s'y rapportent à l'adresse :

http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/free_f.htm

Révisions des Comptes des revenus et des dépenses

À compter de la diffusion des données en mai 2001, un certain nombre de changements conceptuels ont été apportés aux comptes des revenus et des dépenses, y compris l'adoption de l'indice de volume en chaîne Fisher, un changement de base d'évaluation du coût des facteurs aux prix de base et un changement en ce qui a trait à la capitalisation des logiciels. Depuis la diffusion des données effectuée en mai 2002, plusieurs changements conceptuels ont été apportés aux Comptes nationaux des revenus et des dépenses (CNRD) et appliqués rétroactivement à 1981. Ils comprenaient des changements de classification des licences et immatriculations, des taxes sur les transferts de terrain et des frais de fréquence, ainsi que l'inclusion des résultats du recensement de 1996 dans les stocks agricoles. On peut consulter les documents qui se rapportent aux changements conceptuels à l'adresse :

http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/free_f.htm

Répercussions des révisions sur le PIB

Les révisions apportées au PIB ont résulté de l'inclusion des dernières estimations provenant des sources de données tel qu'il est indiqué dans l'introduction. Les révisions de 2000 ainsi que les estimations provisoires de 2001 des comptes d'entrées-sorties ont été incorporées aux deux premières années de la période de révision de quatre ans. Certaines données repères sont incorporées aux périodes les plus récentes, sans toutefois bénéficier de l'équilibrage complet des comptes d'entrées-sorties. D'autres séries sont révisées lors de la projection effectuée à partir des nouveaux niveaux générés par les comptes d'entrées-sorties.

Tel qu'indiqué dans la colonne des révisions courantes au tableau 1, le niveau du PIB en dollars courants a été révisé de façon minime chaque année, de 2000 à 2003. Exprimé en pourcentage de l'estimation, l'écart pour 2000 et 2001 représente 0,1 % de l'estimation, et l'écart pour 2002 et 2003 représente 0,3 % de l'estimation. Dans une perspective historique portant sur deux décennies (tableau 5), les révisions pour 2002 et 2003 se situent au niveau inférieur de la fourchette des révisions (sans tenir compte des années où des révisions historiques ont été apportées et de la révision achevée en mai 2001, où la capitalisation des logiciels a eu une incidence importante).

Les révisions pour l'année précédente vont de -0,9 % à 1,4 % et de -0,7 % à 1,7 % pour la deuxième année précédente. La révision de 0,1 % apportée pour 2000 et 2001 se situe aussi au niveau inférieur dans la fourchette des révisions pour les troisième et quatrième années précédentes, qui vont de -0,4 % à 1,0 %. Les révisions apportées pour la période précédente résultent de la comparaison des données du PIB diffusées au moment du premier trimestre et de celles diffusées au moment du quatrième trimestre de l'année correspondante.

En termes réels (voir le tableau 1), la révision annuelle du PIB a aussi été faible, avec une légère baisse en 2000 et 2001, et une hausse en 2003. Les révisions apportées aux séries trimestrielles de données sur le PIB réel se situent dans une fourchette comprise entre -0,2 % et 0,4 %.

Le taux de croissance annuel du PIB en dollars courants indiqué au tableau 2 est révisé de 0,2 % en 2002, alors que des révisions moindres sont apportées aux autres années. Les révisions de la croissance annuelle, en termes réels, sont très similaires, avec des écarts dans les taux de croissance se situant entre -0,1 % et 0,3 %. Les révisions trimestrielles du PIB réel varient de -0,1 % à 0,3 %, la révision la plus importante des taux de croissance trimestriels se produisant au troisième trimestre de 2002.

L'indice implicite des prix en chaîne pour le PIB est révisé légèrement pour les quatre années, la révision la plus importante ayant été de 0,3 % en 2002.

Révisions aux agrégats des revenus (tableau 3)

La **rémunération des salariés** a été révisée légèrement à la hausse en 2000 et 2001, mais a subi des révisions significatives à la baisse en 2002 et 2003. Les révisions en 2002 sont le résultat de la révision des salaires et traitements ainsi que du revenu supplémentaire du travail et sont reportées sur 2003. Le fichier supplémentaire T4 reçu de l'Agence du revenu du Canada (ARC) pour l'année d'imposition 2002, qui sert de repère pour les salaires et traitements, a entraîné une révision à la baisse de 7,3 milliards de dollars de ceux-ci. Le ralentissement de la croissance dans le secteur de la fabrication à Terre-Neuve-et-Labrador, au Québec et en Ontario, et un recul du secteur minier en Alberta, ont contribué à une croissance plus faible que prévu dans ces provinces.

Par ailleurs, le revenu supplémentaire du travail a été révisé à la hausse de 2,7 milliards de dollars en 2002, par suite de la croissance toujours vigoureuse des portefeuilles de polices de groupe des régimes privés d'assurance-santé et d'assurance-vie. De plus, des hausses importantes des taux de cotisations des régimes de santé provinciaux de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, la hausse de la contribution des employeurs aux régimes de retraite privés et aux Commissions des accidents du travail, ainsi que des paiements plus importants au titre des indemnités de retraite, ont contribué de façon significative à l'augmentation du revenu supplémentaire du

travail en 2002. Les révisions mineures au revenu supplémentaire du travail pour 2000 et 2001 ont été le résultat des paiements spéciaux versés aux caisses de retraite des enseignants à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve-et-Labrador.

Les **bénéfices des sociétés avant impôts** ont été révisés à la hausse en 2000, dans une proportion de 0,2 %, à la baisse en 2001, dans une proportion de 0,7 %, et à la hausse, dans des proportions de 3,4 % et 3,3 % en 2002 et 2003 respectivement. Les révisions de 2000 et 2001 reflètent l'étalonnage en fonction des tableaux des comptes d'entrées-sorties ainsi que des déclarations annuelles de revenus des sociétés mises à jour pour 2001. La révision pour 2002 reflète l'intégration de nouvelles estimations découlant des statistiques financières et fiscales provisoires pour les entreprises, y compris les annexes de l'Indice général des renseignements financiers (IGRF) et est reportée sur 2003.

La composante **intérêts et revenus divers de placements** a été révisée à la hausse en 2000, dans une proportion de 1,9 %, et en 2003, dans une proportion de 1,7 %. Les estimations pour 2001 et 2002 ont été révisées à la baisse de 0,1 % et de 2,5 % respectivement. Les révisions apportées à cette série de données tiennent compte des renseignements nouveaux et révisés sur les paiements et recettes d'intérêts, ainsi que des paiements de redevances, pour les sociétés, et des révisions apportées aux données sur le revenu de placement provenant des caisses de retraite en fiducie.

Le **revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole** a été révisé à la baisse pour chacune des quatre années, soit de plus de 300 millions de dollars en 2000, d'environ 1 080 millions de dollars en 2001, de 826 millions de dollars en 2002 et de 385 millions de dollars en 2003. Le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole a été révisé à la baisse par suite de l'intégration des résultats du Recensement de l'agriculture de 2001. La majeure partie de la révision peut être attribuée à des dépenses plus élevées des exploitations agricoles, y compris la dépréciation, et à une baisse légère des recettes monétaires agricoles.

Le **revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris** a été révisé à la hausse pour l'ensemble de la période, soit de 84 millions de dollars en 2000, de 782 millions de dollars en 2001, de 881 millions de dollars en 2002 et de 16 millions de dollars en 2003. Le revenu provenant des loyers et le revenu net des autres entreprises individuelles ont été révisés à la hausse en 2001. Les révisions de 2001 du revenu net des autres entreprises individuelles sont le résultat de l'étalonnage en fonction des comptes d'entrées-sorties par industrie, alors

que les révisions de 2002 intègrent de nouvelles données administratives provenant de l'ARC sur le revenu net des entreprises non constituées en société.

Les impôts moins subventions, sur facteurs de production ont été révisés à la baisse pour chacune des années, de 2000 à 2003, les révisions les plus importantes ayant été de 289 millions de dollars en 2001 et de 252 millions de dollars en 2003. Les impôts moins subventions, sur produits ont été révisés à la hausse au cours de la période de 2000 à 2003, soit de 664 millions de dollars en 2000, de 664 millions de dollars en 2001, de 1 096 millions de dollars en 2002 et de 528 millions de dollars en 2003. Les révisions de ces deux séries sont attribuables à l'inclusion des nouveaux comptes publics et autres informations financières pour les différents sous-secteurs des administrations publiques.

Révisions aux agrégats des dépenses en prix courants (tableau 4)

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation ont été révisées légèrement à la baisse en 2000 et 2001, soit de 297 millions de dollars et de 264 millions de dollars respectivement. Des révisions plus importantes ont été apportées en 2002 et 2003, soit une révision à la hausse de 1 121 millions de dollars en 2002 et une révision à la baisse de 712 millions de dollars en 2003. Les résultats de l'Enquête sur les dépenses des ménages pour 2002 ont été inclus dans ces estimations, ainsi que ceux des enquêtes sur les services.

Les dépenses courantes des administrations publiques en biens et services ont été révisées à la hausse durant les quatre années, de 2000 à 2003, des révisions appréciables de 2,2 % et de 2,9 % ayant été apportées en 2002 et 2003. Ces révisions reflètent les nouvelles données tirées des comptes publics fédéraux et provinciaux, ainsi que les derniers renseignements fournis par les administrations locales. Les dépenses des administrations provinciales au titre de l'éducation et de la santé ont été révisées à la hausse avec l'inclusion de données d'enquête et de paiements de transfert mis à jour.

Durant le présent cycle de révision, on a apporté une correction à la méthodologie utilisée pour établir les séries sur les administrations locales, afin d'éliminer les incohérences dans les données sur l'éducation. L'utilisation de cette méthodologie a entraîné une révision aux dépenses des administrations locales nettes en biens et services de 1 969 millions de dollars pour 2000. Cette nouvelle méthodologie entraîne une rupture des statistiques entre 1999 et 2000, les données de 1997 à 1999 ne devant être révisées que dans le cadre de la prochaine révision historique.

Les révisions de l'**investissement dans la construction résidentielle** étaient légèrement à la baisse pour chacune des années, de 2000 à 2003, des révisions plus importantes de 0,9 % et de 1,0 % ayant été apportées en 2002 et 2003. Ces révisions découlent des données sur les

permis de construction, des données administratives, ainsi que des résultats de l'Enquête sur les dépenses des ménages et celle sur les bureaux d'agents et de courtiers en immeubles de 2002.

Les estimations de l'**investissement dans la construction non résidentielle et les machines et matériel** ont connu des révisions plus importantes à la baisse en 2000 et 2001, mais de légères révisions à la hausse en 2002 et 2003. Les chiffres pour 2000 ont été révisés à la baisse de 1 305 millions de dollars, ceux de 2001, à la baisse de 2 393 millions de dollars, et ceux de 2002 et 2003, à la hausse de 505 millions de dollars et de 87 millions de dollars respectivement. Les révisions rendent compte de l'étalonnage en fonction du modèle de l'offre et de l'utilisation établi pour les tableaux d'entrées-sorties en ce qui a trait aux machines et au matériel, ainsi que de l'intégration des dernières estimations de l'Enquête sur les investissements publics et privés de 2002 (finales) et de 2003 (provisoires).

L'**investissement en stocks** a été révisé à la hausse en 2000, de 738 millions de dollars, et en 2003, de 99 millions de dollars, mais a subi des révisions importantes à la baisse de 1 035 millions de dollars en 2001 et de 3 441 millions de dollars en 2002. Les stocks non agricoles ont intégré la révision de 2001 découlant de l'étalonnage en fonction de l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, ainsi que les estimations révisées des stocks de gaz naturel. Les ajustements apportés reflètent également le résultat du processus d'équilibrage des biens et services qui fait partie intégrante de l'élaboration des tableaux d'entrées-sorties avec lesquels les CRD sont étalonnés. Les révisions à la hausse des stocks agricoles ont été attribuables à l'intégration des bilans du secteur de l'élevage, qui ont été étalonnés en fonction du Recensement de l'agriculture de 2001.

Les **exportations de biens et services** ont été révisées à la hausse pour toute la période de révision, et notamment de 0,1 % et de 0,2 % en 2000 et 2001 respectivement. Des révisions significatives de 1,1 % et de 0,4 % ont été apportées en 2002 et 2003. Les exportations de biens ont subi des révisions à la baisse pour la période, en raison de nouvelles estimations du niveau de sous-dénombrement des exportations de marchandises vers des pays autres que les États-Unis. Les révisions des biens ont aussi été influencées par les données révisées sur le gaz naturel, le pétrole brut, les diamants et les produits pharmaceutiques en 2002 et 2003.

Les exportations de services commerciaux ont subi des révisions importantes à la hausse pour 2002, qui ont été reportées sur 2003. Ces révisions reflètent l'inclusion des résultats récents de plusieurs enquêtes annuelles. Les révisions les plus importantes ont touché les services d'assurance, et plus particulièrement les activités de réassurance. Les entreprises canadiennes ont cédé plus de contrats d'assurance aux entreprises d'assurance non

résidentes en 2002 que jamais auparavant. Cela a entraîné des hausses marquées des primes versées et des montants réclamés aux compagnies d'assurance étrangères.

Les **importations de biens et services** ont été révisées légèrement à la hausse en 2000 et 2001, de 519 millions de dollars et de 702 millions de dollars. Des révisions appréciables à la hausse ont été enregistrées en 2002 et 2003, soit de 4 259 millions de dollars et de 3 618 millions de dollars. La révision importante en 2002 et le report sur 2003 sont principalement attribuables à la révision des importations de services. Tout comme les exportations de services, les importations de services commerciaux ont été révisées à la hausse pour rendre compte des résultats des enquêtes faisant état de révisions importantes des activités de réassurance.

Révisions des indices des prix

En général, les indices des prix au niveau de détail le plus fin utilisés dans le cadre de la déflation du PIB ne sont pas révisés. Toutefois, des révisions à la hausse ont été enregistrées en ce qui concerne les déflateurs des dépenses courantes des administrations publiques en biens et services et des révisions à la baisse pour les déflateurs des exportations de services.

Le déflateur global des dépenses courantes des administrations publiques en biens et services a été révisé, en raison principalement de la mise en œuvre d'une approche de mesure plus précise. La partie du revenu du travail des dépenses des administrations publiques en biens et services, en termes réels, a fait l'objet de projections sur la base des heures de travail, corrigées en fonction de la qualité, plutôt que sur celle de l'effectif des sous-secteurs des administrations fédérale et provinciales.

Une modification de la pondération des composantes en dollars courants des exportations de services a donné lieu à une révision à la baisse du déflateur correspondant.

Tableau 1 - Révisions au produit intérieur brut

Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision courante ⁵
	données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars				%
2000	1 038 794	1 075 566	1 076 577	1 011	0,1
2001	1 084 119	1 107 459	1 108 200	741	0,1
2002	1 142 123	1 154 949	1 157 968	3 019	0,3
2003	1 214 601	1 214 601	1 218 772	4 171	0,3
2000 T 1	1 006 952	1 041 764	1 042 100	336	0,0
2000 T 2	1 029 412	1 068 672	1 069 904	1 232	0,1
2000 T 3	1 052 024	1 090 816	1 091 628	812	0,1
2000 T 4	1 058 864	1 101 012	1 102 676	1 664	0,2
2001 T 1	1 095 100	1 114 128	1 115 408	1 280	0,1
2001 T 2	1 099 840	1 116 084	1 117 628	1 544	0,1
2001 T 3	1 077 744	1 101 804	1 101 644	- 160	-0,0
2001 T 4	1 073 880	1 097 820	1 098 120	300	0,0
2002 T 1	1 106 352	1 122 208	1 121 528	- 680	-0,1
2002 T 2	1 138 212	1 150 924	1 153 848	2 924	0,3
2002 T 3	1 151 832	1 164 640	1 169 092	4 452	0,4
2002 T 4	1 170 916	1 182 024	1 187 404	5 380	0,5
2003 T 1	1 211 120	1 210 504	1 214 880	4 376	0,4
2003 T 2	1 206 560	1 202 544	1 207 032	4 488	0,4
2003 T 3	1 216 256	1 216 480	1 219 452	2 972	0,2
2003 T 4	1 228 876	1 228 876	1 233 724	4 848	0,4
	données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997) ⁶				%
2000	..	1 020 786	1 020 488	- 298	-0,0
2001	1 024 196	1 040 388	1 038 845	- 1 544	-0,1
2002	1 062 143	1 074 516	1 074 621	105	0,0
2003	1 092 891	1 092 891	1 096 359	3 468	0,3
2000 T 1	..	1 005 299	1 004 935	- 364	-0,0
2000 T 2	..	1 015 691	1 016 313	622	0,1
2000 T 3	..	1 028 877	1 028 986	109	0,0
2000 T 4	..	1 033 275	1 031 719	- 1 556	-0,2
2001 T 1	1 025 401	1 036 654	1 035 414	- 1 240	-0,1
2001 T 2	1 025 177	1 039 560	1 037 639	- 1 921	-0,2
2001 T 3	1 022 883	1 037 748	1 036 038	- 1 710	-0,2
2001 T 4	1 027 799	1 047 588	1 046 287	- 1 301	-0,1
2002 T 1	1 047 731	1 062 382	1 060 397	- 1 985	-0,2
2002 T 2	1 059 412	1 072 315	1 070 382	- 1 933	-0,2
2002 T 3	1 066 551	1 079 490	1 081 335	1 845	0,2
2002 T 4	1 072 854	1 083 875	1 086 368	2 493	0,2
2003 T 1	1 090 415	1 090 657	1 093 793	3 136	0,3
2003 T 2	1 089 797	1 087 947	1 091 782	3 835	0,4
2003 T 3	1 090 382	1 091 396	1 095 469	4 073	0,4
2003 T 4	1 101 564	1 101 564	1 104 391	2 827	0,3

1 Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre correspondant. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.

2 Pour 2000, 2001 et 2002, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2003, tandis que pour 2003, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2003.

3 Les estimations révisées résultent des révisions de 2004.

4 La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5 La révision courante en pourcentage est la révision courante exprimée sous forme de pourcentage de l'estimation antérieure.

6 À compter de la diffusion des données du premier trimestre de 2001, l'indice en chaîne de Fisher a été adopté comme nouvelle mesure du PIB réel.

Tableau 2 - Révisions au produit intérieur brut (taux de croissance)

Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	
				%	
données désaisonnalisées au taux annuel					
2000	8,4	9,5	9,6		0,1
2001	2,7	3,0	2,9		-0,1
2002	4,6	4,3	4,5		0,2
2003	5,2	5,2	5,3		0,1
2000 T 1	2,1	2,7	2,7		0,0
2000 T 2	1,8	2,6	2,7		0,1
2000 T 3	1,7	2,1	2,0		-0,1
2000 T 4	0,8	0,9	1,0		0,1
2001 T 1	1,9	1,2	1,2		0,0
2001 T 2	0,4	0,2	0,2		0,0
2001 T 3	-1,4	-1,3	-1,4		-0,1
2001 T 4	-0,2	-0,4	-0,3		0,1
2002 T 1	2,3	2,2	2,1		-0,1
2002 T 2	2,8	2,6	2,9		0,3
2002 T 3	1,2	1,2	1,3		0,1
2002 T 4	1,6	1,5	1,6		0,1
2003 T 1	2,5	2,4	2,3		-0,1
2003 T 2	-0,4	-0,7	-0,6		0,1
2003 T 3	1,1	1,2	1,0		-0,2
2003 T 4	1,0	1,0	1,2		0,2
données désaisonnalisées au taux annuel, dollars enchaînés (1997) ⁵					
2000	..	5,3	5,2		-0,1
2001	1,5	1,9	1,8		-0,1
2002	3,4	3,3	3,4		0,1
2003	1,7	1,7	2,0		0,3
2000 T 1	..	1,4	1,4		0,0
2000 T 2	..	1,0	1,1		0,1
2000 T 3	..	1,3	1,2		-0,1
2000 T 4	..	0,4	0,3		-0,1
2001 T 1	0,6	0,3	0,4		0,1
2001 T 2	0,1	0,3	0,2		-0,1
2001 T 3	-0,2	-0,2	-0,2		0,0
2001 T 4	0,5	0,9	1,0		0,1
2002 T 1	1,5	1,4	1,3		-0,1
2002 T 2	1,1	0,9	0,9		0,0
2002 T 3	0,8	0,7	1,0		0,3
2002 T 4	0,4	0,4	0,5		0,1
2003 T 1	0,6	0,6	0,7		0,1
2003 T 2	-0,1	-0,2	-0,2		0,0
2003 T 3	0,3	0,3	0,3		0,0
2003 T 4	0,9	0,9	0,8		-0,1

1 Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre correspondant. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.

2 Pour 2000, 2001 et 2002, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2003, tandis que pour 2003, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2003.

3 Les estimations révisées résultent des révisions de 2004.

4 La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5 À compter de la diffusion des données du premier trimestre de 2001, l'indice en chaîne de Fisher a été adopté comme nouvelle mesure du PIB réel.

Tableau 3 - Révisions aux agrégats des revenus en prix courants

Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision courante ⁵
	millions de dollars				%
Rémunération des salariés					
2000	534 601	545 116	545 204	88	0,0
2001	559 102	569 920	570 008	88	0,0
2002	595 267	597 316	592 692	- 4 624	-0,8
2003	617 506	617 506	613 718	- 3 788	-0,6
Bénéfices des sociétés avant impôts					
2000	124 710	135 647	135 978	331	0,2
2001	119 922	127 530	126 620	- 910	-0,7
2002	125 507	133 004	137 480	4 476	3,4
2003	146 417	146 417	151 210	4 793	3,3
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts					
2000	12 392	11 843	11 329	- 514	-4,3
2001	9 678	9 641	10 483	842	8,7
2002	10 845	10 426	11 478	1 052	10,1
2003	10 102	10 102	11 643	1 541	15,3
Intérêts et revenus divers de placements					
2000	52 050	54 261	55 302	1 041	1,9
2001	53 463	53 010	52 967	- 43	-0,1
2002	49 666	49 425	48 188	- 1 237	-2,5
2003	50 625	50 625	51 508	883	1,7
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole					
2000	2 185	1 553	1 243	- 310	-20,0
2001	2 963	2 715	1 633	- 1 082	-39,9
2002	2 119	1 715	889	- 826	-48,2
2003	1 079	1 079	694	- 385	-35,7
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris					
2000	61 994	64 860	64 944	84	0,1
2001	65 719	67 582	68 364	782	1,2
2002	71 894	72 960	73 841	881	1,2
2003	77 366	77 366	77 382	16	0,0
Ajustement de la valeur des stocks					
2000	- 2 310	- 2 393	- 2 439	- 46	..
2001	- 458	- 21	240	261	..
2002	- 3 044	- 3 561	- 2 959	602	..
2003	4 941	4 941	4 876	- 65	..
Impôts moins subventions, sur facteurs de production⁶					
2000	..	51 850	51 693	- 157	-0,3
2001	56 253	52 846	52 557	- 289	-0,5
2002	53 152	53 755	53 721	- 34	-0,1
2003	55 717	55 717	55 465	- 252	-0,5
Impôts moins subventions, sur produits⁶					
2000	..	75 983	76 647	664	0,9
2001	75 269	76 331	76 995	664	0,9
2002	84 448	84 442	85 538	1 096	1,3
2003	86 660	86 660	87 188	528	0,6
Provisions pour consommation de capital					
2000	125 165	138 154	137 425	- 729	-0,5
2001	142 498	146 798	147 608	810	0,6
2002	152 642	155 004	156 146	1 142	0,7
2003	164 030	164 030	164 403	373	0,2

1 Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante.

2 Pour 2000, 2001 et 2002, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2003, tandis que pour 2003, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2003.

3 Les estimations révisées résultent des révisions de 2004.

4 La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5 La révision courante en pourcentage est la révision courante exprimée sous forme de pourcentage de l'estimation antérieure.

6 À compter de la diffusion des données du premier trimestre de 2001, la valeur ajoutée est mesurée aux prix de base et non selon le coût des facteurs de production (comme c'était le cas antérieurement). Cette façon de procéder permet d'inclure la ventilation des impôts indirects en impôts sur les facteurs de production et impôts sur les produits.

Tableau 4 - Révisions aux agrégats des dépenses en prix courants

Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision courante ⁵
					%
millions de dollars					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation					
2000	591 051	596 306	596 009	- 297	0,0
2001	619 860	623 167	622 903	- 264	0,0
2002	651 192	656 181	657 302	1 121	0,2
2003	689 419	689 419	688 707	- 712	-0,1
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services					
2000	191 435	197 851	200 084	2 233	1,1
2001	199 683	207 508	211 115	3 607	1,7
2002	214 174	218 895	223 677	4 782	2,2
2003	231 003	231 003	237 711	6 708	2,9
Formation brute de capital fixe des administrations publiques					
2000	22 364	24 398	24 524	126	0,5
2001	26 410	26 991	26 993	2	0,0
2002	29 233	30 430	29 617	- 813	-2,7
2003	32 144	32 144	31 501	- 643	-2,0
Investissements des administrations publiques en stock					
2000	24	24	24	0	0,0
2001	13	13	13	0	0,0
2002	- 45	- 45	- 45	0	0,0
2003	15	15	15	0	0,0
Investissements des entreprises en bâtiments résidentiels					
2000	51 133	48 482	48 572	90	0,2
2001	51 659	54 976	55 140	164	0,3
2002	63 103	65 270	65 829	559	0,9
2003	73 016	73 016	73 757	741	1,0
Investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels					
2000	50 154	50 518	49 826	- 692	-1,4
2001	51 956	52 769	52 927	158	0,3
2002	50 024	48 469	49 686	1 217	2,5
2003	49 844	49 844	51 155	1 311	2,6
Investissements des entreprises en machines et matériel					
2000	76 606	83 963	83 350	- 613	-0,7
2001	84 728	85 109	82 558	- 2 551	-3,0
2002	84 380	83 025	82 313	- 712	-0,9
2003	82 187	82 187	80 963	- 1 224	-1,5
Investissements des entreprises en stocks					
2000	7 038	10 767	11 505	738	6,9
2001	- 6 022	- 5 235	- 6 270	- 1 035	19,8
2002	2 672	2 873	- 568	- 3 441	-119,8
2003	7 563	7 563	7 662	99	1,3
Exportations de biens et services					
2000	475 849	490 184	490 688	504	0,1
2001	469 355	482 074	483 053	979	0,2
2002	470 114	474 303	479 358	5 055	1,1
2003	459 561	459 561	461 596	2 035	0,4
Importations de biens et services					
2000	427 389	428 235	428 754	519	0,1
2001	413 812	418 806	419 508	702	0,2
2002	423 096	423 989	428 248	4 259	1,0
2003	409 993	409 993	413 611	3 618	0,9

1 Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante.

2 Pour 2000, 2001 et 2002, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2003, tandis que pour 2003, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2003.

3 Les estimations révisées résultent des révisions de 2004.

4 La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5 La révision courante en pourcentage est la révision courante exprimée sous forme de pourcentage de l'estimation antérieure.

Tableau 5 - Révisions au produit intérieur brut¹

Année de référence	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Date de diffusion																					
1984 T4	436 076																				
1985 T1	435 876																				
	<i>0,0</i>																				
1985 T4		469 797																			
1986 T1	443 327	476 361																			
	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>																			
1986 T4			505 227																		
1986 <i>révision historique</i>	444 735	478 765	506 483																		
	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>																		
1987 T1	445 604	479 446	509 898																		
	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,7</i>																		
1987 T4				553 870																	
1988 T1	444 735	478 765	506 483	549 692																	
	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,8</i>																	
1988 T4					598 732																
1989 T1		477 988	504 631	550 334	601 508																
		<i>-0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,5</i>																
1989 T4						648 537															
1990 T1			505 666	551 336	603 356	651 616															
			<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>															
1990 T4							677 900														
1991 T1				551 597	605 147	649 102	671 577														
				<i>0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,9</i>														
1991 T4								679 203													
1992 T1					605 906	649 916	667 843	674 388													
					<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,7</i>													
1992 T4									687 334												
1993 T1						650 748	670 952	675 928	688 541												
						<i>0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>												
1993 T4																					
1994 T1							669 467	674 766	688 391												
							<i>-0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,0</i>												
1994 T4																					
1995 T1								676 477	690 122												
								<i>0,3</i>	<i>0,3</i>												
1995 T4																					
1996 T1									690 122												
									<i>0,0</i>												
1996 T4																					
1997 T1																					
1997 <i>révision historique</i>	449 249	485 139	511 796	558 106	611 785	656 190	678 135	683 239	698 544												
	<i>1,0</i>	<i>1,5</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>1,2</i>												
1997 T4																					
1998 T1																					
1998 T3																					
1998 T4																					
1999 T1																					
1999 T4																					
2000 T1																					
2000 T4																					
2001 T1	450 731	486 847	513 805	560 390	614 530	659 270	681 657	686 971	702 393												
	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>												
2001 T4																					
2002 T1	449 582	485 714	512 541	558 949	613 094	657 728	679 921	685 367	700 480												
	<i>-0,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,3</i>												
2002 T4																					
2003 T1																					
2003 T4																					
2004 T1																					

¹ La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la révision en pourcentage entre l'estimation et l'estimation précédente.

Tableau 5 - Révisions au produit intérieur brut¹ (suite)

1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Date de diffusion
											1984 T4
											1985 T1
											1985 T4
											1986 T1
											1986 T4
											1986 <i>révision historique</i> T1
											1987 T1
											1987 T4
											1988 T1
											1988 T4
											1989 T1
											1989 T4
											1990 T1
											1990 T4
											1991 T1
											1991 T4
											1992 T1
											1992 T4
											1993 T1
710 723											1993 T4
711 658 0,1											1994 T1
	748 606										1994 T4
712 855 0,2	750 053 0,2										1995 T1
		780 027									1995 T4
712 855 0,0	747 260 -0,4	776 299 -0,5									1996 T1
			797 789								1996 T4
712 855 0,0	747 260 0,0	776 299 0,0	797 789 0,0								1997 T1
724 920 1,7	762 251 2,0	799 129 2,9	820 323 2,8								1997 <i>révision historique</i> T4
				856 134							1997 T4
	762 251 0,0	799 129 0,0	820 323 0,0	855 103 -0,1							1998 T1
724 960 0,0	767 506 0,7	806 778 1,0	828 997 1,1	866 252 1,3							1998 T3
					888 390						1998 T4
		807 088 0,0	833 921 0,6	873 947 0,9	895 704 0,8						1999 T1
						949 400					1999 T4
			833 070 -0,1	877 921 0,5	901 805 0,7	957 911 0,9					2000 T1
							1 038 794				2000 T4
729 580 0,6	772 827 0,7	812 460 0,7	839 064 0,7	885 022 0,8	915 865 1,6	975 263 1,8	1 056 010 1,7				2001 T1
								1 084 119			2001 T4
727 184 -0,3	770 873 -0,3	810 426 -0,3	836 864 -0,3	882 733 -0,3	914 973 -0,1	980 524 0,5	1 064 995 0,9	1 092 246 0,7			2002 T1
									1 142 123		2002 T4
						982 441 0,2	1 075 566 1,0	1 107 459 1,4	1 154 949 1,1		2003 T1
										1 214 601	2003 T4
						1 076 577 0,1	1 108 200 0,1	1 157 968 0,3	1 218 772 0,3		2004 T1

Estimations du bilan à la valeur marchande

Introduction

Dans le Système de comptabilité nationale du Canada, les estimations du bilan comprennent deux comptes associés : les Comptes du bilan national (CBN) et le Bilan des investissements internationaux du Canada (BII). Les CBN présentent le bilan d'ouverture et le bilan de clôture des opérations effectuées dans le secteur des Comptes des revenus et des dépenses et ceux des Comptes des flux financiers. Le BII vise la dimension de stock du Compte financier de la balance des paiements internationaux du Canada.

Quelles sont les nouveautés reliées aux comptes du bilan pour le premier trimestre de 2004?

En juin 2003, une étape importante a été franchie pour améliorer les liens entre les éléments du Système de comptabilité nationale du Canada avec la présentation trimestrielle des CBN et du BII. Avec la diffusion de juin 2004, l'utilité analytique des comptes est optimisée encore davantage alors que des instruments financiers importants des CBN et du BII sont dorénavant évalués à la valeur marchande. Les titres désormais évalués à la valeur marchande sont :

- les obligations canadiennes;
- les actions canadiennes négociables;
- les unités de fonds de placements canadiennes;
- les éléments d'assurance-vie et de retraite canadiens;
- les titres négociables étrangers.

Les estimations à la valeur marchande sont diffusées dans les CBN selon un nouveau bris de cinq secteurs : celui des particuliers, des entreprises (divisé entre sociétés financières et non financières), des administrations publiques et des non-résidents. La nouvelle série chronologique, établie trimestriellement, couvre la période allant de 1990 à 2004. Les estimations à la valeur comptable continuent d'être publiées pour les 30 secteurs de l'économie sur une base annuelle pour la période de 1961 à 2003 et trimestrielle pour celle de 1990 à 2004.

Quant au BII, la diffusion des estimations ne change pas, exception faite de l'ajout d'information sur les investissements de portefeuille étrangers à la valeur marchande. À titre additionnel, le bilan des investissements internationaux intègre maintenant les nouvelles données sur les titres évalués à la valeur marchande. En ce qui concerne la répartition géographique, la valeur marchande des estimations est actuellement disponible pour les États-Unis et le reste du monde.

Valeur marchande et valeur comptable de l'actif et du passif et besoins en données

Données à la valeur marchande

Les normes internationales en matière de comptabilité nationale, en particulier le manuel du Système de comptabilité nationale 1993 et le Manuel de la balance des paiements, 5^e édition, recommandent que l'actif (et le passif) soient comptabilisés selon la valeur courante/marchande ou selon une bonne approximation de cette méthode¹. Cette recommandation est liée directement à la pertinence des données, car le comportement économique découle notamment des perceptions des stocks de richesse selon des valeurs courantes. En outre, les événements économiques et financiers de la dernière décennie soulignent le besoin analytique d'estimation de la richesse selon la valeur marchande. En effet, la forte hausse de la valeur et du prix des investissements en actions observée au cours des années 1990 ainsi que les récentes corrections des marchés boursiers devraient se retrouver dans l'évolution de la valeur nette des secteurs. En outre, la croissance rapide des actifs des investisseurs institutionnels observée au cours des 15 dernières années et les effets que les variations du marché ont produit sur ces actifs risquent de se répercuter sur le caractère adéquat de la mesure de l'épargne accumulée par les ménages en vue de la retraite. Enfin, les mouvements importants dans la composition de l'épargne des secteurs de l'économie qui sont apparus au milieu des années 1990 sont peut-être liés aux modifications sous-jacentes de la valeur nette.

Du point de vue statistique, les estimations à la valeur marchande assurent la symétrie dans l'évaluation de l'actif et du passif. Ainsi, la valeur marchande sous-jacente des sociétés dans l'économie est égale au total des actions de sociétés que les investisseurs détiennent dans le cadre de valeur marchande. Cela permet également d'améliorer l'interprétation des données.

Données à la valeur comptable

Les estimations à la valeur comptable sont souvent considérées comme ayant une signification analytique moindre, et sont parfois difficiles à interpréter, puisque l'on peut les interpréter du point de vue du débiteur ou du créancier. En d'autres termes, la valeur comptable est, règle générale, estimée différemment selon qu'il s'agit de l'actif ou du passif des CBN². Ces différences ont eu un effet négatif sur la qualité (par rapport à la pertinence et à l'interprétation) de certains éléments d'actif qui figurent dans les estimations de la valeur comptable du secteur des

1. C'est la recommandation générale du manuel du Système de comptabilité nationale 1993. En réalité, il n'est recommandé d'évaluer selon la valeur marchande que certains éléments d'actif (actif non financier et titres négociables).

particuliers des CBN, en particulier pour les titres négociables calculés de façon résiduelle. Les estimations à la valeur comptable du BII sont fondées sur l'approche débiteur tant pour l'actif que pour le passif, et présentent donc une plus grande uniformité à cet égard.

Les estimations à la valeur comptable peuvent cependant être utiles sur le plan analytique. En effet, certains utilisateurs s'intéressent sans doute au niveau de la dette publique à une période donnée, pour connaître le montant qu'ils auraient à rembourser. D'autres désirent peut-être comparer le ratio d'endettement de sociétés dont les capitaux propres sont évalués tant selon la valeur comptable que selon la valeur marchande.

Par conséquent, les estimations à la valeur comptable sont retenues pour des raisons aussi bien analytiques que pratiques. Dans le cas des CBN, l'information à propos des nombreux sous-secteurs sur laquelle les utilisateurs comptent n'est présentée qu'à la valeur comptable. Dans le cas du BII, les estimations à la valeur comptable demeurent toujours la mesure de base pour le moment.

Élaboration des estimations à la valeur marchande

Actif non financier

Dans les CBN, l'actif non financier a été ajouté en 1984 aux comptes de bilan partiels (actif et passif financiers). En résumé, l'actif non financier représente une approximation fiable de la valeur marchande. La méthode d'élaboration des estimations a permis de fixer la valeur courante des biens produits et des terrains¹. Les estimations des ressources naturelles, ajoutées récemment (1997), reposent sur la valeur actualisée nette².

Instruments financiers

Pour l'actif et le passif financiers, la valeur marchande a été calculée ainsi : le total de contrôle des estimations à la valeur marchande dans le cas des obligations et actions du côté du passif a été établi et lié aux postes correspondants comptabilisés selon la valeur marchande du côté de l'actif. Il y a deux instruments financiers principaux à partir desquels les totaux de contrôle de la valeur marchande sont calculés : les actions de sociétés et les obligations. Ces instruments sont divisés en investissements nationaux et étrangers.

a) Total de contrôle du passif

Les actions négociables de sociétés canadiennes sont estimées d'après les valeurs que leur attribue le marché. La valeur marchande n'a pas encore été appliquée aux actions non cotées et aux investissements entre sociétés³. Par conséquent, le passif des actions de sociétés est divisé en deux groupes : d'une part, les actions cotées d'investissement de portefeuille de sociétés ouvertes évaluées selon la valeur marchande et, d'autre part, les actions non cotées plus les actions cotées détenues comme investissements entre sociétés à la valeur comptable⁴. La valeur marchande de toutes les actions cotées de sociétés est établie d'après les renseignements tirés des Bourses et appariée aux données d'enquête. Les micro données sont utilisées largement pour assurer l'évaluation exacte, par élément, du passif total en actions de sociétés. Les ratios valeur marchande/valeur comptable sont calculés par société et par industrie à l'aide de cette méthode.

La valeur marchande du passif en obligations canadiennes est calculée au moyen de micro données provenant d'un système d'inventaire de dettes. Ce système enregistre toutes les caractéristiques des obligations négociables en circulation, et permet le calcul de la valeur actualisée de chaque obligation. Ces valeurs sont alors agrégées selon le type pour produire le total des obligations (c'est-à-dire fédérales, provinciales et de sociétés) selon la valeur marchande. Pour les années antérieures, au cours desquelles la couverture n'est pas complète pour certaines obligations, les ratios implicites valeur marchande/valeur comptable calculés pour une partie des obligations doivent être appliqués à la valeur comptable des obligations en circulation afin d'estimer la valeur marchande totale.

Enfin, les totaux de contrôle des investissements de portefeuille canadiens en titres étrangers (actions et obligations) sont calculés principalement à l'aide de l'enquête sur l'investissement de portefeuille des Canadiens. Cette enquête annuelle sert à recueillir des micro données sur les avoirs en titres, évalués à la valeur marchande, des grands investisseurs institutionnels. Les estimations trimestrielles sont évaluées en utilisant les transactions ainsi que les changements de prix des titres et des devises.

b) Actif

Au chapitre de l'actif, l'actif du secteur des non-résidents (essentiellement, des avoirs de titres de créance canadiens négociables) est établi à l'aide du système d'inventaire des dettes susmentionné. Pour les avoirs d'actions canadiennes des non-résidents, les résultats

2. Ainsi, du côté du passif, les capitaux propres selon la valeur comptable se composent des actions en circulation, du surplus d'apport, des bénéfices non répartis et des réserves. En revanche, du côté de l'actif, les capitaux propres se définissent comme les actions au coût d'acquisition.

1. Ainsi, les biens produits sont calculés d'après un modèle de l'inventaire permanent qui produit une valeur selon le coût de remplacement déprécié. Consulter le Guide des comptes des flux financiers et des comptes du bilan national, N° 13-585 au catalogue.

2. Consulter Éconnexions, pour lier l'environnement et l'économie, N° 16-505-GPF au catalogue.

3. Les normes internationales ne donnent actuellement aucune indication claire quant aux méthodes d'évaluation de cet actif, et des recherches sont en cours sur cette question.

4. La valeur comptable correspond, dans ce cas-ci, aux capitaux propres et s'établit comme suit : actions plus surplus d'apport plus bénéfices non répartis et réserves.

d'enquête annuels des avoirs sont réévalués au moyen de ratios valeur marchande/valeur comptable¹, et des positions trimestrielles sont calculées au moyen de transactions et de changements de prix.

En ce qui concerne l'actif des principaux secteurs institutionnels (par exemple, les caisses de retraite, les fonds distincts des sociétés d'assurance-vie, les fonds communs de placement), les données à la valeur marchande peuvent être tirées facilement de différentes sources, notamment les enquêtes de Statistique Canada². Pour les autres secteurs, dont les avoirs d'actions et d'obligations négociables ont beaucoup moins d'importance, le ratio valeur marchande/valeur comptable de l'actif moyen calculé pour les investisseurs institutionnels sert à estimer la valeur marchande.

D'après les données qui précèdent, il y a deux calculs qui mènent à des changements d'évaluation de l'actif du secteur des particuliers. Premièrement, les avoirs d'actions et d'obligations de ce secteur sont calculés de façon résiduelle. Deuxièmement, les obligations d'assurance-vie et de rentes à l'égard des ménages sont calculées de façon résiduelle comme l'actif selon la valeur marchande, déduction faite des obligations actuelles dans les secteurs de l'assurance et des rentes.

Bref aperçu des développements à venir

Lors du calcul des nouvelles estimations, un certain nombre de nouveaux bris ont été produits. Ainsi, le partage des actions de sociétés entre titres négociables, unités de fonds de placement et capitaux propres de sociétés privées est maintenant calculé pour certains secteurs. On prévoit qu'un certain nombre de ces nouvelles données seront connues au cours de 2004. Les résultats diffusés en juin n'indiqueront que la valeur marchande pour les cinq secteurs des CBN, mais des données supplémentaires sur certains investisseurs institutionnels dont l'actif est évalué selon la valeur marchande peuvent également être diffusées en 2004.

Des estimations de bilan désaisonnalisées de secteurs sont en cours d'élaboration, comme des estimations réelles du patrimoine national. Il est prévu que ces données seront connues au deuxième trimestre de 2004.

Un domaine qui sera examiné au cours de 2005 est l'évaluation des investissements entre sociétés, y compris les investissements directs étrangers, les instruments du marché monétaire et les réserves internationales.

1. Ces ratios sont établis lors de l'élaboration des totaux de contrôle de la valeur marchande du passif en capitaux propres canadiens.

2. On prévoit que le nombre de données sur la valeur marchande seront plus abondantes à l'avenir, au fur et à mesure que le contenu des enquêtes de Statistiques Canada est révisé.

Récentes tendances de la valeur nette des ménages

Introduction

Au cours des 10 dernières années, le comportement économique des ménages a suscité beaucoup d'intérêt. Ce n'est pas surprenant, car le revenu et les dépenses personnels représentent environ 60 % du PIB. De plus, certains événements récents ont intensifié l'intérêt porté tant aux activités économiques qu'à l'accumulation de la richesse dans le secteur des particuliers.

La diminution de l'épargne a aussi donné lieu à un débat au sujet de l'incidence d'un éventuel « effet de la richesse » sur la consommation et l'épargne personnelles. Cette baisse de l'épargne a donc été plus que neutralisée par les gains au chapitre de la valeur nette, de sorte que la situation financière des ménages ne s'est pas détériorée, ce qui peut appuyer les dépenses de consommation dans l'économie.

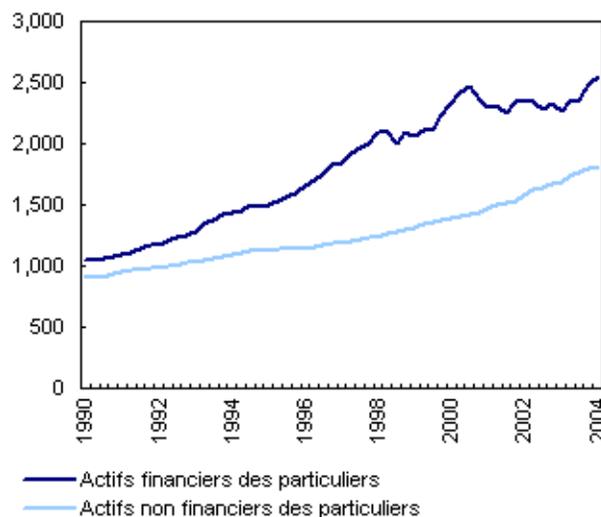
Les données publiées dans les *Comptes du bilan national* peuvent jeter une certaine lumière sur ces questions et d'autres. Les actifs non financiers et les actifs financiers étant maintenant estimés en fonction de la valeur marchande, il est dorénavant possible d'examiner le rôle de la richesse dans l'économie. Le présent article porte sur l'évolution de la richesse et de ses composantes. On y étudie les tendances et les fluctuations au chapitre des actifs non financiers et des actifs et passifs financiers. Ensuite on y examine les conséquences des variations des actifs et passifs sur la valeur nette. Enfin, un lien entre celles-ci et l'évolution de l'épargne personnelle y est établi.

La croissance des actifs financiers a été dominée par les titres de participation négociables et par les caisses de retraite et les fonds de placement

Malgré le fait que les placements d'actifs financiers ont ralenti, parallèlement à la tendance à l'épargne personnelle plus modeste, la croissance des actifs financiers a devancé celle des actifs non financiers pendant la majeure partie des 14 dernières années. Entre le 1^{er} trimestre de 1990 et le 1^{er} trimestre de 2004, la valeur nominale des actifs financiers des ménages selon la valeur marchande a plus que doublé. La contribution des actifs financiers à la croissance et aux fluctuations de la valeur nette du secteur des ménages a été entraînée par des actifs dont la valeur repose dans une large mesure sur le cours en hausse des actions. Ceux-ci incluent les actions de sociétés et les unités de fonds de placement ainsi que les actifs moins discrétionnaires, par exemple, les assurances et les caisses de retraite.

La croissance des actifs financiers plus forte mais plus instable que celle des actifs non financiers

Milliards de dollars, données non désaisonnalisées



Cela laisse entendre qu'il y a eu un changement dans la manière dont la richesse sous forme d'actifs financiers a été accumulée depuis 1990 – provenant beaucoup plus des gains en capital que des investissements. Les consommateurs se sont généralement retrouvés dans une situation leur permettant de soutenir des emprunts et des dépenses de taille, la croissance des actifs financiers ayant devancé celle des décennies précédentes. Cependant, ce genre d'épargne secondaire a comme jamais auparavant exposé les ménages à un degré de risque plus grand, puisque les gains en capital non réalisés peuvent être moins élevés si les marchés boursiers chutent¹.

La hausse de la catégorie des actions a été dominée par les fonds communs de placement même si la proportion de ces actifs à l'intérieur du secteur était en baisse, les investisseurs notamment institutionnels détenant de plus en plus d'unités de fonds de placement. C'est entre 1996 et 2000 que les unités de placement ont connu la plus forte croissance qui a brusquement pris fin par suite de la correction des marchés boursiers, traduisant en grande partie la dépendance à l'égard des actions dans les portefeuilles de fonds communs de placement.

1. Les actifs financiers détenus dans le portefeuille de placements d'un ménage se distinguent par le risque associé à chaque catégorie d'actifs, les dépôts étant des placements à faible risque et les titres négociables étant à risque élevé. Les actifs reposant sur des fonds mis en commun et gérés par des professionnels (p. ex., caisses de retraite et fonds de placement) comportent un risque modéré (indirect).

Parmi les titres négociables détenus par les ménages, la valeur des actions cotées en bourse a augmenté de pratiquement quatre fois et demie depuis 1990, surtout suite aux réévaluations. Les parts négociables détenues ont considérablement augmenté entre 1995 et 2000, suivant de près les variations des marchés boursiers au fil du temps.

Les actifs des assurances et des caisses de retraite ont augmenté à un taux croissant jusqu'en 2000. Les actifs des caisses de retraite ont été le facteur dominant, alimenté par l'augmentation des cotisations aux régimes au fur et à mesure que l'heure de la retraite approche pour les membres de la génération du baby-boom de l'après-guerre, ainsi que des gains et pertes sur les prises de participation de ces régimes de retraite.

Les instruments financiers générant des intérêts – dépôts, obligations d'épargne et titres de créance négociables – ont connu une baisse relative pendant la majeure partie des 14 dernières années au fur et à mesure que les stratégies de portefeuilles des ménages évoluaient. Cette situation traduisait une préférence pour les instruments à rendement plus élevé, établis en fonction de la tendance à la baisse à long terme des taux d'intérêt depuis 1990, et l'absence générale des gains en capital sur ces actifs.

Les investissements et la plus-value des biens immobiliers résidentiels : les moteurs de la croissance des actifs non financiers

Les actifs non financiers du secteur des particuliers constituent la part du lion (un peu plus de 50 %) des actifs non financiers de l'économie canadienne. Ces actifs non financiers (surtout des biens immobiliers et biens de consommation) représentent actuellement autour de 46 % des actifs des ménages. Soulignons cependant que cette part a diminué de façon générale au fil des ans, sous l'effet du vieillissement de la génération des baby-boomers. Pourtant, entre le premier trimestre de 1990 et le premier trimestre de 2004, la valeur nominale de l'actif non financier des ménages a presque doublé.

Malgré la hausse constante des deux composantes (biens immobiliers et biens de consommation), les biens immobiliers résidentiels ont été le moteur de la croissance et ont atteint 1,6 billions de dollars, soit 77 % de l'actif non financier, à la fin du premier trimestre de 2004. Après le recul du marché des biens immobiliers résidentiels enregistré en 1990, suivi de quelques années de stagnation, les prix des logements ont monté pendant une bonne partie des années 1990, tout comme les

investissements dans les logements¹. La baisse des coûts d'emprunt au cours de cette période a stimulé la demande de logements.

L'effervescence du secteur immobilier contribue, depuis quelques années, au maintien de l'activité économique : l'investissement dans les logements progresse à un rythme effréné depuis 2001. La plus-value des biens résidentiels, dictée par la demande, est d'ailleurs le reflet de cette activité² et de l'impact d'un profil démographique plus jeune que la génération des baby-boomers.

De toute évidence, tant les dépenses que les gains en biens immobiliers résidentiels ont exercé un effet important sur la hausse de la valeur nette du secteur des particuliers dans son ensemble au cours de cette période, surtout depuis quelques années.

Le deuxième actif non financier en importance des ménages est le stock de biens de consommation. Les augmentations de la valeur nette dans le secteur des particuliers, qui tiennent à la possession de biens durables, découlent dans une plus grande mesure des flux des dépenses, comparativement au cas des biens immobiliers résidentiels. Cela s'explique par le fait que certains biens ont enregistré des baisses de prix au cours des dernières années. La croissance de ces actifs depuis 1990 peut être associée à un stimulus des dépenses personnelles, causé par la perception d'une hausse de la valeur nette. En outre, la correction récente du marché boursier n'a pas ralenti de façon visible les dépenses personnelles, ce qui pourrait signifier que l'effet de richesse n'existerait que dans un sens.

Le stock de biens durables³ a grimpé de 70 % au cours des 14 dernières années. Toutefois, celui du parc automobile a progressé de 86 %, de sorte que la part que ce parc occupe dans les biens durables des ménages s'est accrue (passant de 42 % en 1990 à 46 % en 2003). Cela peut s'expliquer par la hausse des achats de véhicules automobiles⁴ stimulée en partie par des prix plus bas et la baisse des taux d'emprunt, surtout pour les nouvelles modalités de financement⁵. Les achats de meubles et

1. Les changements de valeur des biens immobiliers comportent deux déterminants : le flux des investissements en logements et la réévaluation du stock actuel de logements. Les biens immobiliers procurent une valeur d'utilisation au propriétaire et, en outre, sont considérés depuis toujours comme un investissement fiable dont la valeur ne manquera pas d'augmenter avec le temps.

2. Cela se voit dans le coût reproductible des structures et dans la plus-value du terrain sous-jacent.

3. Dans les Comptes du bilan national, les stocks de biens durables constituent un actif, tandis que la convention utilisée dans le Système de comptabilité nationale du Canada stipule que, dans les Comptes des revenus et des dépenses, les dépenses des consommateurs représentent des dépenses courantes. Cette différence est comptabilisée comme un changement conceptuel.

4. La convention utilisée dans le Système de comptabilité nationale du Canada veut que les automobiles louées soient considérées comme des ventes finales pour les consommateurs.

d'appareils ménagers comptent pour 23% des inventaires de biens durables de consommation. La récente effervescence du secteur immobilier a stimulé la demande d'articles ménagers neufs.

La dette du secteur des particuliers dépasse le revenu, mais non le patrimoine

On observe depuis 14 ans un net alourdissement de la dette des ménages, coïncidant avec la chute du taux d'épargne. Ce mouvement s'inscrit dans une tendance de longue durée que présente la demande de logements et de biens et s'accompagne d'une hausse de l'endettement des ménages qui traduit le facteur démographique et l'attitude plus ouverte à l'égard de l'endettement, de la part de tant des prêteurs que des emprunteurs.

En outre, la tendance généralisée à la baisse des taux d'intérêt, que l'on constate depuis la fin des taux de plus de 10 % en décembre 1990, a stimulé la demande de fonds. De façon générale, au cours des 14 dernières années, le rapport entre les paiements d'intérêt et le revenu disponible des particuliers a reculé ou est resté stable, de sorte que le fardeau de la dette ne s'est pas alourdi.

La dette des particuliers a progressé plus vite que leur revenu au cours des 14 dernières années, mais plus lentement que leur valeur nette pendant la plus grande partie de cette période. On peut en conclure que, tant que la valeur nette progresse plus vite que le passif, un niveau de plus en plus élevé d'endettement des particuliers est tenable, à condition que la capacité des ménages à financer cette dette demeure stable. Par ailleurs, la hausse des emprunts dans l'attente d'une hausse du prix des actifs comporte un élément d'incertitude. Des exemples historiques de baisse de prix des actifs ouvrent la possibilité à une chute de la valeur nette des ménages.

L'endettement durant les années '90 a reculé, en raison surtout des gains en capital réalisés par les investissements financiers et par les actifs non financiers. Cependant, depuis 2000, la dette des particuliers par rapport à la valeur nette a généralement progressé en raison de pertes enregistrées par les marchés financiers (Graphique 2). Néanmoins, la dette hypothécaire par rapport aux biens immobiliers résidentiels a largement diminué au cours des dernières années, surtout devant les fortes hausses de prix constatées dans le marché du logement.

5. Par exemple, les marges de crédit sur propriété et les contrats de location.

Le niveau d'endettement des ménages fluctue selon la valeur des actifs



Le crédit à la consommation a progressé plus vite que la dette hypothécaire au cours des 14 dernières années, sous l'effet de l'importance des dépenses des particuliers. En règle générale, une dette de consommation comporte des taux d'emprunt plus élevés qu'une dette hypothécaire. Cependant, une bonne partie de cette croissance tient à la multiplication des marges de crédit¹, qui comportent un taux d'intérêt inférieur à celui d'autres formes de prêts aux consommateurs.

Le bilan des ménages est toujours solide

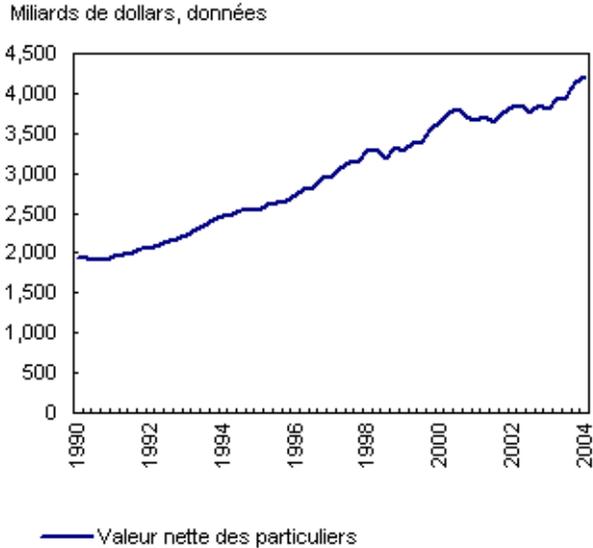
Depuis un certain temps, l'importance des dépenses et l'alourdissement du passif qui s'ensuit soulèvent des questions sur la solidité des finances du secteur des particuliers. Cependant, de nouveaux faits tirés des *Comptes du bilan national* font ressortir que la position financière du secteur des particuliers est relativement solide, malgré la baisse de l'épargne et la hausse correspondante de la dette, jumelée à la baisse des flux d'investissement vers les actifs financiers.

L'évolution du bilan du secteur des particuliers explique dans une très large mesure la baisse de longue date accusée par l'épargne et par le taux de l'épargne. En effet, la plus-value de l'actif a supplanté en grande partie l'épargne traditionnelle (Graphique 3). Depuis 1995, l'épargne ne représentait plus, en moyenne, que 12 % des changements de la valeur nette. Cela indique qu'un effet de richesse peut intervenir dans la consommation et

1. Une partie importante des marges de crédit est liée à la propriété et sert à l'acquisition de biens (notamment des accessoires de maison), aux rénovations et à la consolidation de la dette.

l'épargne des particuliers et a peut-être joué un rôle important pour soutenir la demande des ménages visant le logement ainsi que les biens et services de consommation.

Les variations de la valeur nette entraînées par les gains/pertes sur les actifs et non par l'épargne



Néanmoins, la dépendance à l'égard de la plus-value de l'actif comme moyen d'épargne a fait que le secteur des particuliers est un peu plus sensible que par le passé aux variations du marché des biens immobiliers résidentiels et des marchés financiers. Ainsi, les actions étaient le moteur de croissance de la valeur des portefeuilles, mais exposaient les ménages au risque d'une perte de capital. À moyen et à long terme, on ne voit pas bien comment l'exposition accrue au marché aura un effet sur la suffisance des fonds des particuliers en vue de la retraite. Ce facteur, allié aux vulnérabilités éventuelles entraînées par l'effet des variations des taux d'intérêt sur un endettement important, amène des réserves quant à l'évaluation générale du bilan du secteur des particuliers.

Ce phénomène a diminué quelque peu le poids du taux d'épargne personnelle, en faveur d'autres indicateurs, d'application plus large, comme le changement de la valeur nette des ménages.